



CESAG Centre Africain d'études Supérieures en Gestion

Institut Supérieur de Comptabilité,
de Banque et de Finance
(ISCBF)

Master Professionnel
en Audit et Contrôle de Gestion
(MPACG)

Promotion 3
(2009-2010)

Mémoire de fin d'étude

THEME

Analyse des déterminants de la rentabilité financière
de la Société Béninoise d'Énergie Électrique (SBEE)



Présenté par :

Wilfrid Jupiter Bâbatoundé DANMITONDE

Dirigé par :

Mamadou Aminata DIOP

Expert comptable

Cafex suarl

Février 2011

DEDICACE

Je dédie ce mémoire :

- ✓ A ma très chère grand-mère, qui de son vivant me comblait de ses multiples prières de santé, de bonheur et de succès ;
- ✓ A ma mère Sidonie DJIDONOU, pour tout son amour, son affection, son courage en vue de mon épanouissement ;
- ✓ A mon père Jean Kpokpogbé DANMITONDE, pour tout son soutien et pour m'avoir inculqué le goût de l'étude et du travail bien fait ;
- ✓ A ma grande sœur Adèle DANMITONDE et à son époux Patrick AHOUANGONOU pour leurs nombreux encouragements et tout leur soutien ;
- ✓ A mon frère Sylvain DJIKOU, pour ses sages conseils et ses nombreux encouragements ;
- ✓ A mes sœurs Rosine, Hélène pour les encourager à faire mieux ;
- ✓ A mon frère Boris pour lui faire emboîter mes pas ;
- ✓ A mes cousines et cousins, Adrienne, Marguerite, Aimé pour les encourager ;
- ✓ A Corinne ODAH pour toute son assistance, son amour et son affection ;
- ✓ A tous ceux qui de près ou loin m'ont aidé sur tous les plans.

REMERCIEMENTS

Mes remerciements s'adressent tout d'abord et à double titre à M. **Moussa Yaz** qui m'a encouragé dans la rédaction de ce mémoire à travers des conseils très utiles et judicieux.

M Mamadou DIOP qui, dans ses efforts de suivi de mon mémoire m'a permis de cultiver le goût pour la recherche. Ses conseils ont toujours été précieux et ses encouragements ont su me donner l'énergie nécessaire à ce travail de longue haleine. Ses exigences et son enthousiasme m'ont offert la sérénité et l'assurance indispensable à la rédaction de mémoire. Ces quelques lignes de remerciement sont bien peu au regard de la qualité de son accompagnement. Qu'il y trouve, je l'espère, l'expression de toute ma reconnaissance.

Je remercie tous les membres du corps Professionnel de l'Institut Supérieur de la Comptabilité, de Banque et Finance (ISCBF) et particulièrement ceux du Master Audit et Contrôle de Gestion.

Mes sincères remerciements vont également à l'endroit de Kèmi ASSOUDO, Gyna KOSSOU, Yassirath ALLOUGBIN, Marilyn TCHIBOZO, Durotimi SINIMBOU, Angelo SEMASSA pour tout le temps passé avec eux à Dakar ;

Je remercie les amis rencontrés dès mes premiers jours à Dakar pour m'avoir accueilli et accepté parmi eux comme un frère dès mon arrivée au Sénégal, en particulier **Mr Hervé MAMA, Elias FATCHEOUN, Marouf AKANNI, José GNANGNON**, je voudrais leur témoigner toute ma gratitude.

A tous ceux, qui, d'une manière ou d'une autre, m'ont soutenue au cours de mes études et de la formation au CESAG et dont les noms n'ont pu être cités. Qu'ils trouvent à travers ce mémoire l'expression d'une profonde gratitude.

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

CA	: Chiffre d'Affaires
CCDEE	: Compagnie Coloniale de Distribution d'Énergie Électrique
CI	: Capitaux Investis
EBE	: Excédent Brut d'Exploitation
EBIT	: Earning Before Interests and taxes
MRF	: Marché Régional Financier
RACFI	: Résultat Avant Charges Financières et Impôts
Rci	: Ratio de capitaux investis
RE	: Résultat d'Exploitation
Re	: Rentabilité économique
Rf	: Rentabilité financière
RF	: Résultat Financier
RNC	: Résultat Net Comptable
ROA	: Return On Asset
ROI	: Return On Investment
SBEE	: Société Béninoise d'Énergie Électrique
SDEE	: Société Dahoméenne d'Énergie Électrique
TAFIRE	: Tableau Financier des Ressources et Emplois
UEMOA	: Union Economique Monétaire Ouest Africaine

GLOSSAIRE

L'effet de massue : Pour une entreprise, l'effet massue survient quand le taux de rentabilité économique est inférieur au coût de la dette. Dans ce cas, la rentabilité financière devient négative.

L'effet de levier : L'effet de levier explique le taux de rentabilité comptable des capitaux propres en fonction du taux de rentabilité après impôt de l'actif économique (rentabilité économique) et du coût de la dette. Lorsqu'il est positif, le recours à l'endettement a permis d'augmenter la rentabilité des capitaux propres de l'entreprise. En revanche, lorsque la rentabilité économique est inférieure au coût de l'endettement, on parle de l'effet de massue.

De plus, celui-ci reste une tautologie comptable qui ne doit pas faire oublier que le recours à l'endettement augmente le risque lié aux capitaux propres, et ne crée pas au total de valeur.

Le levier de retournement : il s'agit de l'ensemble des indicateurs sur lesquels l'entreprise doit se fonder pour retrouver sa santé financière.

Crédit-bail ou leasing : C'est un contrat par lequel une personne appelée le crédit-bailleur achète un bien et le met à la disposition d'une autre personne, le preneur (locataire), moyennant le paiement d'un loyer. Le locataire n'est donc juridiquement pas propriétaire du bien mis à sa disposition. Dans le système SYSCOHADA les biens pris en crédit bail sont considérés comme des immobilisations et figurent directement au bilan.

Flux financiers : c'est des mouvements de valeurs qui s'exercent dans une période donnée

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Modèle d'analyse	38
Figure 2: Evolution du fonds de roulement net global	58
Figure 3 : Evolution du BFG	60
Figure 4: Evolution de la trésorerie nette	62
Figure 5: Evolution du ratio de financement de l'immobilisation.....	63
Figure 6: Evolution du ratio d'autonomie financière	64
Figure 7: Evolution du taux d'endettement global de 2005 à 2009	65
Figure 8: Evolution de la capacité de remboursement des dettes de 2005 à 2009	66
Figure 9: Evolution du degré moyen de vieillissement des immobilisations	67
Figure 10: productivité du personnel de 2005 à 2009	68
Figure 11: Evolution du taux de croissance du CA de 2005 à 2009	69
Figure 12: Evolution de la VA de 2005 à 2009	69
Figure 13: Evolution de la VAG	71
Figure 14: Evolution de l'EBE de 2005 à 2009	73
Figure 15: Evolution du RE.....	74
Figure 16: Evolution de la rentabilité économique nette.....	75
Figure 17: Evolution de la rentabilité économique brute	75
Figure 18: Evolution de la rentabilité financière	76
Figure 19: Evolution du ratio de liquidité au sens large.....	77
Figure 20: Evolution du ratio de liquidité réduite	78
Figure 21: Evolution du ratio de liquidité immédiate	79
Figure 22: ratio de solvabilité générale	80
Figure 23: Evolution du ratio de solvabilité patrimoniale de 2005 à 2009	80
Figure 24: Evolution du montant des investissements et de la variation du BFE	82
Figure 25: Evolution de l'ETE	83
Figure 26: Evolution de la Capacité d'Autofinancement Global (CAFG).....	84

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Indicateurs et mesures des variables.....	39
Tableau 2: l'évolution des masses du bilan fonctionnel de 2005 à 2009	53
Tableau 3: l'évolution des soldes intermédiaires de gestion de 2005 à 2009.....	54
Tableau 4 : Le FRNG	57
Tableau 5: Le BFG	59
Tableau 6: La TN (TA-TP).....	61
Tableau 7: La TN (FR-BFR)	61
Tableau 8 : Répartition de la richesse créée	72

TABLE DES MATIERES

DEDICACE.....	i
REMERCIEMENTS.....	ii
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	iii
GLOSSAIRE.....	iv
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
TABLE DES MATIERES.....	vii
INTRODUCTION GENERALE.....	1
PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE.....	7
Introduction à la première partie.....	8
Chapitre 1 : La rentabilité financière.....	9
1.1. Notion et détermination de la rentabilité financière.....	9
1.1.1. La notion de la rentabilité.....	9
1.1.2. détermination de la rentabilité financière.....	10
1.2. Les relations financières significatives.....	11
1.2.1. L'équilibre financier.....	11
1.2.1.1. Le Fonds de Roulement Net Global (FRNG).....	11
1.2.1.2. Le Besoin en Fonds de Roulement (BFR).....	13
1.2.1.3. La Trésorerie Nette (TN).....	15
1.2.2. Les ratios liés à l'analyse fonctionnelle.....	16
1.2.3. Les ratios de rotation.....	17
1.2.4. Le degré de liquidité et de solvabilité.....	18
1.2.4.1. Les ratios de liquidité.....	18
1.2.4.1.1. Le ratio de liquidité au sens large.....	18
1.2.4.1.2. Le ratio de liquidité réduite.....	19
1.2.4.1.3. Le ratio de liquidité immédiate ou "quick ratio".....	19
1.2.4.2. Les ratios de solvabilité.....	19

Analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE

1.2.5.	Le degré d'amortissement des immobilisations.....	20
1.2.6.	Les ratios de rentabilité	20
1.2.6.1.	Les ratios de rentabilités commerciales.....	21
1.2.6.2.	La rentabilité économique	21
1.2.6.3.	La rentabilité financière.....	22
1.2.6.4.	La rentabilité sociale.....	23
1.2.7.	Les ratios d'exploitation	24
Chapitre 2 : les déterminants de la rentabilité financière.....		26
2.1.	Les déterminants de la rentabilité financière.....	26
2.1.1.	Définition de la notion de « déterminants de la rentabilité financière ».....	26
2.1.2.	Les déterminants de la rentabilité financière.....	27
2.2.	Démarche d'analyse des déterminants de la rentabilité financière.....	34
Chapitre 3 : la méthodologie de l'étude.....		36
3.1.	Le modèle d'analyse.....	36
3.1.1.	Les différentes phases du modèle.....	36
3.1.2.	Méthode utilisée	40
3.2.	Les techniques de collecte de données	40
3.2.1.	L'entretien	40
3.2.2.	L'observation.....	40
3.2.3.	L'analyse documentaire.....	41
Conclusion première partie.....		42
DEUXIÈME PARTIE : PRÉSENTATION DE LA SBEE ET ANALYSE DES DÉTERMINANTS DE SA RENTABILITÉ FINANCIÈRE.....		43
Introduction deuxième partie.....		44
Chapitre 4 : La SBEE et son environnement.....		45
4.1.	Historique la SBEE.....	45
4.2.	Structure Organisationnelle de la SBEE.....	46
4.2.1.	Le Directeur Général (DG).....	47

Analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE

4.2.2.	Le Directeur Général Adjoint.....	48
4.2.3.	Les Directions Techniques	48
Chapitre5 : Evaluation de la rentabilité financière		52
5.1.	Analyse de la structure financière.....	52
5.1.1.	L'équilibre financier.....	56
5.1.1.1.	Le Fonds de Roulement Net Global (FRNG).....	56
5.1.1.2.	Interprétation du FRNG.....	58
5.1.1.3.	Le Besoin de Financement Global (BFG)	58
5.1.1.4.	Interprétation de besoin de financement global.....	60
5.1.1.5.	La Trésorerie Nette (TN).....	61
5.1.1.6.	: Interprétation de la Trésorerie Nette.....	62
5.1.2.	Les ratios de structure financière.....	63
5.1.2.1.	Le ratio de financement de l'immobilisation.....	63
5.1.2.2.	Interprétation du ratio de financement de l'immobilisation	63
5.1.2.3.	Ratio d'autonomie financière	63
5.1.2.4.	Interprétation du ratio d'autonomie financière.....	64
5.1.2.5.	Taux d'endettement global	64
5.1.2.6.	Interprétation du taux d'endettement global.....	65
5.1.2.7.	Capacité de remboursement de la société.....	65
5.1.2.8.	Interprétation de la capacité de remboursement des dettes de la SBEE	66
5.2.	Analyse de la structure économique.....	66
5.2.1.	Taux d'obsolescence des immobilisations	66
5.2.2.	Interprétation du taux d'obsolescence des immobilisations	67
5.2.3.	Ratio de productivité du personnel.....	67
5.2.4.	Interprétation du ratio de productivité du personnel	68
5.3.	Analyse de l'activité	68
5.3.1.	Le taux de croissance du chiffre d'affaires.....	68

Analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE

5.3.2.	Interprétation du CA.....	69
5.3.3.	La valeur ajoutée (VA).....	69
5.3.4.	Interprétation de la VA.....	70
5.3.5.	La Valeur Ajoutée Globale (VAG)	71
5.3.6.	Interprétation de la VAG et de sa répartition	72
5.3.7.	L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE).....	73
5.3.8.	Interprétation de l'EBE.....	73
5.3.9.	Le Résultat d'Exploitation (RE).....	74
5.3.10.	Interprétation du RE.....	74
5.4.	Analyse de la rentabilité financière	74
5.4.1.	La rentabilité économique	74
5.4.1.1.	Evolution de la rentabilité économique nette (ROI net).....	75
5.4.1.2.	Evolution de la rentabilité économique brute (ROI brut).....	75
5.4.2.	La rentabilité financière (RF)	76
5.4.3.	Analyse des ratios de rentabilité économique et financière.....	76
5.5.	Analyse de l'exploitation.....	77
5.5.1.	Ratios de liquidité et de solvabilité	77
5.5.1.1.	Ratios de liquidité.....	77
5.5.1.1.1.	Ratio de liquidité au sens large.....	77
5.5.1.1.2.	Ratio de liquidité réduite	78
5.5.1.1.3.	Ratio de liquidité immédiate.....	78
5.5.1.2.	Ratio de solvabilité	79
5.5.1.3.	Ratio de solvabilité patrimoniale	80
5.5.2.	Analyse des ratios de liquidité et de solvabilité	81
5.5.2.1.	Analyse des ratios de liquidité.....	81
5.5.2.2.	Analyse du ratio de solvabilité	81
5.6.	Analyse des flux financiers.....	81

Analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE

5.6.1.	Analyse de la politique d'investissement de la SBEE	82
5.6.2.	Interprétation de l'analyse de la politique d'investissement de la SBEE	82
5.6.3.	Evolution de l'ETE (confère les états financiers en annexe).....	83
5.6.4.	Interprétation de l'ETE.....	83
5.6.5.	Analyse de la politique de financement de la SBEE	83
5.6.6.	Interprétation de l'analyse de la politique de financement de la SBEE	84
Chapitre 6 : Analyse des déterminants de la rentabilité financière et recommandations		85
6.1.	Analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE	85
6.1.1.	La création de richesse	85
6.1.2.	La politique d'endettement.....	86
6.1.3.	La liquidité	86
6.1.4.	La solvabilité.....	86
6.1.5.	La qualité des dirigeants.....	87
6.1.6.	Le monopôle de distribution.....	87
6.2.	Recommandations	89
6.2.2.	Recommandation liée à l'équilibre financier.....	90
6.2.3.	Recommandation liée à la liquidité	90
6.2.4.	Recommandation liée à la solvabilité.....	90
6.2.5.	Recommandation liée à la qualité des dirigeants.....	90
6.2.6.	Recommandation à la rentabilité	91
6.3.	Conditions de mise en œuvre des recommandations	91
6.3.1.	Recommandation à l'endroit de l'Etat.....	91
6.3.2.	Recommandation à l'endroit des dirigeants de la SBEE.....	91
Conclusion de la deuxième partie.....		92
CONCLUSION GENERALE		93
ANNEXES		94
BIBLIOGRAPHIE		102

INTRODUCTION GENERALE

Le développement d'une nation dépend de ses agents économiques qui constituent une chaîne tant au niveau de la production qu'à la répartition de la richesse. Parmi ces agents, figurent les entreprises, véritables unités économiques autonomes, combinant divers facteurs de production, produisant pour un marché et dont l'ultime raison d'être est la recherche du profit.

Faisant partie intégrante de cette catégorie d'agents, les entreprises publiques, à l'instar de celles du secteur privé, constituent une organisation à caractère industriel et commercial placée sous l'autorité ou la tutelle de l'Etat ou d'une collectivité publique.

La problématique des entreprises publiques semble pouvoir s'énoncer en une double dialectique : celle externe qui oppose les impératifs des politiques nationales à ceux de l'efficacité et de la compétitivité propres de l'entreprise, et celle interne qui oppose les méthodes modernes de gestion à une culture sociologique dominée par le souci de protection et d'égalitarisme.

Au Bénin, l'évolution du secteur des entreprises est marquée par quatre périodes qui fondent l'histoire même de l'économie béninoise. Nous avons :

- la période coloniale caractérisée par une économie de traite ;
- la période néocoloniale caractérisée par une agriculture de subsistance et par une prédominance d'un secteur privé commercial sous contrôle étranger ;
- la période d'économie étatisée caractérisée par une gestion socialiste du développement où l'objectif visé est la prise en charge par l'Etat des secteurs vitaux de l'économie ; et
- la période du renouveau caractérisée par le retour au libéralisme économique.

Au cours de ces différentes périodes, les méthodes de gestion, l'organisation interne et l'injonction politique de l'Etat dans le secteur des entreprises publiques sont autant de facteurs qui ont influencé le développement en général, et en particulier la rentabilité desdites entreprises.

Dans un monde devenu fortement concurrentiel, de même sous l'emprise des nouvelles technologies et de la mondialisation économique, les entreprises publiques tentent de s'adapter, et ceci, dans le but d'accomplir leurs missions.

Analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE

La préoccupation sur la rentabilité des entreprises publiques en termes de leur contribution au budget national, reste toujours d'actualité.

La Société Béninoise d'Énergie Électrique (SBEE), objet de notre étude, est une grande entreprise commerciale de l'État béninois. Elle occupe une place importante dans le tissu économique de la nation.

En effet, la SBEE est la seule société béninoise de distribution de l'énergie électrique. La place importante qu'occupe l'énergie électrique dans une économie n'étant plus à démontrer, nous nous sommes intéressés à la gestion qui est faite de la SBEE.

La SBEE, ces dernières années, rencontre d'énormes difficultés liées à sa gestion. En effet elle dégage de très grosses pertes.

C'est ce qui explique les milliards injectés par l'État pour apurer les dettes de la société.

Cette situation que traverse la SBEE peut être due :

- à un caractère non efficace de la politique commerciale ;
- à une baisse de l'efficacité productive ;
- à une mauvaise politique d'endettement ;
- à une non maîtrise des coûts.

Ces causes identifiées ne peuvent pas rester sans conséquences sur l'activité de la société.

On note ainsi :

- une méconnaissance des modifications tarifaires par les consommateurs ;
- une baisse de la création de richesse ;
- une baisse de la rentabilité financière de la société ;
- une évolution plus rapide des charges par rapport aux produits.

Au regard de ces problèmes identifiés, des solutions idoines doivent être prises :

- mettre en place une politique commerciale qui tient compte de l'environnement socio économique dans lequel évolue l'entreprise ;
- acquérir des ressources humaines et matérielles utiles et efficaces ;
- avoir une bonne politique d'endettement ;

Analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE

- mettre en œuvre une politique de maîtrise de coûts.

Nous avons choisi de procéder à une analyse des déterminants de la rentabilité financière de la société après avoir évalué cette dernière.

Analyser les déterminants de la rentabilité financière de la SBEE revient donc à analyser les éléments qui concourent de façon significative à la détérioration de la rentabilité financière de la société.

La solution ainsi retenue nous paraît la mieux adaptée pour aider la SBEE à faire face aux difficultés actuelles qu'elle traverse.

Nous pouvons nous poser la question de savoir quel est l'impact des différents éléments de la rentabilité financière sur la situation actuelle de la SBEE ? Et quel(s) peut (peuvent) en être le(s) levier(s) de retournement ?

Il s'agira pour nous en réalité de trouver une solution aux interrogations suivantes :

- quels sont les critères d'évaluation de la rentabilité financière ?
- quelle est la méthode adéquate pour analyser les déterminants de la rentabilité financière de la société ?
- quelles sont la contribution et l'influence de ces déterminants sur la rentabilité financière ?

Notre étude vise à apporter des réponses aux interrogations ci-dessus. Celles-ci nous serviront de fil conducteur tout au long de notre recherche à travers le thème de notre mémoire intitulé « Analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE ».

L'objectif général de cette étude est l'analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE.

Les objectifs spécifiques sont :

- identifier les critères d'évaluation de la rentabilité financière ;
- présenter une méthodologie d'analyse en précisant les différentes étapes à suivre pour effectuer une bonne analyse des déterminants de la rentabilité financière ;

Analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE

- déterminer la contribution et l'influence de chaque déterminant sur la rentabilité financière.

Cette étude sera principalement axée sur les données comptables de la société :

- les états financiers de la société sur trois à cinq années (bilan, compte de résultat, tafire, annexes) ;
- les rapports annuels d'activité de la société ;

Ces données comptables nous permettront essentiellement de mener à bien notre recherche.

L'intérêt de notre étude se situe à deux niveaux :

- Pour la SBEE : elle permettra de renforcer les convictions des dirigeants sur la rentabilité de la société et améliorer les outils de pilotage de la gestion de celle-ci. Elle permettra également à la SBEE d'accroître la confiance de ses consommateurs et de pouvoir contribuer au budget national ;
- Pour nous-mêmes : cette recherche nous permettra de renforcer notre connaissance en analyse financière de façon générale et en particulier sur les déterminants de la rentabilité financière. Elle nous permettra également de renforcer nos capacités opérationnelles et nos aptitudes dans l'utilisation des outils d'analyse ;
- Pour le CESAG, cette recherche permettra d'accroître la base de données de cette prestigieuse institution.

Notre étude comprend deux parties :

- Le cadre théorique et méthodologique de la recherche ;
- Le cadre pratique.

Dans la première partie, il s'agira pour nous d'effectuer la revue de littérature sur le thème de notre étude. A cet effet nous aborderons dans un premier chapitre la rentabilité financière dans une entreprise et dans un second les déterminants de la rentabilité financière. Enfin nous nous intéresserons à la méthodologie de la recherche.

Analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE

Dans la seconde partie, c'est-à-dire le cadre pratique, nous nous pencherons dans un premier temps sur la présentation de la structure qui fait l'objet de notre étude : la SBEE, et dans un second temps nous présenterons les résultats de notre enquête puis nous analyserons l'influence des déterminants de la rentabilité financière sur la gestion de la société et formulerons pour finir des recommandations.

PREMIERE PARTIE :
CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE

Introduction à la première partie

Aujourd'hui, il est assez délicat de fonder le pilotage de l'entreprise sur des prévisions et des planifications à plus ou moins long terme. Avec la rapidité des changements et la constance des imprévus, conjuguées avec l'intensité de la concurrence, les plans se révèlent rapidement inadéquats. Actuellement le pilotage de l'entreprise se rapproche plus d'une navigation en zone de turbulence.

Classiquement, les instances dirigeantes visant une finalité pour l'entreprise, bâtissent une stratégie et la déclinent en un certain nombre de plans tactiques, matérialisés par des procédures d'actions. Les changements actuels portent principalement sur la recherche permanente des informations fiables et utiles, permettant aux décideurs d'orienter un temps soit peu leurs actions vers une meilleure rentabilité.

De ce fait, compte tenu de l'importance d'une maîtrise des déterminants de la rentabilité financière au sein d'une entreprise, elle demeure au centre des préoccupations du gestionnaire.

C'est ainsi que la rentabilité financière fera l'objet de notre étude, plus précisément l'analyse des facteurs déterminants de celle-ci.

La première partie de notre recherche sera abordée à travers trois chapitres : un premier qui sera consacré aux généralités sur la rentabilité financière, un second, consacré aux déterminants de la rentabilité financière et un troisième qui traitera de la méthodologie de la recherche.

Chapitre1 : La rentabilité financière

La rentabilité financière est le rendement des capitaux propres au cours d'une période. Elle peut être influencée par plusieurs facteurs. La rentabilité économique est une condition nécessaire mais non suffisante de la rentabilité financière.

Pour mieux apprécier la rentabilité financière de la société, il est important de connaître les relations financières significatives après avoir passé en revue la notion et la détermination de la rentabilité financière.

1.1. Notion et détermination de la rentabilité financière

Il s'agira pour nous dans cette section de montrer la méthode de détermination de la rentabilité financière après avoir passé en revue la notion de rentabilité.

1.1.1. La notion de la rentabilité

La rentabilité d'une entreprise fait le rapport entre, d'une part les résultats obtenus par l'entreprise et d'autre part les moyens utilisés pour arriver à ce résultat.

Le résultat d'une entreprise peut être estimé à partir d'un certain nombre de critères :

- le résultat d'exploitation, qui mesure la capacité d'une entreprise à dégager un résultat du simple fait de son activité de production ;
- le résultat de l'exercice, qui mesure la capacité de l'entreprise à dégager un résultat positif une fois pris en compte l'ensemble de ses produits et de ses charges ;
- la valeur ajoutée, qui mesure la richesse réelle créée par l'entreprise du fait de sa fonction de production.

De même les moyens mis en œuvre par une entreprise peuvent être mesurés par :

- le total du bilan notamment le total de l'actif, qui mesure l'ensemble des biens et droits utilisés par l'entreprise pour produire ;
- les capitaux propres, qui mesurent l'ensemble des ressources financières stables immobilisées par l'entreprise pour produire ;

- le capital social de l'entreprise, qui mesure des moyens financiers avancés par les actionnaires de l'entreprise.

L'estimation de la rentabilité d'une entreprise est donc un bon indicateur pour mesurer l'efficacité de l'entreprise dans le cadre de sa fonction de production. C'est pourquoi le calcul de la rentabilité d'une entreprise doit s'accompagner d'une comparaison de son niveau de rentabilité avec celui de ses principaux concurrents. En effet, une entreprise peut être très bien rentable, mais révéler un niveau de rentabilité inférieur à celui de son secteur d'activité, ce qui tendrait à démontrer son manque de compétitivité par rapport à ses concurrents directs.

1.1.2. détermination de la rentabilité financière

L'analyse de l'activité d'une entreprise est basée sur les principes simples suivants :

- produire ou vendre nécessite des moyens économiques ;
- les moyens économiques requièrent les moyens financiers ;
- tous ces moyens permettent d'atteindre un niveau d'activité (production, chiffre d'affaires, valeur ajoutée) ;
- ce niveau d'activité permet de dégager des résultats (EBE, RE) ;
- ces résultats s'apprécient par rapport à ces moyens à travers la rentabilité d'exploitation, la rentabilité économique et la rentabilité financière.

La rentabilité d'exploitation : elle a trait à la politique de prix de l'entreprise et à la marge brute qu'elle prélève sur le prix de revient des produits vendus. On considère généralement le ratio : Excédent Brut d'Exploitation/Chiffre d'Affaires

La rentabilité économique : l'entreprise a besoin de l'ensemble de ses actifs pour générer ses bénéfices. Il est donc important de mesurer la rentabilité qu'elle génère sur ses investissements. Le ratio est : Résultat net/ actif total

La rentabilité financière : la finalité de l'entreprise est d'offrir une bonne rentabilité à ses actionnaires. Il convient d'évaluer cette rentabilité par rapport aux capitaux investis. Elle s'obtient par : Résultat net/ capitaux propre

1.2. Les relations financières significatives

Nous étudierons dans cette sous-section l'ensemble des notions qui permettent d'analyser la santé financière de l'entreprise pour aboutir à un diagnostic. Il s'agit de l'équilibre financier, les ratios de liquidités et de solvabilité, et le degré d'amortissement des immobilisations. C'est d'ailleurs sur cette partie que nous allons plus nous focaliser dans l'évaluation de la rentabilité financière.

1.2.1. L'équilibre financier

Les concepts de Fonds de Roulement Net, de Besoin en Fonds de Roulement et de Trésorerie Nette permettent d'apprécier l'équilibre financier d'une entreprise.

1.2.1.1. Le Fonds de Roulement Net Global (FRNG)

Il peut se définir comme l'excédent des ressources à long terme destiné à couvrir les emplois à court terme. Cet excédent constitue la marge de sécurité permettant de financer le cycle d'exploitation avec des ressources qui ne sont pas exigibles pendant la durée de l'exercice comptable (FORGET, 2005 : 132).

Il représente donc la partie de l'actif circulant financée par les ressources stables.

Le FRNG peut se calculer de deux manières :

Par le « haut du bilan » :

$$\text{FRNG} = \text{RESSOURCES STABLES} - \text{EMPLOIS STABLES}$$

Et

Par le « bas » du bilan :

$$\text{FRNG} = \text{EMPLOIS CIRCULANTS} - \text{RESSOURCES CIRCULANTES}$$

Il va permettre de répondre aux besoins de financement générés par l'activité de l'entreprise (Besoin en Fonds de Roulement).

Trois cas de figures se présente parfois comme l'atteste ELIE COHEN (2005 : 277), « un fonds de roulement peut être positif, nul ou négatif ».

Un fonds de roulement positif signifie que les ressources stables de l'entreprise sont supérieures à l'actif immobilisé constitué, c'est-à-dire que les ressources stables couvrent les besoins à long terme de l'entreprise.

L'équilibre financier est donc respecté et l'entreprise dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ces autres besoins de financement à court terme.

Un fonds de roulement nul signifie que les ressources stables de l'entreprise sont égales à l'actif immobilisé constitué, c'est-à-dire que les ressources stables couvrent les besoins à long terme de l'entreprise.

Mais, même si l'équilibre de l'entreprise semble atteint, celle-ci ne dispose d'aucun excédent de ressource à long terme pour financer sont cycle d'exploitation, ce qui rend sont équilibre précaire.

Le fonds de roulement négatif signifie que les ressources de l'entreprise sont inférieures à l'actif immobilisé constitué, c'est-à-dire que les ressources stables ne couvrent pas les besoin à long terme de l'entreprise. La règle prudentielle de l'équilibre financier n'est donc pas respectée. Elle doit donc financer une partie de ses emplois à long terme par ses ressources à court terme, ce qui lui fait courir un risque important d'insolvabilité. Une telle situation entraîne généralement une action rapide de la part de l'entreprise pour accroître ses ressources à long terme et retrouver un fonds de roulement excédentaire.

Par ailleurs pour mener à bien une analyse financière, après avoir retraité certains postes du bilan, il est nécessaire de présenter le bilan par grandes masses afin de voir l'origine des capitaux (ressources) et l'emploi qui en est fait.

Dans le bilan, on distingue :

- deux types de ressources : ressources stables (capitaux propres + emprunts à long terme) et ressources de courte durée ;
- deux types d'emplois : emplois stables (immobilisations) et actifs circulants.

Les emplois stables doivent être financés par des ressources stables ; en effet, il serait dangereux de financer une immobilisation avec un crédit remboursable à court terme, car une immobilisation sécrète lentement les disponibilités qui permettent de rembourser les emprunts contractés pour son achat et de dégager un bénéfice.

Il en découle une règle de l'équilibre financier minimal qui peut s'énoncer comme suit : les ressources utilisées par une entreprise pour financer une immobilisation ou une autre valeur d'actif doivent pouvoir rester à la disposition de l'entreprise pendant un temps qui correspond au moins à la durée de l'immobilisation ou de la valeur d'actif considérée.

En résumé, les ressources permanentes (ou stables) doivent être au moins égales aux emplois stables. Mais on peut aller un peu plus loin et dire que, par mesure de sécurité, les ressources stables doivent être supérieures aux emplois stables.

La différence entre ressources stables et emplois stables est appelée le fonds de roulement net ; celui-ci doit être généralement positif. La règle de l'équilibre financier minimal a, entre autres choses, pour but d'éviter la cessation de paiement définie comme l'impossibilité de faire face au passif avec son actif disponible. Cette vision du fonds de roulement présente l'inconvénient d'être un peu statique. Le Plan comptable général retient, pour l'établissement du tableau de financement, un mode de calcul du fonds de roulement légèrement différent de celui que nous venons de voir. La partie à court terme des emprunts est considérée comme faisant partie des ressources stables. Dans quelques cas particuliers, une entreprise saine peut avoir un fonds de roulement net négatif (chaîne de magasins à grande surface, par exemple). Cette situation comporte néanmoins des risques en cas de baisse du chiffre d'affaires. Une entreprise qui fait des bénéfices peut, néanmoins, être en état de cessation de paiement.

1.2.1.2. Le Besoin en Fonds de Roulement (BFR)

Le Besoin en Fonds de Roulement correspond en fait au décalage temporel qui existe entre les encaissements liés à la vente de produits et de services et les décaissements nécessités par la production de ces mêmes produits et services (FORGET, 2005 : 98).

C'est la différence entre les éléments circulants du bilan :

$$\text{Besoin en Fonds de Roulement} = \text{Actif Circulant} - \text{Dettes Circulantes}$$

Le Besoin en Fonds de Roulement reflète la capacité de l'entreprise à générer les ressources nécessaires au financement de son cycle d'exploitation sans devoir recourir au financement externe.

Aussi, avons-nous trois cas de situation qui se présentent : « BFR positif, BFR négatif, BFR nul » (MEUNIER, 2004 : 41-45).

Un besoin en fonds de roulement positif signifie que les emplois d'exploitation de l'entreprise sont supérieurs aux ressources. L'entreprise doit donc financer ses besoins à court terme soit à l'aide de son excédent de ressources à long terme (fonds de roulement), soit à l'aide de son excédent de ressources financières complémentaires à court terme (concours bancaires...).

Un besoin en fonds de roulement nul signifie que les emplois d'exploitation de l'entreprise sont égaux aux ressources d'exploitation, l'entreprise n'a donc pas de besoin d'exploitation à financer puisque le passif circulant suffit à financer l'actif circulant.

Un besoin en fonds de roulement négatif signifie que les emplois d'exploitation de l'entreprise sont inférieurs aux ressources d'exploitation, l'entreprise n'a donc pas de besoin d'exploitation à financer puisque le passif circulant n'excède pas les besoins de financement de son actif d'exploitation.

Dans tous les cas, les besoins éventuels de financement du cycle d'exploitation pour une entreprise dépendront en grande partie de son pouvoir de négociation qui lui permet d'agir sur le montant de ses créances clients ou de ses dettes fournisseurs. Elle n'a donc pas besoin d'utiliser ses excédents de ressource à long terme (fonds de roulement) pour financer d'éventuels besoins à court terme.

Après avoir défini le FR et le BFR, nous définirons la trésorerie qui apparaît comme le solde de la situation de trésorerie globale de l'entreprise. Elle peut se calculer soit à partir du bilan fonctionnel, soit à partir du fonds de roulement.

1.2.1.3. La Trésorerie Nette (TN)

La Trésorerie Nette représente l'ensemble des fonds disponibles immédiatement (banque + caisse) diminués des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque (Découverts bancaires).

Elle est encore définie comme « égale aux liquidités et aux placements financiers à court terme (valeurs mobilières de placement), déduction faite des dettes bancaires à court terme (concours bancaires courants, soldes créditeurs des comptes bancaires, dettes financières venant à échéance à moins d'un an) » (FORGET, 2005 :57).

Elle se calcule de deux manières :

$$\text{Trésorerie nette} = \text{Trésorerie de l'actif} - \text{Trésorerie du passif}$$

Ou

$$\text{Trésorerie nette} = \text{Fonds de Roulement Net Global} - \text{Besoin en Fonds de Roulement}$$

C'est une indication ponctuelle sur le niveau de liquidités que l'entreprise dispose à la date de clôture du bilan.

Si l'on fait abstraction du Besoin en Fonds de Roulement, la Trésorerie Nette est égale à la part du Besoin en Fonds de Roulement qui n'est pas financée par le Fonds de Roulement

$$\text{Besoin en Fonds de Roulement} = \text{Actif Circulant} - \text{Dettes Circulantes}$$

La trésorerie nous permet de nous faire une idée de la situation financière de l'entreprise. Trois cas de figure peuvent se présenter selon ROUSSELOT (2003 :11) « la trésorerie nette est positive, la trésorerie nette est nulle ou la trésorerie nette est négative ».

Une trésorerie nette positive signifie que les ressources financières de l'entreprise sont suffisantes pour couvrir les besoins (soit $FR > BFR$), ce qui signifie que la situation financière de l'entreprise est saine et qu'elle est même en mesure de financer un surcroît de dépenses sans recourir à un emprunt.

Une trésorerie nette nulle signifie que les ressources financière suffisent juste à satisfaire ses besoins (FR = BFR).

La situation financière de l'entreprise est équilibrée mais celle-ci ne dispose d'aucune réserve pour financer un surplus de dépenses que ce soit en termes d'investissement ou d'exploitation.

Une trésorerie nette négative signifie que l'entreprise ne dispose pas suffisamment de ressources financières pour combler ses besoins.

Elle doit donc recourir à des financements supplémentaires à court terme (découverts bancaires...) pour faire face à ses besoins de financement d'exploitation. Il y a donc un risque financier à court terme si l'entreprise ne parvient pas à accroître rapidement ses ressources financières à long terme, ou à limiter ses besoins d'exploitation à court terme.

1.2.2. Les ratios liés à l'analyse fonctionnelle

La méthode des ratios permet d'évaluer ponctuellement les soldes des actifs et des passifs apparaissant au bilan fonctionnel.

- Le ratio du Fonds de Roulement

RESSOURCES STABLES

Il se traduit par le rapport :

EMPLOIS STABLES

Il indique le mode de financement des immobilisations.

- Le ratio d'autonomie financière

Il s'exprime par le rapport :

RESSOURCES PROPRES

TOTALITE DES DETTES

1.2.3. Les ratios de rotation

Nous allons distinguer deux (02) principaux ratios de rotation :

✓ Délai de rotation des créances clients

Ce ratio donne au moment de l'établissement des comptes de l'entreprise, le nombre moyen de jours de crédits accordés aux clients (BROQUET, 2003 : 47).

Une diminution du nombre de jours de crédits octroyés à la clientèle signifie que :

- La liquidité intrinsèque de cet élément du fonds de roulement net s'accroît, en d'autres mots, que les créances sont transformées en argent frais plus rapidement ;
- Vraisemblablement, en fonction des résultats commerciaux, la rentabilité des moyens utilisés est influencée de façon positive à la suite d'un emploi plus efficace des moyens de l'entreprise.

Il est calculé par la relation suivante :

$$\text{Délai de rotation des créances clients} = (\text{créances clients} + \text{effets à recevoir} + \text{effets escomptés non échus} - \text{acomptes perçus sur commandes}) / (\text{chiffre d'affaires TTC}) \times \text{nombre de jours}$$

Selon CHARREAUX (2000 : 55) une augmentation du nombre de jours de crédit client peut signifier une moindre capacité de remboursement des clients ou une politique de recouvrement des créances moins efficace. Elle entraîne une influence négative aussi bien sur la liquidité que sur la rentabilité de l'entreprise.

✓ Délai de rotation des dettes fournisseurs

Ce ratio donne au moment de l'établissement des comptes de l'entreprise, le nombre moyen de jours de crédit octroyés par les fournisseurs. Idéalement, les entreprises essaient d'avoir un crédit fournisseurs plus long que le crédit client. Le cas des grandes surfaces de distribution en est un bel exemple.

Le délai de rotation est calculé par la relation suivante :

$$\text{Délai de rotation des dettes fournisseurs} = (\text{dettes fournisseurs} + \text{Effets à payer} - \text{acomptes versés sur commandes}) / (\text{achats T.T.C.}) \times \text{nombre de jours}$$

Selon CHARREAUX (2000 : 57) une augmentation du nombre jours de crédit fournisseurs peut avoir un effet stimulant sur la rentabilité lorsque le coût de ces ressources est plus bas que le coût d'autres moyens de financement. Par contre, une croissance excessive du nombre de jours de crédits fournisseurs peut porter atteinte à la crédibilité financière de l'entreprise aux yeux des tiers.

1.2.4. Le degré de liquidité et de solvabilité

Nous présenterons ici les concepts liés à la liquidité et à la solvabilité qui sont des éléments important pour la santé financière de l'entreprise.

1.2.4.1. Les ratios de liquidité

Ils mettent en évidence l'aptitude d'une entreprise à faire face à ses dettes à court terme. Ils mettent en rapport des éléments de l'actif circulant avec les dettes à court terme. Ce sont des indicateurs statiques de liquidité (TOURNIER, 2002 : 73). Nous distinguerons deux ratios à cet effet :

1.2.4.1.1. Le ratio de liquidité au sens large

Appelé par les Anglo-saxons "current ratio", Ce ratio indique la couverture des fonds de tiers à court terme par les actifs circulants restructurés. C'est l'expression du fonds de roulement net par le bas du bilan exprimé en terme relatif.

Plus ce ratio est élevé, plus le fonds que l'entreprise va encaisser à la suite des paiements de ses débiteurs et de vente de ses stocks, permet de payer l'ensemble de ses dettes à court terme. Un ratio supérieur à un (1) signifie que l'entreprise est capable de faire face à ses dettes à court terme. (CHARREAUX, 2003 :156).

Une valeur élevée du ratio de liquidité au sens large n'est pas nécessairement avantageuse, car elle peut signifier que l'entreprise surinvestit en actifs circulants ou est proportionnellement trop endettée à long terme.

Il est déterminé par le rapport :

$$\frac{\text{Actifs circulants restreints}}{\text{Dettes à court terme}}$$

1.2.4.1.2. Le ratio de liquidité réduite

Il est appelé "acid test" par les Anglo-saxons et est calculé par la relation :

$$\frac{\text{Valeurs réalisables} + \text{valeurs disponibles}}{\text{Dettes à court terme}}$$

Ce ratio contrairement au précédent, augmente le degré de quasi-liquidité en éliminant l'élément le moins liquide, c'est-à-dire les stocks.

Plus ce ratio est élevé, plus la liquidité que l'entreprise va encaisser à la suite des paiements de ses débiteurs, permet de payer l'ensemble de ses dettes à court terme. Un ratio supérieur à (1) signifie que l'entreprise est capable de faire face à ses dettes à court terme sans devoir vendre ses stocks qui, dans une certaine mesure, ne peuvent être réduits en deçà d'un minimum, appelé stock outil, indispensable à son bon fonctionnement (GOFFIN, 2001 :79).

1.2.4.1.3. Le ratio de liquidité immédiate ou "quick ratio"

Ce ratio montre dans quelle mesure les liquidités de l'entreprise permettent de payer l'ensemble des dettes à court terme. Il est calculé par la relation :

$$\text{Ratio de liquidité immédiate} = \frac{\text{Valeurs disponibles}}{\text{Dettes à court terme}}$$

Il est généralement inférieur à l'unité. Un ratio trop élevé décèle peut-être un excès de liquidités par rapport à l'ensemble des dettes à court terme, qui rappelons-le, sont des dettes dont l'échéance peut aller jusqu'à un an (TOURNIER, 2002 : 71).

1.2.4.2. Les ratios de solvabilité

Lorsque le ratio du degré d'autonomie financière augmente, le financement de l'entreprise se trouve globalement moins tributaire des capitaux empruntés. L'explication de cette autonomie peut être trouvée dans l'augmentation du capital ou dans le report au bilan des revenus générés par l'entreprise. C'est pourquoi, il est toujours conseillé d'analyser, comme c'est le cas pour tous les ratios, son évolution dans le temps (VERNIMMEN, 2005 : 274).

1.2.5. Le degré d'amortissement des immobilisations

Ce ratio mesure le degré de vieillissement de l'outil de production et soulève le problème éventuel du renouvellement de celui-ci. Le rapport suivant le détermine :

$$\text{Degré d'amortissement des immobilisations} = \frac{\text{Amortissements}}{\text{Immobilisations amortissables brutes}}$$

Il faut souligner que ce ratio n'est qu'un indicateur d'ensemble.

1.2.6. Les ratios de rentabilité

L'étude de la rentabilité permettra de mesurer les résultats de l'entreprise par rapport à l'activité et aux moyens économiques et financiers.

Selon TOURNIER (2002 : 123) évaluer la rentabilité d'une entreprise revient à déterminer sa performance. Cette dernière se définit par le degré de réalisation des objectifs que les propriétaires assignent à l'entreprise.

Les ratios de rentabilité mesurent :

- la performance commerciale à travers la rentabilité commerciale ;
- la performance économique à travers la rentabilité économique ;
- la performance financière à travers la rentabilité financière et ;
- la performance sociale à travers la rentabilité sociale.

1.2.6.1. Les ratios de rentabilités commerciales

La rentabilité commerciale permet d'apprécier la stratégie commerciale d'une entreprise. Une comparaison est faite entre un résultat donné et le chiffre d'affaires hors taxe (ROSS, 2005 : 87). Cette rentabilité est cernée à travers les ratios suivants :

$$\text{Taux de la valeur ajoutée} = \frac{\text{VA} \times 100}{\text{CAHT}}$$

Il nous permettra d'apprécier l'importance de la richesse créée par la SONAEC ainsi que sa performance économique. Il nous permet en outre d'apprécier le taux d'intégration de la société.

$$\text{Taux de l'EBE} = \frac{\text{EBE} \times 100}{\text{CAHT}}$$

Il mesure le niveau relatif du résultat, indépendamment de la politique financière, de la politique d'investissement, de l'incidence de la fiscalité et de l'incidence des éléments exceptionnels.

$$\text{Taux de rentabilité d'exploitation} = \frac{\text{RE} \times 100}{\text{CAHT}}$$

Il mesure le niveau relatif du résultat, indépendamment de la politique financière, de l'incidence de la fiscalité et des éléments exceptionnels. Il nous permettra d'analyser la structure des produits et des charges d'exploitation.

1.2.6.2. La rentabilité économique

La rentabilité économique est appréciée à l'aide des ratios de rentabilité des capitaux investis (Return On Investment : ROI des Anglo-Saxons) et a pour but de donner une indication sur la capacité bénéficiaire de l'entreprise en neutralisant la rémunération du capital investi (VERNIMMEN, 2005 : 254).

Pour une analyse plus pertinente du compte de résultat, nous allons déterminer un autre solde intermédiaire : le Résultat avant Charges Financières et Impôts (RACFI). C'est le Earning Before Interest and Taxes (EBIT) des Anglo-Saxons. Mais, ce résultat correspond ici au résultat d'ensemble de la société car il n'a contracté aucune dette pouvant générer de charges financières au titre des trois exercices sous revue.

Nous allons distinguer deux types de ratio de rentabilité économique :

- La rentabilité économique brute qui prend en considération tous les actifs

$$ROI \text{ brut} = \frac{EBIT}{\text{Total Actif}}$$

- La rentabilité économique nette qui ne prend en compte que les capitaux fixes (actifs fixes)

$$ROI \text{ net} = \frac{EBIT}{\text{Actifs fixes}}$$

La décomposition du ROI fait apparaître deux composantes utiles : le ratio de marge nette, et le ratio de rotation de l'actif. Le ratio de marge nette exprime en quelque sorte une productivité par rapport au chiffre d'affaires. Il indique ainsi l'efficacité industrielle et commerciale de l'entreprise. La rotation de l'actif exprime, quant à elle, le degré d'intensité de l'utilisation des ressources de l'entreprise (STERN, 2003 :68).

Cette façon de procéder fait apparaître deux grands types possibles de comportement pour accroître la rentabilité économique. Le premier type vise l'augmentation du taux de marge et donc un accroissement du résultat avant charges financières plus rapide que celui du chiffre d'affaires. Le second vise l'augmentation de la rotation de l'actif, essentiellement par une forte croissance du chiffre d'affaires (BROWN, 2006 :77). C'est entre ces deux grands types de comportement que les entreprises cherchent la voie qui leur permet d'accroître leur rentabilité nette de l'actif total (Return On Asset).

1.2.6.3. La rentabilité financière

La rentabilité financière permet d'apprécier le taux d'investissement réalisé par le capital à risque. Elle est mesurée par le rapport entre le résultat net et les fonds propres. Plus le

résultat net est positif et élevé, plus la rentabilité financière est bonne, toutes choses restant égales par ailleurs (KRHOUZ, 2007 :109).

Ce ratio doit être interprété avec précaution car :

- dans certaines entreprises familiales, les rémunérations attribuées aux associés doivent être considérées conjointement au bénéfice net pour appréhender la rentabilité globale des capitaux investis par les actionnaires ;
- la sous-évaluation de certains postes de l'actif peut influencer le ratio ;
- une modification significative de la composition des capitaux propres, par exemple par une augmentation de capital en cours d'exercice, peut entraîner une modification subite du ratio ;
- contrairement à la rentabilité de l'actif, la rentabilité des capitaux propres dépend fortement de la structure financière (rapport capitaux propres / fonds de tiers) de l'entreprise, qui entraîne un effet de levier plus ou moins important.

Le ROE peut aussi être interprété en le décomposant en ratios suivants :

$$ROE = \frac{\text{Résultat net}}{\text{EBIT}} \times \frac{\text{EBIT}}{\text{Total Actif}} \times \frac{\text{Total Actif}}{\text{Capitaux propres}}$$

La rentabilité des capitaux propres est, par nature, résiduelle puisqu'elle est calculée après rémunération de tous les autres facteurs de production. Elle est volatile, parce qu'elle fluctue fortement (HAWAWINI, 2005 : 236).

1.2.6.4. La rentabilité sociale

Ce ratio détermine la part de la richesse créée qui va aux travailleurs. Il est mesuré par le rapport entre la charge salariale et la valeur ajoutée.

$$\text{Rentabilité sociale en \%} = \frac{\text{Charge salariale}}{\text{Valeur ajoutée}} \times 100$$

Un ratio élevé peut signifier un recours plus important à la main-d'œuvre qu'au capital technique. Il peut indiquer aussi l'application d'une politique de rémunération élevée (en effectif ou au niveau de salaire). Ce ratio fournit aussi un indicateur de comparaison de niveau de rémunération offert par d'autres, permettant ainsi de voir si l'entreprise a la

volonté de payer d'une part, mais aussi si elle a la capacité économique de bien payer d'autre part. Donc ce ratio indique le coût des moyens par rapport aux résultats obtenus. Il montre quelles entreprises ont une part de salaires et de charges sociales plus importante que les autres entreprises du même secteur (DOUGLAS, 2003 : 176).

Pour connaître la part effective de la richesse créée qui revient aux salariés, on doit effectuer un travail préalable qui consiste à isoler la masse salariale annuelle du poste « charges salariales ».

1.2.7. Les ratios d'exploitation

L'étude du risque d'exploitation concerne à la fois la solvabilité d'une affaire, mais aussi la sensibilité du résultat à une baisse d'activité.

Une bonne gestion du cycle d'exploitation veut que, dans un portefeuille, les échéances du passif et de l'actif concordent le plus possible. L'entreprise doit opposer les délais d'écoulement des stocks et de crédit accordés aux clients à ceux octroyés par les fournisseurs et essayer d'agir sur ceux-ci pour réduire ses besoins en fonds de roulement (GILLET, 2003 : 234).

Nous mettrons en exergue deux ratios d'exploitation qui permettent à l'entreprise de bien gérer son cycle d'exploitation.

- *Délai de rotation des créances clients (dc)*

$$dc = \frac{\text{Clients et comptes rattachés} \times 360 \text{ j}}{\text{Chiffre d'affaires TTC}}$$

Ce ratio donne au moment de l'établissement des comptes, le nombre moyen de jours de crédits accordés aux clients.

- *Délai de rotation des dettes fournisseurs (df)*

$$df = \frac{\text{Fournisseurs et comptes rattachés} \times 360 \text{ j}}{\text{Achat TTC}}$$

Ce ratio donne au moment de l'établissement des comptes de l'entreprise, le nombre moyen de jours de crédit octroyés par les fournisseurs. Idéalement, les entreprises essaient d'avoir un crédit fournisseurs plus long que le crédit client.

Analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE

Dans ce chapitre, nous pouvons retenir que l'analyse de la structure financière de l'entité passe par le calcul des différents ratios liés à cette dernière. L'analyse de ces ratios constitue l'élément fondamental dans l'évaluation de la rentabilité financière d'une société.

Chapitre 2 : les déterminants de la rentabilité financière

Une variation des éléments de l'actif (actif économique) comme du passif (capitaux investis) du bilan économique peut avoir une incidence sur la rentabilité financière de l'entreprise. Dans le même sens la non maîtrise des coûts par l'entreprise peut conduire à des effets ciseaux c'est-à-dire une évolution plus rapide des charges par rapport aux produits, entraînant ainsi une non maîtrise des marges ayant une incidence sur la rentabilité financière. En somme beaucoup d'éléments peuvent influencer sur la rentabilité financière. Ne pouvant aborder de façon exhaustive les éléments influant la rentabilité financière nous avons décidé de nous intéresser aux facteurs déterminants.

2.1. Les déterminants de la rentabilité financière

Selon TOURNIER (2002 : 123) évaluer la rentabilité d'une entreprise revient à déterminer sa performance. Cette dernière se définit par le degré de réalisation des objectifs que les propriétaires assignent à l'entreprise.

2.1.1. Définition de la notion de « déterminants de la rentabilité financière »

La rentabilité du capital engagé peut s'apprécier de deux manières selon que l'on se place du côté du gestionnaire de l'entreprise ou du côté de ses propriétaires, les actionnaires. Le gestionnaire de l'entreprise est jugé sur la rentabilité de la totalité des capitaux engagés, fonds propres et dettes ; c'est la rentabilité économique. Le propriétaire, lui ne retiendra que la rentabilité des capitaux qu'il a engagés ou accumulés, les fonds propres ; c'est la rentabilité financière qui met en évidence le rapport entre le profit destiné aux actionnaires (dividendes+réserves) et la valeur des capitaux propres qu'il a apportés dans l'entreprise.

La rentabilité économique n'est toutefois pas significative pour les apporteurs de capitaux : ce qui est pertinent pour eux est la rentabilité non pas de l'ensemble des capitaux (capitaux propres + dettes financières), mais des seuls capitaux propres.

Le bénéfice analysé dans ce cas est le résultat net c'est-à-dire le résultat d'exploitation auquel on a soustrait l'impôt sur les bénéfices et les intérêts versés aux dettes financières.

Les éléments qui concourent de façon significative à la détérioration du résultat net de la SBEE sont les déterminants de sa rentabilité financière. Il s'agira donc pour nous d'évaluer

tous les éléments entrant dans la détermination du résultat net de la SBEE afin de procéder à une analyse de ceux qui concourent de façon significative à la détérioration de sa santé financière.

2.1.2. Les déterminants de la rentabilité financière

Les déterminants de la rentabilité financière sont les éléments pouvant influencer de façon significative sur la rentabilité financière de la société. Il s'agit de :

- La politique commerciale

La rentabilité commerciale permet d'apprécier la stratégie commerciale d'une entreprise.

Elle nous permettra d'apprécier l'importance de la richesse créée par la SBEE ainsi que sa performance économique. Il nous permet en outre d'apprécier le taux d'intégration de la société.

Elle mesure le niveau relatif du résultat, indépendamment de la politique financière, de la politique d'investissement, de l'incidence de la fiscalité et de l'incidence des éléments exceptionnels.

Elle mesure le niveau relatif du résultat, indépendamment de la politique financière, de l'incidence de la fiscalité et des éléments exceptionnels. Il nous permettra d'analyser la structure des produits et des charges d'exploitation.

L'optique marketing est, en effet, une logique du besoin par opposition à la logique de la production. Elle revient à proposer au client le produit, bien ou service, qu'il souhaite, à l'endroit, au moment, sous la forme et au prix qui lui conviennent. (CHIROUZE 2007 :7)

Considérée plus comme un moyen que comme un but, la satisfaction concerne aujourd'hui un public dont on a longtemps feint d'ignorer l'existence. Actuellement, il ne s'agit plus de répondre uniquement aux attentes des utilisateurs ultimes qui détruisent le produit. Il est nécessaire de prendre en considération celles des acheteurs qui ne consomment pas forcément eux-mêmes, des prescripteurs qui recommandent l'achat, et surtout des acheteurs revendeurs : commerçant de gros ou de détails et, bien sûr, acteurs de la grande distribution. (CHIROUZE, 2007 :7)

Il poursuit en montrant que plus aujourd'hui qu'hier, la satisfaction nécessite une contribution de toutes les fonctions de l'entreprise, un effort intégré de tout le personnel de l'entreprise.

Cependant, toute entreprise qui souhaite se conformer au concept du marketing doit être guidée par trois grandes orientations :

- fournir un effort d'informations sur le marché et s'informer sur l'ensemble des acteurs du marché c'est-à-dire ceux dont l'action n'est pas sans conséquence pour la commercialisation des produits de l'entreprise ;
- prendre en compte les informations collectées sur le marché. Il va donc falloir chercher le produit ou le service dont le consommateur a besoin, le réaliser avec un coût le plus bas possible, avec une campagne de communication qui vise ses consommateurs ;
- intégrer l'ensemble du personnel de l'entreprise dans les deux dimensions précédentes.

- **L'évolution de l'activité :**

Les entreprises ressentent aujourd'hui la nécessité de repenser leur organisation. Au fur et à mesure qu'elles se développent, elles se rendent compte qu'il faut qu'elles fassent des études de marchés, de la publicité et assurer un service clientèle de façon régulière. Toute entreprise trouve sa raison d'être dans l'accomplissement d'une tâche spécifique au sein de son environnement. Ayant dans ses attributions la vente des biens et services, elle met en place un système qui lui permet d'atteindre les résultats escomptés.

En effet, elle poursuit une mission, à la recherche d'une croissance rentable, mais aussi, elle ne recherche pas seulement à améliorer et à consolider les liens qui les unissent à la clientèle.

De ce fait, l'entreprise regroupe un ensemble de moyens qui lui permettent de se tenir continuellement informer sur l'évolution de son environnement commercial et cela ne peut réussir que grâce aux stratégies marketing dont elle dispose pour assurer une bonne gestion des affaires.

Les stratégies marketing poussent l'entreprise à une réflexion sur la gestion du porte feuille d'activités existantes et à venir.

Une entreprise de production et de commercialisation de ses produits est composée d'une équipe d'hommes qui gère à partir d'un certain nombre de choix, de contraintes mais aussi des réflexes et les stratégies marketing qui constituent une référence pour mener à bien ses activités commerciales. (TINDA, 2006 « pratique du marketing au sein d'une entreprise : cas d'une minoterie »)

- **L'efficacité productive:**

En analyse financière, l'efficacité productive d'une entreprise se mesure par le ratio de rotation égal au CA / CI . Ce ratio exprime le CA généré par une unité monétaire de capital investi.

Si on divise le REMIC par les capitaux investis on obtient le rendement des capitaux investis.

$$rci = \text{REMIC}/CI$$

On peut décomposer ce rendement en deux ratios très informatifs.

$$rci^{(2)} = \frac{\text{REMIC}^{(1)}}{CA} \times \frac{CA}{CI}$$

- le premier de ces deux ratios, constitue une marge opérationnelle assez classique qui exprime combien de francs de résultat dégage un franc de CI ;
- le deuxième constitue une rotation des capitaux investis qui mesure combien de francs de CA génèrent un franc de CI.

On qualifiera le premier ratio de productivité ou d'efficacité opérationnelle et le deuxième de productivité ou d'efficacité bilancielle. Alors les capitaux investis dans les immobilisations sont qualifiés de productifs car plus on en a, plus on peut produire et donc plus on vend si le marché accepte ces quantités supplémentaires, ce qui reste du domaine de marketing commercial. (BOGLIOLO, 2000 :88-89)

⁽²⁾ Ratio des capitaux investis

⁽¹⁾ REMIC= Résultat dégagé par les capitaux investis

En sciences économiques, la productivité est une mesure de l'efficacité de la production. Elle est donc le rapport entre la production et les facteurs qui ont permis de l'obtenir. La hausse de la productivité est due à plusieurs facteurs tels que l'organisation du travail, la motivation du personnel, la performance du matériel, l'environnement de l'entreprise, l'expérience et la qualification.

L'amélioration de la productivité, certes liée au progrès technique, dépend aussi du processus de production du système considéré et des procédés de fabrication. Cette amélioration génère toujours des gains de productivité qui se mesurent comme la différence entre deux productivités à deux dates données (Rapport de l'Agence de promotion économique du Canada, 1998).

- **La politique d'endettement :**

Tant qu'un investissement dégage plus d'argent que le coût de la dette, alors plus l'entreprise s'endette et plus son taux de rentabilité est élevé : la dette exerce un effet de levier (ou de multiplication) de la rentabilité. On pourrait théoriquement imaginer un passif quasi-exclusivement composé de dettes. (BATSCH, 1999 :288)

Il y a une double limite à l'endettement :

- coût de la dette et taux d'endettement : si la dette constitue la très large majorité des ressources, les créanciers se retrouvent de facto dans la situation des actionnaires, car si leurs intérêts sont prioritaires en droit sur ceux des actionnaires, la faiblesse des apports de ces derniers n'offre plus qu'une piètre garantie. S'ils assument un risque proche de celui des actionnaires, les créanciers sont en position d'exiger une rémunération également proche ; du même fait, l'effet de levier est amorti. La croissance du taux d'endettement rencontre donc une première limite dans l'augmentation corollaire du coût de la dette ;
- la contrainte de liquidité : la seconde limite tient aux capacités de remboursement de l'entreprise. Celle-ci ne verse pas seulement des intérêts aux créanciers, elle leur rembourse aussi le capital. (BATSCH, 1999 :288)

Une entreprise peut se financer auprès de deux catégories distinctes d'investisseurs : les actionnaires et les créanciers. Les créanciers sont prioritaires en termes de flux sur les

résultats de l'entreprise et en termes de stocks sur ces actifs en cas de liquidation. Comme la finance d'entreprise l'a constaté depuis de très nombreuses années, la rémunération va de pair avec le risque. La rémunération des actions est donc toujours plus importante que celle des créances (BOGLIOLO, 2000 :178).

Les entreprises publiques sont, pour les mêmes raisons que celles du secteur privé, des demandeurs de capitaux. Mais leurs besoins seront généralement plus forts, compte tenu de l'importance économique et stratégique des secteurs qu'elles recouvrent, où de forts investissements sont nécessaires. L'Etat ne fait que très rarement face à ses obligations, étant lui-même demandeur de capitaux pour financer ses propres activités, il ne peut donc pas toujours répondre aux besoins en capital des sociétés qu'il détient. Les sociétés d'Etat disposent d'une autonomie financière, et peuvent donc prospector d'autres sources de financement pour la réalisation de leurs projets d'investissement (BEDIE et DADAVI, 2005).

Les principales sources de financement utilisées par les entreprises seront à présent énumérées. On a le financement par :

- Les cessions d'immobilisation : la ressource est constituée du prix de cession après prélèvement au titre de l'impôt sur les plus-values. Les cessions d'immobilisations ne concernent pas uniquement de l'ancien matériel qui doit être renouvelé, elles peuvent être le résultat d'une décision stratégique de désinvestissement ;
- l'augmentation du capital : l'augmentation du capital s'effectue soit par apport en numéraire, soit par apport en nature, soit par conversion de créances en actions, soit par incorporations de réserves. Ce sont principalement les trois premières modalités qui constituent des ressources de financement ;
- les apports en comptes d'associés : les apports en comptes courants, ouverts aux associés, sont beaucoup plus souples que les augmentations de capital. L'intérêt rémunérant ces apports est déductible des bénéfices sociaux à condition que le capital ait été libéré, que le montant avancé par les actionnaires dirigeants ne dépasse pas une fois et demie le montant du capital social et dans la limite où le taux rémunérant ces comptes n'excède pas la moyenne annuelle des taux de rendement brut des obligations privées ;

- Les subventions d'équipement : les primes et subventions d'équipement sont nombreuses, variables et changeantes quant à leurs conditions d'attribution. Elles sont offertes aux entreprises lorsqu'elles convergent vers certains objectifs d'intérêt général : création d'emploi, création d'entreprise, décentralisation, innovation, économies d'énergie, luttés anti pollution ;
- Le crédit d'équipement et le crédit bail : le crédit d'équipement permet de financer les biens d'équipement dont la durée d'amortissement s'échelonne généralement sur deux à cinq ou sept ans. Le crédit bail permet de financer matériel, véhicules et machines, immeubles et magasins. . (HUTIN, 2005 :371-374).

Les autres avantages du crédit-bail pour l'entreprise sont les suivants :

- o les loyers de leasing sont fiscalement déductibles, c'est-à-dire que les paiements effectués par le locataire sont considérés comme des charges fiscalement déductibles ;
- o la connaissance à l'avance des loyers et la durée du contrat de crédit-bail facilite l'établissement d'un budget et plan de trésorerie ;
- o l'octroi des financements de crédit-bail est généralement plus simple et plus rapide que la mise en place de prêts bancaires affectés au même objet ;
- o les financements par le leasing n'alourdissent pas le bilan c'est-à-dire les immobilisations louées n'apparaissent pas au bilan du locataire ;
- o le leasing permet à l'entreprise de conserver une liquidité élevée parce qu'elle n'effectue pas des paiements immédiats, l'entreprise peut alors consacrer ses ressources à d'autres projets ou à d'autres charges d'exploitations ;
- o le leasing protège l'entreprise contre l'inflation, les loyers de crédit-bail étant acceptés en prix courant et payés avec les revenus futurs, le locataire est protégé des hausses de prix qui affectent les matériels. (AUTOMAG n°1 du 1^{er} trimestre 2005).

Le marché financier régional (MFR) où les avantages de l'intervention d'une entreprise ou d'un Etat sont multiples. Le MFR offre donc l'opportunité aux entreprises d'avoir accès à des ressources stables à moyen et long termes pour le financement de leur croissance. Ils

peuvent accéder à de nouvelles sources de financement régionales et internationales par l'émission des actions et des obligations.

En effet, l'inscription d'une société à la cote :

- constitue pour elle un moyen de publicité permanente à travers la cotation qui a lieu cinq (5) fois (tous les jours ouvrables) par semaine puisque toute personne qui s'intéresse aux actions d'une société cherchera à mieux connaître celle-ci ;
- aboutit à une véritable transparence dans la gestion de la société puisqu'il est exigé des responsables de sociétés une diffusion régulière des informations sur la vie et le fonctionnement de leurs sociétés ;
- permet une meilleure valorisation de l'entreprise puisque la bourse prend en compte tous les paramètres que sont la capacité de ses actifs à générer des flux monétaires. La bourse permet donc de connaître la valeur marchande réelle d'une entreprise ;
- permet de rassurer les actionnaires, de sécuriser le marché et de fidéliser la clientèle à travers une large diffusion du capital dans le public.

En outre, les conditions d'admission sur le marché financier régional sont assez exigeantes, en ce sens que seules les sociétés anonymes sont autorisées à souscrire une demande d'admission en bourse, or la plupart des entreprises des pays de l'UEMOA sont constituées sous forme de société à responsabilité limitée. (BEDIE et DADAVI, 2005).

- La politique de maîtrise des coûts :

L'urgence aujourd'hui est au sauvetage des entreprises et des emplois. On ne peut être qu'alarmés par les comportements stratégiques actuels des entreprises, fondés sur le rétrécissement, la réduction, la défensive bref des comportements en « peau chagrin ». ce désarroi stratégique est probablement lié à des erreurs d'analyse stratégique et à une certaine méconnaissance des sources profondes de la performance économique. L'entreprise est une sorte de véhicule stratégique qui perd trop d'énergie, car il est victime d'hémorragies internes et externes : celles-ci proviennent des nombreux dysfonctionnements qui se produisent tous les jours dans toutes les entreprises.

Lorsque l'on se pose la question de la réduction des coûts cachés on est confronté à celle de la réallocation des ressources économiques et du potentiel humain qui sont ainsi récupérés.

La situation stratégique la plus favorable est bien entendu la croissance, car elle permet d'augmenter conjointement la performance économique de l'entreprise et sa performance sociale, puisque non seulement le niveau d'emploi ne baisse pas, voire si la croissance est suffisamment forte et durable, mais en outre les conditions d'emploi s'améliorent au plan qualitatif et financier. (SAVALL ; ZARDET, 1995 :15-16)

HUTIN abonde dans le même sens en démontrant que :

- pour qu'une entreprise existe, il lui faut des moyens : ces moyens sont soit économiques, soit financiers ;
- pour qu'une entreprise tourne il lui faut encore des moyens : disposant de moyens, l'entreprise peut commencer l'exploitation de ceux-ci. Pour cela elle doit acheter pour transformer, et finalement vendre (ou seulement acheter et vendre dans le cas d'une activité purement commerciale). Les opérations sont enregistrées dans le compte de résultat : il compare sur une période (l'exercice en général une année) les produits aux charges qui ont permis de les générer et dégage ainsi le résultat.

Le long terme doit couvrir le long terme : il doit y avoir adéquation des financements aux emplois, c'est-à-dire que les emplois à long terme doivent être financés par des ressources à long terme ;

- pour qu'une entreprise vive, il lui faut une activité (et des résultats) à la hauteur de ces moyens : ce qui implique nécessairement une maîtrise des coûts de production. (HUTIN 2005 :17-23)

2.2. Démarche d'analyse des déterminants de la rentabilité financière

Pour procéder au diagnostic économique et financier d'une entreprise, il convient d'agir méthodiquement par étapes (MEUNIER-ROCHER, 2008 :11-12) :

- Etudier l'environnement de l'entreprise : son secteur d'activité, la convention collective à laquelle elle doit se référer, la concurrence, la répartition de son capital ;

Analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE

- Réunir les documents comptables utiles à l'analyse : avoir à disposition les dernières liasses fiscales (bilans et comptes de résultat) mais aussi les rapports des commissaires aux comptes (selon la forme juridique de l'entreprise), connaître les méthodes comptables retenues (politique d'amortissements, méthode de comptabilisation des stocks) ;
- Etudier le bilan, dans ses grandes masses obtenues après quelques retraitements : Haut de bilan, Bas de bilan, calcul des « grands équilibres » du bilan ;
- Analysez le compte de résultat et calculez les "soldes intermédiaires de gestion" pour expliquer la formation du résultat ;
- Calculez les différentes formes du résultat : résultat net après impôt, résultat intégrant les amortissements (CAF) ;
- Utilisez les ratios nécessaires selon la forme juridique et la nature de l'entreprise.
- Dégager les éléments qui influent de façon significative sur la rentabilité financière ;
- Procéder à l'analyse des déterminants de la rentabilité financière.

L'objectif des états financiers est de fournir une information sur la performance, la situation financière de l'entreprise et de son évolution qui soit utile à une large gamme d'utilisateurs, lorsqu'ils prennent leurs décisions économiques.

Cependant, l'approche financière des éléments du bilan est la mieux adaptée pour procéder à l'évaluation du patrimoine de l'entreprise. De ce fait, les postes de l'actif du bilan sont classés par ordre de liquidité croissante et les postes du passif du bilan sont classés par ordre d'exigibilité croissante (Eglen, 2005 :74). Cette approche, met l'accent sur le reclassement des postes du bilan.

Nous retenons de ce chapitre que l'analyse des déterminants de la rentabilité financière permet aux dirigeants d'entreprise de pouvoir mieux orienter leurs actions dans le seul souci d'atteindre leur objectif principal : celui de la rentabilité. Comment allons-nous nous prendre pour analyser les déterminants de la rentabilité financière de la SBEE ?

Chapitre3 : la méthodologie de l'étude

Il est question dans ce chapitre d'élaborer le modèle d'analyse. Ceci consistera à vérifier l'existence d'une relation, voire un lien de cause à effet entre la rentabilité financière et un certain nombre de variables d'actions.

On appelle variable une donnée pointilleuse qui permet d'évaluer avec précision les mesures d'un phénomène que l'on ne peut cerner directement. Elle peut prendre plusieurs valeurs. Il convient de préciser qu'il existe plusieurs types de variables, mais nous n'en retiendrons que deux en ce qui concerne notre étude : une variable dépendante et une variable indépendante.

La variable indépendante est un paramètre qui peut prendre plusieurs valeurs dont la modification ne demeure pas sans influence sur la valeur d'une ou de plusieurs autres variables dites dépendantes. Par conséquent, la variable dépendante est celle qui subit l'influence d'une ou de plusieurs autres variables dites indépendantes.

3.1. Le modèle d'analyse

Nous allons décrire ici les différentes phases du modèle d'analyse, ensuite nous allons les schématiser. Cela nous permettra d'avoir une vue d'ensemble de notre démarche de travail.

3.1.1. Les différentes phases du modèle

Nous allons distinguer quatre phases : la phase de préparation, la phase de traitement des données collectées, la phase d'analyse des données et pour finir les recommandations.

- **Phase de préparation**

Cette phase nous permettra de faire une prise de connaissance générale de la SBEE. Elle consiste à déterminer ses particularités, son organisation, son fonctionnement, ses activités pour mieux orienter nos travaux.

Pour une bonne réalisation de cette phase, nous utiliserons comme outils de travail :

- la narration à travers nos entretiens avec quelques membres de la SBEE ;
- une analyse des principaux documents de la SBEE (états financiers, rapport de gestion, organigramme, etc.) pouvant nous aider dans notre travail.

- **Traitement des données collectées**

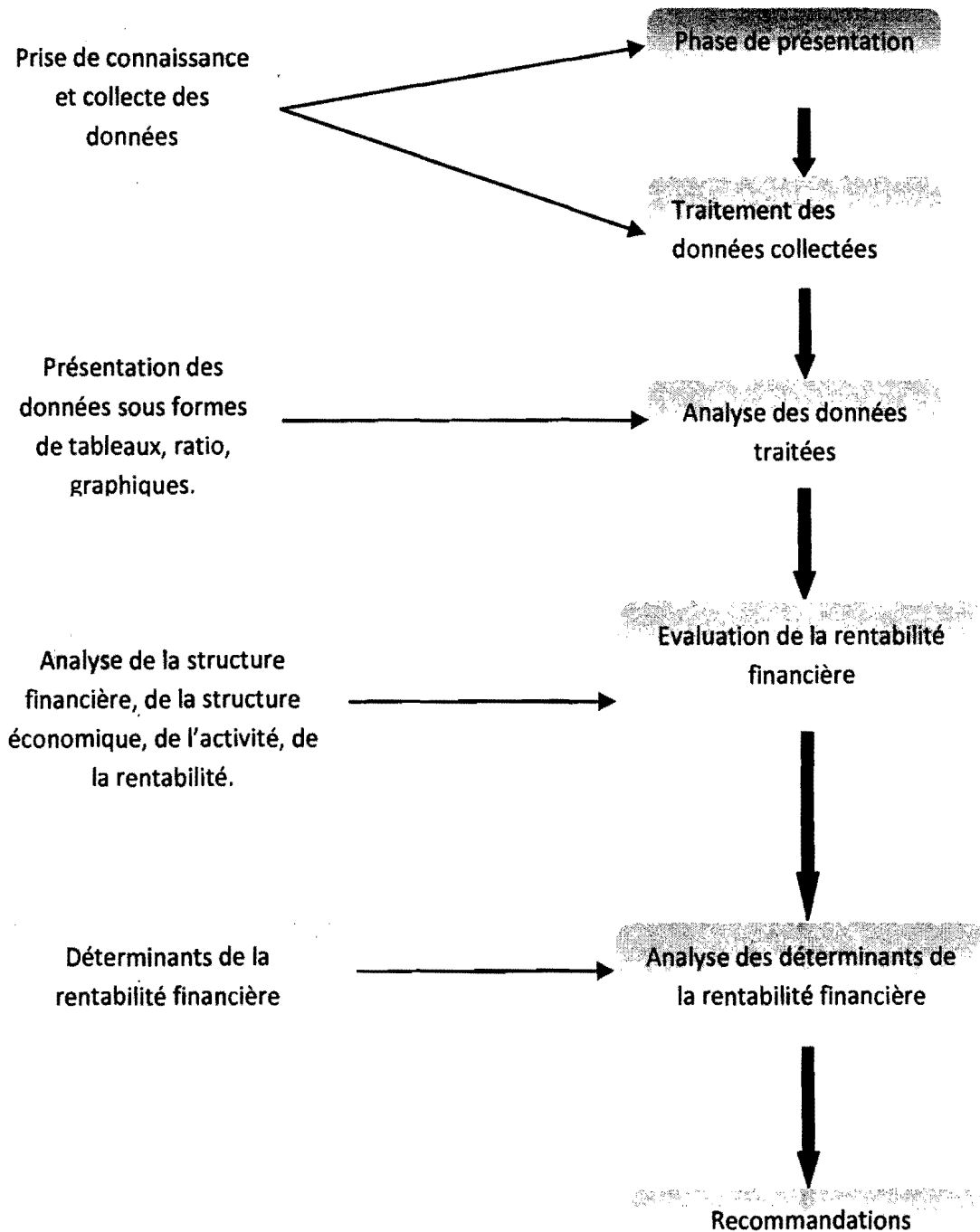
Pendant cette phase, nous utiliserons différents outils à savoir :

- des tableaux de synthèse pour regrouper les informations significatives afin d'en avoir une meilleure lecture ;
- des figures pour apprécier l'évolution de l'équilibre financier dans le temps ;
- quelques ratios de rentabilité pour évaluer la situation financière de la SBEE.

- **Analyse des données traitées**

Nous présenterons ici les résultats de nos analyses sur trois exercices, sur la base des données traitées et de notre modèle. Le tableau de la page suivante nous donne pour chaque variable les indicateurs et leurs mesures :

Figure 1 : Modèle d'analyse



Source : Nous-mêmes

Tableau 1 : Indicateurs et mesures des variables

Variables		Indicateurs	Mesures
Dépendante	Rentabilité financière de la SBEE	Rentabilité, création de richesse	Résultat net ;
		Equilibre de la structure financière, analyse des moyens économiques	Soldes intermédiaires de gestion.
Indépendantes	Analyse de la structure financière	Equilibre financier	Fonds de roulement net global ; Besoin de financement global ; Trésorerie nette ; Ratios d'endettement.
		Autonomie financière. Endettement	Ratio de financement de l'immobilisation ; Niveau d'endettement Capacité de remboursement.
	Analyse de la structure économique	Taux d'obsolescence des immobilisations ;	Evolution du taux d'obsolescence des immobilisations.
		Productivité du travail.	Ratio de productivité du travail
	Analyse de l'activité	Croissance ;	Taux de croissance du chiffre d'affaires
		Gains.	Valeur ajoutée ; Excédent brut d'exploitation.
	Analyse de la rentabilité	Rentabilité commerciale ;	Valeur ajouté ;
		Rentabilité économique ;	Résultat d'exploitation ; ROI Net ; ROI Brut.
		Rentabilité financière ;	ROE.
	Analyse de l'exploitation	Liquidité et solvabilité.	Ratios de Liquidité ; Ratios de Solvabilité.

Source : Etabli par nous-mêmes

• Recommandations

Enfin, à partir des résultats de nos analyses nous proposerons les recommandations en vue d'une meilleure rentabilité de la SBEE.

Le modèle d'analyse ainsi présenté et commenté ne serait réalisable que si nous utilisons de bonnes techniques pour effectuer la collecte des données utiles à notre travail.

3.1.2. Méthode utilisée

Il est à préciser ici que la méthode utilisée pour analyser les déterminants de la rentabilité financière est une concaténation de la méthode tendancielle et de la méthode normative. Nous ferons donc une analyse du bilan et du compte de résultat sur quatre exercices (2005 à 2008) tout en comparant les différents ratios que nous avons précédemment évoqués dans la revue de littérature. Le choix de cette période est strictement fondé sur le fait que nous avons été dans l'impossibilité d'acquérir les états financiers de l'exercice 2009 en raison du fait que ces derniers attendent toujours d'être validés par le Conseil d'Administration.

3.2. Les techniques de collecte de données

La collecte des données de la SBEE a été une étape importante dans la réalisation du présent mémoire. Pour y parvenir, nous avons été amené à effectuer un stage pratique dans l'entreprise. Nous avons collecté, exploité et analysé les informations issues de nos entretiens, observations et des différents documents financiers comptables.

3.2.1. L'entretien

Nous avons pour cela conçu un guide d'entretien qui a orienté nos entretiens avec le chef comptable et le directeur financier. Joint en annexes, cet outil s'articule autour de la connaissance financière de la SBEE.

Le second outil de collecte de données que nous avons également utilisé pour la réalisation de ce travail est l'entretien direct. Il nous a permis d'apprécier la culture d'entreprise et l'organisation au sein de la SBEE.

3.2.2. L'observation

Elle nous a permis d'avoir une idée beaucoup plus large de la structure financière de l'entité et d'être en contact direct avec le directeur financier, ce qui nous a permis de prendre connaissance de la politique financière de l'entité.

3.2.3. L'analyse documentaire

Nous avons à l'occasion de notre stage eu un contact direct avec un certains nombre de document. Cela nous a donné l'opportunité de disposer des informations nécessaire à la réalisation de ce travail et de procéder à l'analyse documentaire. Cette analyse a porté essentiellement sur les documents suivants :

- les bilans de 2005 à 2009 ;
- les budgets exercices 2005 à 2009 ;
- les comptes de résultats de 2005 à 2009 ;
- les états annexés de 2005 à 2009 ;
- les rapports de commissariat aux comptes ;
- les TAFIRE de 2005 à 2009.

L'analyse des déterminants de la rentabilité financière d'une entité passe nécessairement par des étapes primordiales, et fait l'objet d'une méthodologie axée sur des variables et indicateurs définis à l'avance. La mise en œuvre passe par des étapes qui permettent de toucher les disfonctionnements liés à la finance de l'institution.

Conclusion première partie

L'analyse des déterminants de la rentabilité financière joue un rôle important dans la continuité de l'exploitation de l'entité ; en ce sens qu'il permet de relever tous les maux dont souffrent les finances de l'institution et de proposer des solutions concrètes pour assurer leur pleine expansion. Tout cela passe par une méthode de traitement et d'analyse des informations financières et comptables.

La deuxième partie de notre travail sera consacrée à la présentation de la SBEE et à l'analyse des déterminants de sa rentabilité financière proprement dite.

DEUXIÈME PARTIE :
PRÉSENTATION DE LA SBEE ET ANALYSE
DES DÉTERMINANTS DE SA RENTABILITÉ
FINANCIÈRE

Introduction deuxième partie

La Société Béninoise d'Énergie Électrique joue un rôle prépondérant dans le tissu économique du Bénin. Dans le concert actuel de la mondialisation et de développement des économies et au regard des difficultés financières actuelles que traverse la société, nous avons choisi de nous intéresser à son organisation et aux déterminants de sa rentabilité financière.

Analyser les déterminants de la rentabilité financière d'une entreprise, revient non seulement à prendre connaissance de cette entité, mais de pouvoir identifier des forces et des faiblesses, dégager les éléments qui concourent de façon significative à la détérioration de sa santé financière, les analyser afin de formuler les recommandations nécessaires pouvant permettre d'assurer une rentabilité beaucoup plus large.

Chapitre 4 : La SBEE et son environnement

La Société Béninoise d'Énergie Électrique (SBEE) est un établissement public à caractère industriel et commercial ayant son siège social à Cotonou. Son capital est de dix milliards de francs (10 000 000 000) CFA entièrement libéré par l'État béninois. Elle est une société évoluant dans le secteur de l'énergie. Elle est composée de plusieurs organes de gestion, qui définissent, et dirigent les politiques de l'entité. Elle évolue dans un environnement où elle a le monopôle en matière de distribution de l'énergie. Dans le présent chapitre, nous ferons une présentation globale de la SBEE à travers son historique, son organisation et ses activités.

4.1. Historique la SBEE

La Société Béninoise d'Énergie Électrique (SBEE) a été créée en 1948 par les français qui ont en gérance régie les installations électriques des villes de Porto Novo, Cotonou et Ouidah. Dans le temps et selon la dynamique de son évolution, une convention du 30 septembre 1955 a concédé cette gérance à la Compagnie Coloniale de Distribution d'Énergie Électrique (CCDEE), une société anonyme française domiciliée à Yaoundé au Cameroun. C'était elle qui devrait désormais gérer toutes les installations électriques à Cotonou, Porto Novo et Ouidah.

Après les indépendances des années 1960, cette compagnie a changé de dénomination pour devenir la « la Compagnie Centrale de Distribution d'Énergie Électrique (CCDEE) » dont le siège social était respectivement à Fort-de-France en Martinique et à Cayenne en GUYANNE FRANÇAISE.

Le 1^{er} mars 1961, la signature de l'avenant n°1 à la convention du 30 septembre 1955 a permis l'extension des concessions d'électricité de Cotonou, Porto-Novo et de Ouidah aux adductions, traitement et distribution publique.

Suite à l'approbation de l'avenant n°2 de la même convention le 28 août 1962, la Compagnie Centrale de Distribution d'Énergie Électrique (CCDEE) était autorisée à étendre ses activités aux circonscriptions urbaines de Parakou et ses environs et plus tard une autre convention, de juin 1968 va l'autoriser à s'étendre aux agglomérations de Bohicon, Abomey et, en 1972 les villes de Cotonou, Porto-Novo, Ouidah, Parakou,

Bohicon et Abomey étaient toutes éclairées. Un début d'adduction d'eau était opérationnel dans les villes de Cotonou et de Porto-Novo.

Après le 26 Octobre 1972, le gouvernement militaire révolutionnaire a créé, le 1^{er} janvier 1973 la Société Dahoméenne d'Electricité et d'Eau (SDEE) par ordonnance n°73-13 du 07 février 1973. Cette ordonnance met fin aux concessions dont bénéficiait la CCDEE. Le 11 mars 1974, les statuts de la nouvelle société étaient signés et le 30 novembre 1975 elle est devenue Société Béninoise d'Electricité et d'Eau (SBEE) à la faveur du changement du nom Dahomey.

Suite à la séparation des activités Eau et Electricité en 2004, la Société d'Electricité prend la dénomination de Société Béninoise d'Energie Electrique (SBEE)

4.2. Structure Organisationnelle de la SBEE

Le personnel de la SBEE est composé de cadres supérieurs, de cadres moyens, des agents de maîtrise, des ouvriers, des employés, des manœuvres et des apprentis. Ces agents sont répartis dans les différentes fonctions de la société comme le décrit son organigramme en annexe 1.

Un Conseil d'Administration (CA) : il est investi de pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social. Il procède notamment à l'élaboration et à la définition de la politique générale, approuve également les budgets annuels et les états financiers de fin d'exercice.

Le CA de sept membres désignés pour quatre ans renouvelables est présidé par le Ministre de l'Energie et de l'Eau (MEE) et composé comme suit :

- un représentant du ministère chargé de l'énergie
- un représentant du ministère chargé de l'économie et des finances ;
- un représentant du ministère chargé du développement ;
- un représentant du ministère de l'industrie ;
- un représentant du personnel de la société ;
- un représentant des usagers ;
- une personnalité compétente dans les domaines concernés.

Le CA siège en section ordinaire deux fois par an. L'organisation des sessions extraordinaires est prévue par les statuts. En outre la SBEE est dotée pour sa gestion d'un comité de direction (organe consultatif obligatoire) regroupant :

- le Directeur Général comme président ;
- le Directeur Général adjoint comme vice président ;
- les directeurs techniques centraux et les conseillers du DG comme membres.

4.2.1. Le Directeur Général (DG)

Nommé par décret en conseil des ministres sur proposition du conseil d'administration approuvée par le ministre de tutelle, le DG a pour attributions :

- de définir et de mettre en œuvre la stratégie permettant à l'entreprise d'atteindre ses objectifs ;
- de coordonner et d'exécuter le programme annuel d'activités de la société ;
- de représenter la société et d'agir en son nom devant toute juridiction.

Dépendent directement du DG

- deux conseillers ayant pour mission de conseiller le DG sur tout dossier confié par celui-ci ;
- un assistant ayant pour rôle d'accompagner le DG dans toutes missions à lui confiées et de décharger le DG de certaines activités de représentation ou d'organisation non spécifiques ;
- une structure dénommée Contrôle Général et comprenant la direction de l'audit et de l'inspection chargée :
 - ✓ de définir la démarche et l'organisation du contrôle interne de l'entreprise ;
 - ✓ de veiller à l'application et au respect des procédures en vigueur ;
 - ✓ de s'assurer de l'efficacité du contrôle interne, des outils et procédures ;
 - ✓ de veiller à la fiabilité, la qualité et l'intégrité des systèmes d'informations financière, comptable, commerciale et technique.

- un secrétariat particulier ;
- une cellule de contrôle de gestion et de la prévention des risques chargée des risques juridiques, des tableaux de bord et de la mesure des performances.

4.2.2. Le Directeur Général Adjoint

Nommé par un arrêté pris par le ministre de tutelle sur proposition du directeur général et après avis du conseil d'administration, il assiste le directeur général dans l'exercice de ses fonctions le remplace en cas d'absence et assure son intérim en cas de vacance de poste. Il coordonne les activités techniques des exploitations régionales ainsi que celle des directions techniques.

Outres les directions et structures placées en staff, huit directions centrales sont placées sous l'autorité du directeur général

4.2.3. Les Directions Techniques

Comme directions techniques nous avons :

→La Direction des Etudes et de la Planification (DEP)

Elle est chargée de concevoir et d'étudier les projets d'électrification dans tout le pays. S'agissant de gros projets, elle se fait assister par deux bureaux d'études extérieures.

Elle a en outre pour rôle de :

- centraliser, traiter, analyser et diffuser toutes les informations nécessaires aux prises de décision au sein de la société ;
- proposer au Directeur Général des éléments de réflexions stratégiques en anticipant au mieux l'avenir.

→ **La direction de la comptabilité et du projet**

Elle est chargée :

- d'assister le directeur général dans la mise en œuvre de la politique de gestion approuvée par le conseil d'administration ;
- d'établir le budget prévisionnel de la société ;
- d'optimiser la politique financière de la société ;
- de superviser les services comptabilité, financier et de rendre directement compte au DG ;
- de produire des états financiers sincères, fidèles et réguliers et d'établir tous les documents financiers.

→ **La Direction des Ressources Humaines et de la Communication**

Elle s'occupe de toutes les activités ayant trait à la communication.

Elle contribue à l'amélioration des performances économiques de la SBEE par la mise en valeur des ressources humaines. Elle propose et développe une action anticipée en matière de gestion des ressources humaines en vue de l'actualisation permanente des relations humaines et organisationnelles aux besoins de la société. Elle favorise l'épanouissement d'un climat social serein qui réponde aux besoins d'efficacité économique de la SBEE et aux aspirations individuelles et collectives des agents.

Elle est chargée :

- de la gestion du personnel (recrutement, politique salariale, avancement, congés, retraite, soins médicaux affaires sociales etc...) ;
- du contentieux administratif ;
- de la supervision des agents et surtout de la sécurité des ouvriers et techniciens au cours du travail ;
- d'élaborer un plan de formation du personnel et de procéder à sa mise en œuvre.

→ **La Direction de Production et des Mouvements d'Énergie (DPME)**

Elle apporte un appui méthodologique ou opérationnel aux exploitations régionales pour la maintenance de leur équipement ou l'extension des systèmes de production de l'électricité.

Elle est chargée :

- des prestations au niveau de l'électricité ;
- d'exploiter directement et de maintenir en bon état le fonctionnement des équipements de production de l'électricité (centrales thermiques, postes HT-MT) ;
- d'exécuter en régie les travaux de distribution d'électricité.

→ **La Direction des Moyens Généraux (DMG)**

Elle a pour rôle de mettre à la disposition de tous les centres d'activité, les matériels, équipements, ouvrages de génie civil et services nécessaires à l'accomplissement de leurs missions. Il lui est rattaché la cellule des marchés publics.

→ **La direction commerciale et de la clientèle :**

Elle est chargée :

- de la politique commerciale de la société et assure la promotion de l'image de marque de celle-ci ;
- de dynamiser le recouvrement de toutes les créances de la SBEE ;
- de suivre au niveau des directions régionales le paiement à bonne date des factures ;

→ **La direction des exploitations**

Cette direction a pour rôle :

- de coordonner toutes les activités des directions régionales ;
- suivre les directions régionales dans toutes leurs missions notamment les missions techniques ;

Analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE

- d'étudier tous les rapports émanant de ces directions régionales pour le compte du DG et du DGA.

Ce chapitre nous a permis de présenter sommairement la SBEE en passant en revue son histoire et sa structure organisationnelle. Le chapitre suivant sera consacré à la présentation de nos résultats et à l'analyse des différents ratios.

Chapitre5 : Evaluation de la rentabilité financière

Pour procéder à une bonne analyse des déterminants de la rentabilité financière nous analyserons les états financiers de la société. Dans ce chapitre, nous allons établir le bilan fonctionnel et les soldes intermédiaires de gestion, puis nous utiliserons ces grandeurs agrégées pour analyser la structure financière à travers l'étude de l'équilibre financier. Ensuite nous allons faire une analyse de l'activité et de la rentabilité de la SBEE. Les ratios auxquels nous aboutirons nous permettront de connaître la politique de l'entreprise.

5.1. Analyse de la structure financière

Nous allons faire cette analyse sur la base des agrégats de l'équilibre financier et des ratios de structure financière calculés à partir du bilan fonctionnel.

Les regroupements des postes du bilan en grandes masses ont abouti au tableau suivant :

Tableau 2: l'évolution des masses du bilan fonctionnel de 2005 à 2009

Postes	2005	2006	2007	2008	2009
Actif					
actifs immobilisés	71580030063	86639177894	92986999076	101147029755	101147032000
actif circulant	48699004416	51574170160	50902683515	73021443778	70644316000
trésorerie actif	3877009317	3580227943	8180777528	7927764904	10596390000
écart de conversion actif	0	0	0	263585880	0
total général actif	124156043796	141793575997	152070460119	182359824317	182359826000
Passif					
capitaux propres (1)	11908545710	2987379907	781623326	-10569585033	-23744822707
dettes financières (2)	63614888943	80961073747	97024186352	121953750686	85491279000
ressources stables (1)+(2)	75523434653	83948453654	97805809678	111384165653	61746456293
passif circulant	43532145486	52534938949	47568475833	68126949211	120044987000
trésorerie passif	5100463657	5114261977	3878951489	2267966412	1219185000
écart de conversion Passif		195921417	2816223119	580743041	0
total général passif	124156043796	141793575997	152070460119	182359824317	183010629000

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers 2005-2009

L'évolution des soldes intermédiaires de gestion se présente comme suit :

Tableau 3: l'évolution des soldes intermédiaires de gestion de 2005 à 2009

Eléments	2005	2006	2007	2008	2009
vente de marchandises	37 999 943 038	39 977 692 531	43 346 053 804	51 361 500 305	58 925 826 000
(achat de marchandises)	-28 897 596 600	-30 373 997 700	-29 009 385 963	-30 588 097 760	-42 668 401 000
(variation de stocks)	0	0	0	0	0
marge brute sur marchandises	9 102 346 438	9 603 694 831	14 336 667 841	20 773 402 545	16 257 425 000
vente de produits fabriqués	6 559 005 403	3 684 755 038	4 071 881 125	4 102 879 732	5 757 704 000
travaux services vendus	7 184 891 686	6 287 888 048	11 853 047 293	10 085 608 616	10 038 439 000
production stockée					
production immobilisée	4 281 192 899	2 921 705 264	265 681 448	264 448 566	830 067 000
(achat de matières premières et fournitures liées)	-9 904 137 956	-14 385 157 820	-14 799 919 635	-32 041 893 383	-15 635 857 000
(variation de stocks de matières premières)	-856 251 717	280 879 244	-1 218 484 118	-8 034 424 378	630 030 000
marge brute sur matières	8 977 203 749	-1 771 688 714	2 609 174 349	-9 554 532 091	1 620 383 000
produits accessoires	75 063 335	179 655 028	96 121 255	106 013 782	138 248 000
subvention d'exploitation			10 736 903 955	8 341 152 542	
autres produits	2 804 965 706	2 263 894 976	11 579 095	545 141 040	339 026 000
(autres achats)	-1 931 449 079	-2 336 794 770	-2 419 082 516	-2 068 185 555	-2 295 120 000
(variation de stocks)					-663 545 000
(transports)	-146 691 095	-102 562 108	-34 872 965	-60 508 105	-45 812 000
(services extérieurs)	-5 905 995 246	-6 324 336 599	-6 619 803 663	-10 712 471 915	-9 922 944 000
(impôts et taxes)	-843 908 049	-892 677 698	-928 040 046	-1 221 320 082	-700 558 000

Analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE

Eléments	2005	2006	2007	2008	2009
(autres charges)	-329 230 260	- 946 478 021	-200 828 439	- 977 224 742	-1 757 438 000
valeur ajoutée	11 802 305 499	-382 293 075	5 587 818 866	4 171 467 419	4 296 755 000
(charges de personnel)	-6 879 977 477	-7 160 512 321	-7 089 668 193	- 6 476 898 877	-7 894 492 000
excédent brut d'exploitation	4 922 328 022	-7 542 805 296	8 498 150 673	-2 305 431 458	-3 597 737 000
reprises de provision		329 929 073	19 134 573	0	123 720 000
transferts de charges	202 077 459	8 041 128 547	2 328 037 773	13 814 924	18 693 000
(dotation aux amortissements)	-6 874 226 511	-8 695 319 428	-10 131 824 440	-11 985 253 310	-11 091 477 000
résultat d'exploitation	-1 749 821 030	-7 867 067 204	713 498 579	-14 276 869 844	-14 546 801 000
revenus financiers	71 976 527	197 836 547	43 973 320	154 663 006	208 285 000
gains de change	2 476 182	3 411 897	5 469	220 310 117	370 505 000
reprises de provision	568 498 478	73 500 000	0	0	263 586 000
transferts de charges	1 126 492 132				
(frais financiers)	-2 463 145 520	-4 588 692 595	-4 148 681 885	-4 115 005 545	-2 115 970 000
(pertes de change)	-424	-3 814 166	-13 716	-47 271 123	-340 799 000
(dotation aux amortissements et provisions)					
résultat financier	-693 702 625	-4 317 758 317	-4 129 716 812	-4 050 889 425	-1 614 393 000
résultat activités ordinaires(1)	-2 443 523 655	-12 184 825 521	-3 416 218 233	-18 327 759 269	-16 161 194 000
produits de cessions d'immobilisation		3 494 250	50 361 000	185 000	881 897 000
produits HAO	3 297 507 165	2 704 260	0	0	746 708 000
reprises HAO	137 399 382	175 136 415	248 538 022	741 596 881	
transferts de charges					
(valeurs comptables de cessions)					

Eléments	2005	2006	2007	2008	2009
d'immobilisation)					
(charges HAO)	-170 201 097	-382 231	0	0	-737 331
dotation HAO					
résultat hors activités ordinaires(2)	3 264 905 450	180 952 694	298 899 022	741 781 881	891 274 000
résultat avant impôt (1)+(2)	821 381 795	-12 003 872 827	-3 117 319 211	-17 585 977 388	-15 269 920 000
(participation des travailleurs)					
(impôt sur le résultat)	-255 977 487	-377 510 500	-445 253 276	-492 420 018	-561 452 000
résultat net	565 404 308	-12 381 383 327	-3 562 572 487	-18 078 397 406	-15 831 372 000

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers de 2005 à 2009

5.1.1. L'équilibre financier

Les agrégats qui permettent de vérifier le respect du principe de l'équilibre financier sont :

Le fonds de roulement net global (FRNG), le besoin de financement global (BFG) et la trésorerie nette (TN)

5.1.1.1. Le Fonds de Roulement Net Global (FRNG)

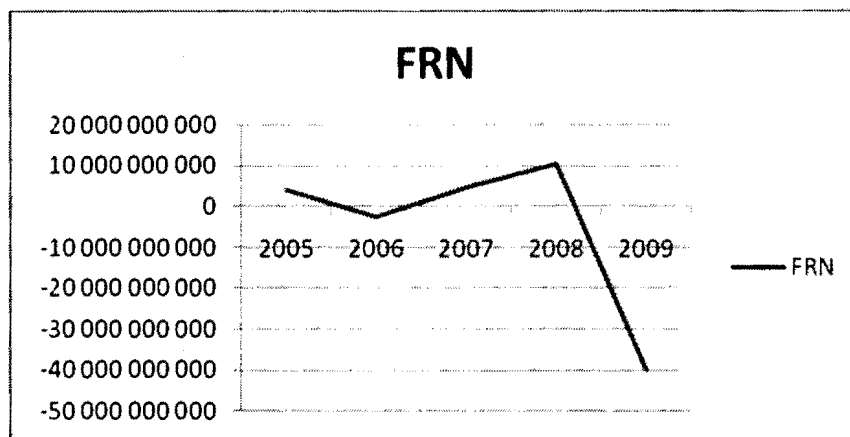
Le fonds de roulement net global est la différence entre les ressources stables et les emplois stables. Il peut être calculé par la différence entre les actifs cycliques et les passifs cycliques.

Tableau 4 : Le FRNG

Postes	2005	2006	2007	2008	2009
Capital	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
Réserves	103 264 296	216 345 158	216 345 158	216 345 158	216 345 158
report à nouveau	420 094 654	247 834 310	-11 961 288 673	-15 523 861 161	-33 602 258 000
résultat net	-565 404 308	-12 381 383 327	-3 562 572 488	-18 078 397 406	-15 831 372 000
subventions d'investissement	992 042 796	4 732 323 422	6 089 139 329	12 816 328 376	15 472 460 000
total des capitaux propres(1)	11 908 545 710	2 987 379 907	781 623 326	-10 569 585 033	-23 744 824 842
Emprunts	50 146 337 267	66 815 907 044	66 694 917 958	66 428 322 146	52 862 911 000
dettes de crédits bail et contrats assimilés	0	0	0	0	0
dettes financières diverses	11 665 073 576	12 522 179 999	27 456 365 754	50 336 816 019	27 028 406 000
provisions financières pour risques et charges	1 803 478 100	1 622 986 704	2 872 902 640	5 188 612 521	5 599 962 000
total des dettes financières(2)	63 614 888 943	80 961 073 747	97 024 186 352	121 953 750 686	85 491 279 000
total des ressources stables RS (1)+(2)	75 523 434 653	83 948 453 654	97 805 809 678	111 384 165 653	61 746 454 158
charges immobilisées	973 789 866	748 491 440	523 193 014	297 894 588	73 213 000,00
immobilisations incorporelles			539 629 328	602 735 978	1 461 539 000
immobilisations corporelles	70 141 762 022	85 015 381 418	89 999 271 945	99 608 407 745	99 612 757 000
avances et acomptes versées sur immobilisations	277 152 385	512 043 454	1 236 280 557		
immobilisations financières	187 325 790	363 261 582	688 624 232	637 991 444	622 413 000
Total actif immobilisé AI	71 580 030 063	86 639 177 894	92 986 999 076	101 147 029 755	101 769 922 000
fonds de roulement net = RS – AI	3 943 404 590	-2 690 724 240	4 818 810 602	10 237 135 898	-40 023 467 842

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Figure 2: Evolution du fonds de roulement net global



Source : nous-mêmes sur la base des données du tableau du FRNG

5.1.1.2. Interprétation du FRNG

Le FRNG, positif en 2005 (3 943 404 590), s'est dégradé en 2006 (-2690664243) pour redevenir positif en 2007(4 818 810 602) et en 2008(10 237 135 898). En 2009, il devient largement négatif (-40 023 465 385).

Cela s'explique par le fait que les capitaux propres de la société se sont progressivement dégradés pour devenir largement négatifs en 2009 passant ainsi de 11 908 545 710 en 2005 à -23 744 822 707 en 2009. Tout ceci étant dû aux pertes énormes cumulées par la société ces dernières années. -12 381 383 327 en 2006 on est passé à -3 562 572 487 en 2007 puis -18 078 397 406 en 2008 et -15 831 312 000 en 2009.

Parallèlement on remarque que les investissements de la société se sont légèrement accrus. Les montants des actifs immobilisés passent ainsi de 71 580 030 063 en 2005 à 101 769 922 000 en 2009

5.1.1.3. Le Besoin de Financement Global (BFG)

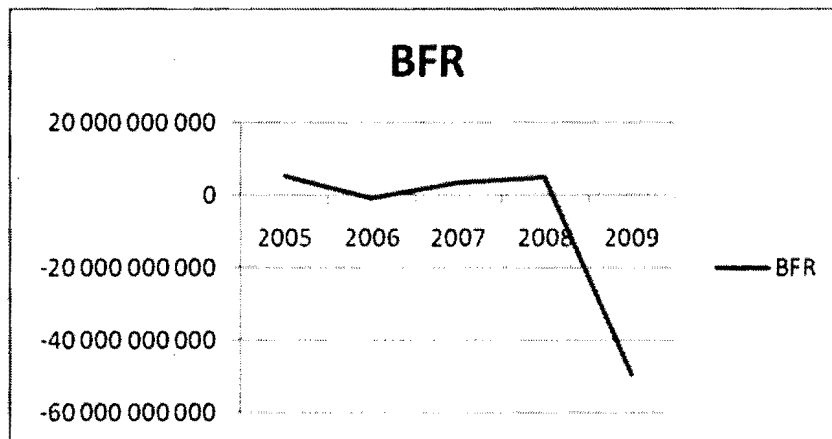
Le besoin de financement global est égal à la différence entre les actifs circulants et passifs circulants. Il se décompose en besoin de financement d'exploitation et en besoin de financement hors activités ordinaires.

Tableau 5: Le BFG

Postes	2005	2006	2007	2008	2009
actif circulant hors activité ordinaire	156 793 689	39 723 080	39 723 080	39 723 080	39 723 000
Stocks	4 255 785 371	3 997 392 858	4 573 367 170	12 725 985 403	14 271 415 000
créances et emplois assimilés	44 286 425 356	47 537 054 222	46 289 593 265	60 255 735 295	56 333 178 000
total actif circulant(1)	48 699 004 416	51 574 170 160	50 902 683 515	73 021 443 778	70 644 316 000
dettes circulantes et ressources assimilées HAO	1 278 224 718	819 113 278	2 641 076 120	5 150 891 920	1 962 395 000
clients avances recues			1 760 806 502	11 558 370 984	10 564 872 000
fournisseurs d'exploitation	28 868 490 923	38 720 218 921	22 587 821 738	26 340 072 803	41 475 661 000
dettes fiscales	7 807 960 886	6 682 973 341	13 880 690 584	18 036 532 847	20 691 774 000
dettes sociales	1 264 265 158	576 334 383	808 873 348	772 724 164	1 238 801 000
autres dettes	4 313 203 801	5 736 299 026	5 889 207 541	6 268 356 493	44 111 484 000
risques provisionnés					
total passif circulant(2)	43 532 145 486	52 534 938 949	47 568 475 833	68 126 949 211	120 044 987 000
Besoin en Fonds de Roulement BFR(1)-(2)	5 166 858 930	-960 768 789	3 334 207 682	4 894 494 567	-49 400 671 000

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers de 2005 à 2009

Figure 3 : Evolution du BFG



Source : nous-mêmes sur la base des données du tableau du BFR

5.1.1.4. Interprétation de besoin de financement global

La SBEE a eu un besoin de financement de plus de 5 milliards en 2005 avant de dégager en 2006 une ressource de financement. En 2007 et en 2008 elle a eu un besoin de financement tournant autour de 4 milliards pour dégager en 2009 une ressource de financement de près de 50 milliards.

Cela s'explique par le fait que les dettes circulantes de la société se sont accrues passant presque du simple au double. 68 126 949 211 en 2008 elles sont passées à 120 044 987 000 en 2009. Or dans le même temps les stocks et les créances de la société ont connu une baisse passant ainsi de 73 021 443 778 en 2008 à 70 644 316 000 en 2009.

Cette situation est due à une croissance des produits constatés d'avance et à une augmentation significative des charges d'intérêts de la société suite à un recours excessif de la société au financement par emprunt.

5.1.1.5. La Trésorerie Nette (TN)

Elle est calculée par la différence entre la trésorerie actif et la trésorerie passif.

Tableau 6: La TN (TA-TP)

	2005	2006	2007	2008	2009
trésorerie actif	3 877 009 317	3 580 227 943	8 180 777 528	8 191 350 784	10 596 390 000
(trésorerie passif)	-5 100 463 657	-5 310 183 394	-6 696 174 608	-2 848 709 453	-1 219 185 000
TN	-1 223 454 340	-1 729 955 451	1 484 602 920	5 342 641 331	9 377 205 000

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers de 2005 à 2009

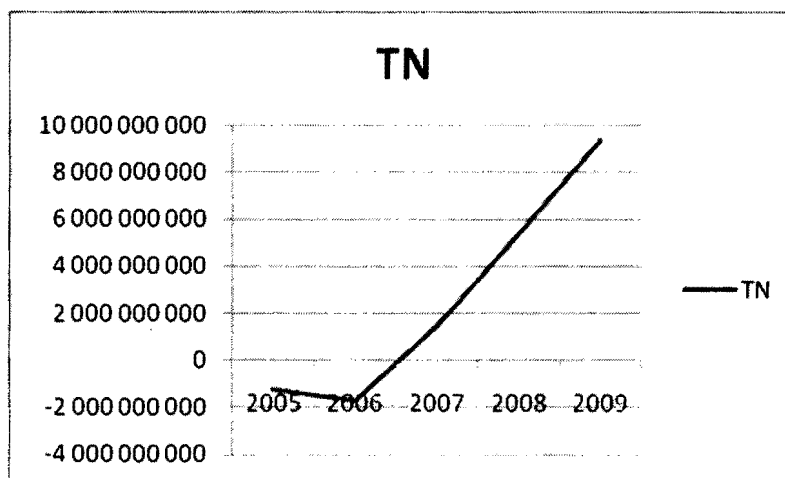
La trésorerie nette peut également être déterminée par la différence entre le fonds de roulement net global et le besoin de financement global.

Tableau 7: La TN (FR-BFR)

postes	2005	2006	2007	2008	2009
fonds de roulement net	3 943 404 590	-2 690 724 240	4 818 810 602	10 237 135 898	-40 023 467 842
(besoin de financement global)	5 166 858 930	-960 768 789	3 334 207 682	4 894 494 567	-49 400 671 000
trésorerie nette	-1 223 454 340	-1 729 955 451	1 484 602 920	5 342 641 331	9 377 203 158

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Figure 4: Evolution de la trésorerie nette



Source : nous-mêmes sur la base des données du tableau de la TN

5.1.1.6. : Interprétation de la Trésorerie Nette

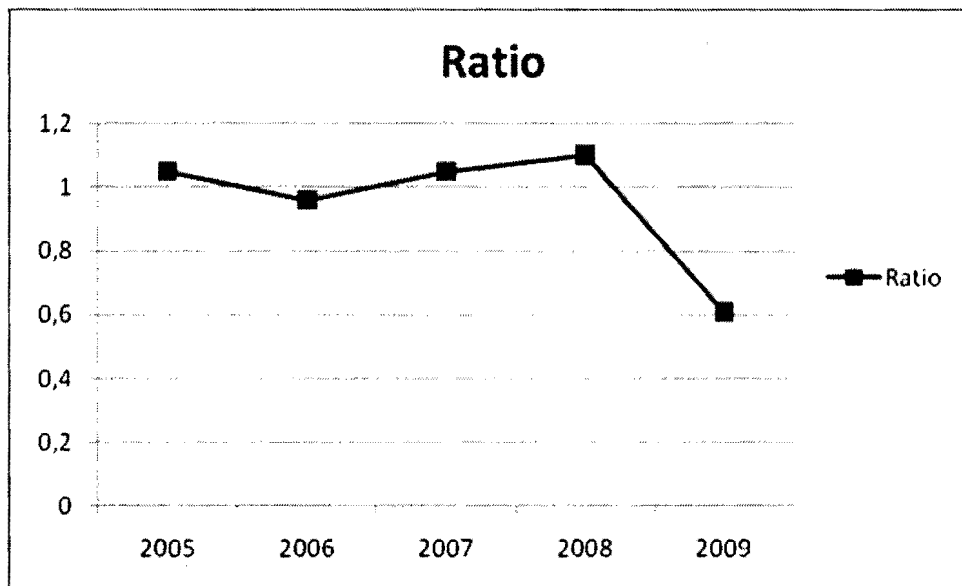
La Trésorerie Nette de la SBEE est positive au cours des trois derniers exercices c'est-à-dire de 1 484 602 920 en 2007, elle est passée à 5 342 641 331 en 2008 pour donner 9 377 205 000 en 2009. La SBEE semble donc avoir un équilibre financier. Toutefois quand on réalise qu'elle s'endette beaucoup et qu'elle réalise beaucoup de pertes cet équilibre semble n'est pas optimal. Cet équilibre financier s'explique par le fait de l'augmentation des charges d'intérêts à payer et des produits constatés d'avance qui viennent gonfler le passif circulant engendrant un BFR supérieur au FR et par conséquent une trésorerie positive.

5.1.2. Les ratios de structure financière

5.1.2.1. Le ratio de financement de l'immobilisation

Il représente le rapport entre les ressources durables et les emplois stables (confère tableau en annexe).

Figure 5: Evolution du ratio de financement de l'immobilisation



Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

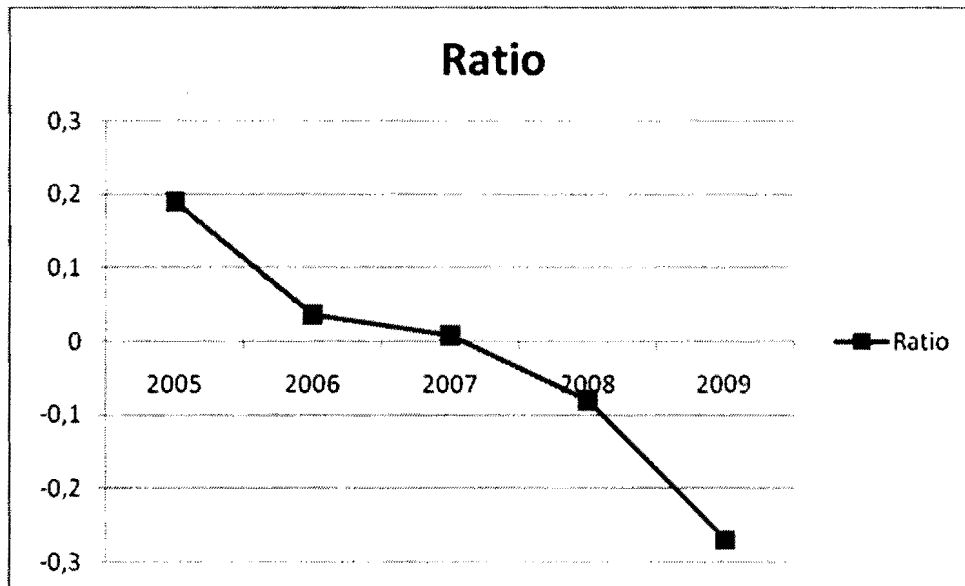
5.1.2.2. Interprétation du ratio de financement de l'immobilisation

Le ratio de financement de l'immobilisation tourne autour de 1 de 2005 à 2008. En 2009 il s'est dégradé pour devenir 0,61 en 2009 donc le fonds de roulement est négatif à cette période. Cela s'explique par le fait qu'en 2009 les ressources durables deviennent insuffisantes du fait de la dégradation poussée des capitaux propres de la société.

5.1.2.3. Ratio d'autonomie financière

Il représente le rapport entre les ressources propres et les ressources étrangères (confère tableau en annexe).

Figure 6: Evolution du ratio d'autonomie financière



Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

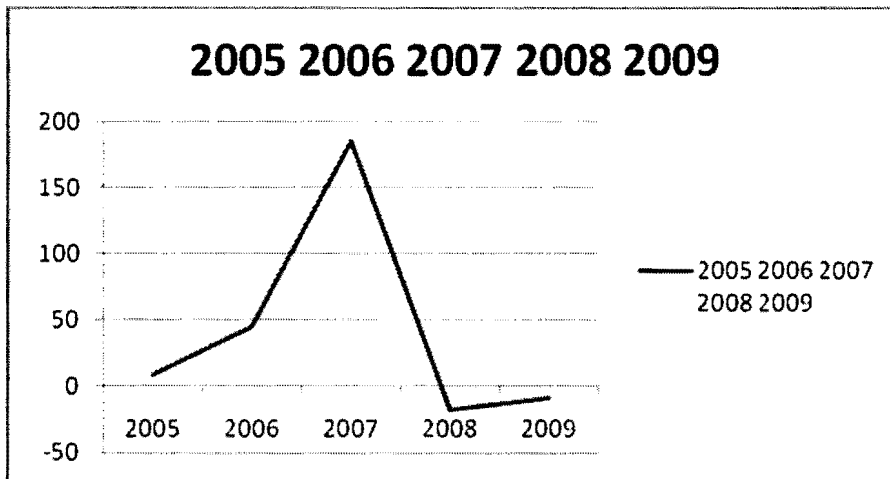
5.1.2.4. Interprétation du ratio d'autonomie financière

Le ratio d'autonomie financière s'est progressivement dégradé passant ainsi de 0,19 en 2005 à -0,28 en 2009. Cette situation est due à la dégradation devenue très poussée des capitaux propres imputable aux pertes énormes subies par la société et au fait que celle-ci fait recours à beaucoup d'emprunts pour augmenter la part des ressources étrangères dans sa structure financière. L'entreprise n'a pas d'autonomie financière.

5.1.2.5. Taux d'endettement global

Il s'obtient par le rapport emprunt et concours bancaires courants sur les capitaux propres (confère tableau en annexe)

Figure 7: Evolution du taux d'endettement global de 2005 à 2009



Source : nous-mêmes sur la base du tableau de l'évolution du taux d'endettement global

5.1.2.6. Interprétation du taux d'endettement global

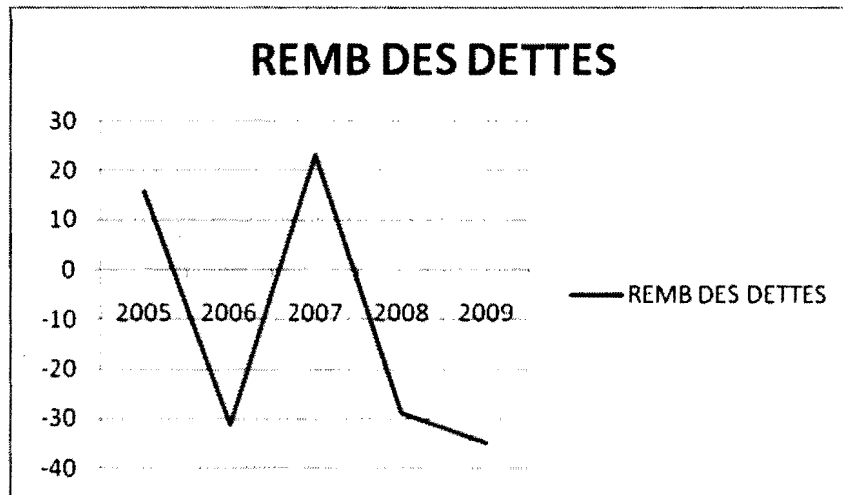
Le taux d'endettement de la société a été de 9,00 en 2005, 44 en 2006, près de 185 en 2007 il s'est ensuite dégradé en 2008 pour passer à - 0,19 en 2008 puis -0,28 en 2009. Cela s'explique par le fait que l'entreprise ces dernières années s'est trop endettée.

De 107 147 034 400 en 2005, les emprunts ont presque doublé en 2009 passant ainsi à 205 536 266 000 pendant que les capitaux propres se sont largement dégradés. Cela veut dire que l'entreprise fait trop recours à l'endettement pour financer ses activités.

5.1.2.7. Capacité de remboursement de la société

Nous allons l'apprécier à travers le rapport de l'endettement global sur la capacité d'autofinancement (confère tableau en annexe).

Figure 8: Evolution de la capacité de remboursement des dettes de 2005 à 2009



Source : nous-mêmes sur la base du tableau du remboursement des dettes

5.1.2.8. Interprétation de la capacité de remboursement des dettes de la SBEE

On remarque que l'endettement est très élevé, l'entreprise est surendettée, les capitaux propres de l'entreprise se sont totalement dégradés. L'entreprise de ce fait n'a pas de capacité de remboursement de ses dettes.

5.2. Analyse de la structure économique

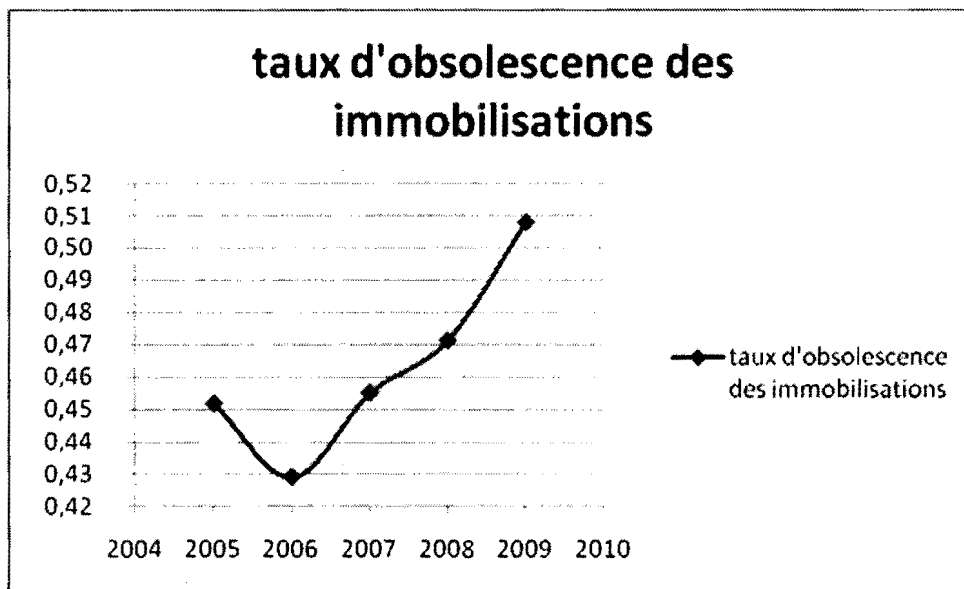
Nous allons nous atteler ici à présenter l'analyse de nos résultats relatifs au niveau d'obsolescence des immobilisations et à la productivité du travail.

5.2.1. Taux d'obsolescence des immobilisations

Il est calculé par le rapport total des amortissements sur le total des immobilisations amortissables brutes.

Le degré d'obsolescence de l'ensemble des immobilisations de la Société Béninoise d'Energie Electrique se résume dans le tableau figurant en annexe.

Figure 9: Evolution du degré moyen de vieillissement des immobilisations



Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

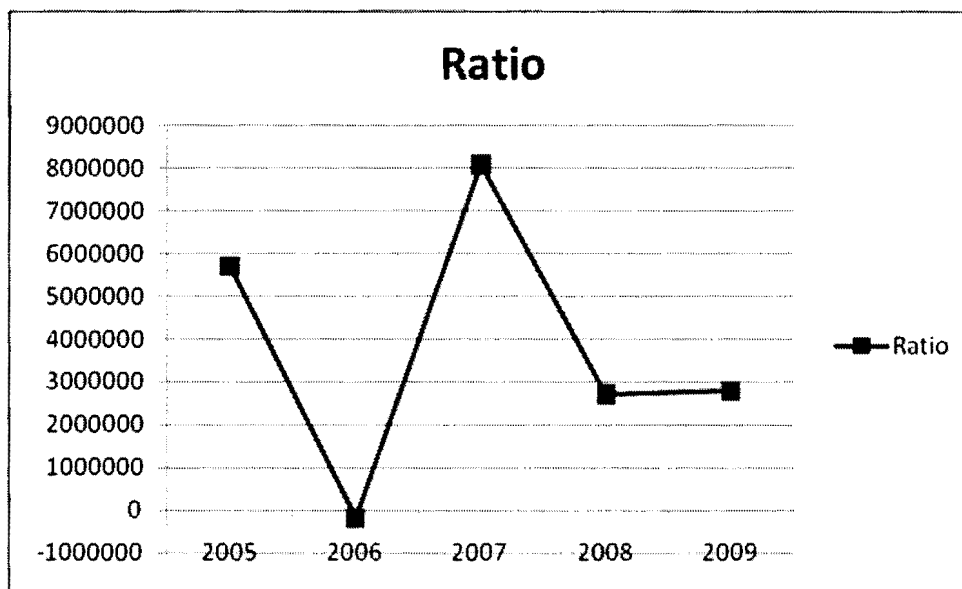
5.2.2. Interprétation du taux d'obsolescence des immobilisations

Les immobilisations de la SBEE se sont amorties à un taux avoisinant 40% de leurs valeurs d'origine. Cela est dû au fait que les immobilisations de la société ne sont pas encore à un niveau élevé de vieillissement. Donc le potentiel de production est encore satisfaisant.

5.2.3. Ratio de productivité du personnel

Il représente le rapport entre la valeur ajoutée et l'effectif de la société (confère tableau en annexe).

Figure 10: productivité du personnel de 2005 à 2009



Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

5.2.4. Interprétation du ratio de productivité du personnel

La productivité du personnel, qui était de près de 6 000 000 en 2005, s'est dégradée en 2006 (- 1866666) pour s'améliorer en 2007 (8 072 407). En 2008, cette productivité s'est encore dégradée pour devenir 2 703 478 pour légèrement s'améliorer en 2009 (2 784 676). La dégradation de la richesse créée est à l'origine de la baisse de la productivité.

5.3. Analyse de l'activité

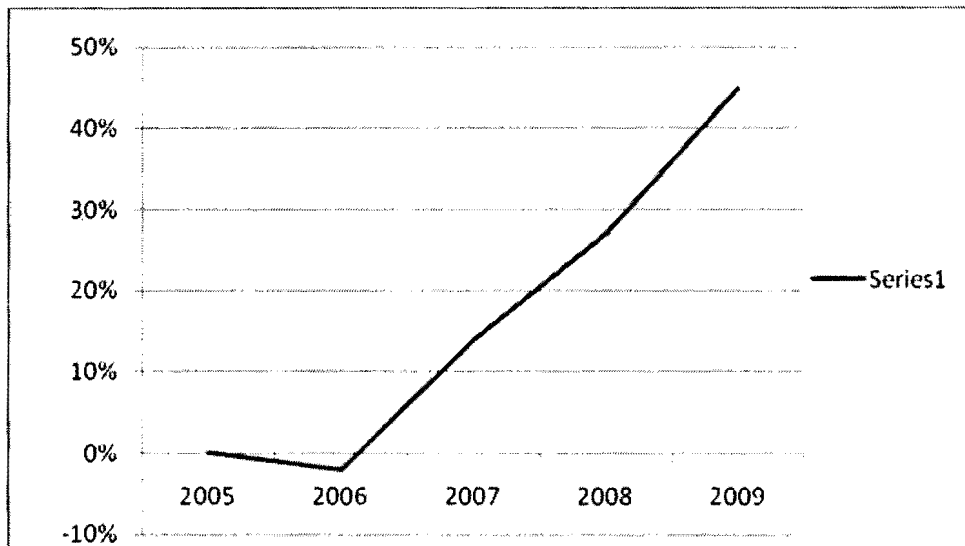
Les ratios d'activité mesurent les performances réalisées par l'entreprise sur plusieurs exercices.

Notre étude portera sur l'analyse du chiffre d'affaires, de la valeur ajoutée et de l'excédent brut d'exploitation de la société.

5.3.1. Le taux de croissance du chiffre d'affaires

L'évolution du taux de croissance du chiffre d'affaires se présente de la manière suivante (confère tableau en annexe) :

Figure 11: Evolution du taux de croissance du CA de 2005 à 2009



Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

5.3.2. Interprétation du CA

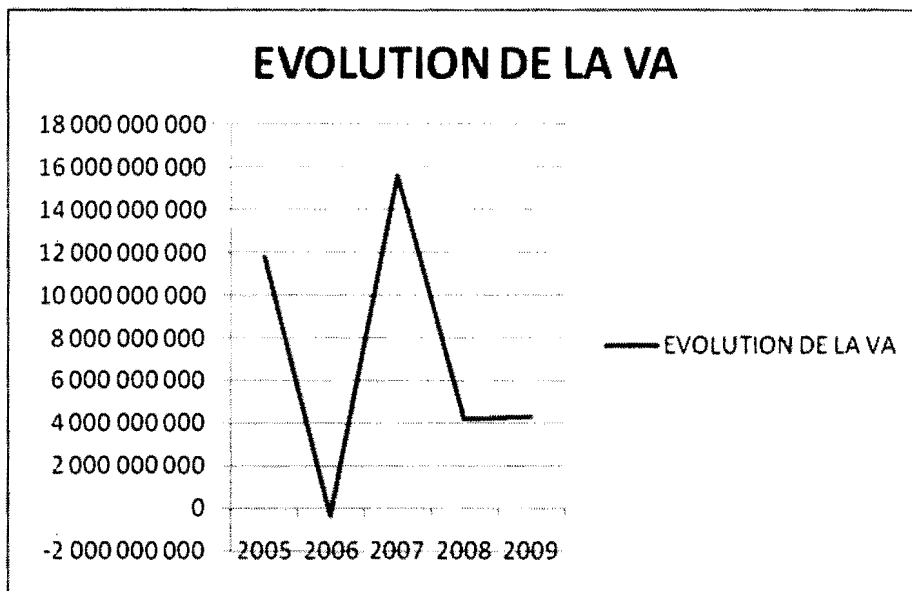
Le CA de la SBEE a connu une augmentation sur toute la période passant ainsi de 51819000000 en 2005 à 74860217000 en 2009 soit près de 45%.

Cela s'explique par le monopôle que détient la SBEE dans la distribution de l'énergie au Bénin. Il est également dû à l'accroissement du niveau de la consommation moyenne par client. Il passe de 1,190 en 2005 à 1,352 en 2008 puis à près de 1,5 en 2009 (selon le rapport des activités commerciales de la société).

5.3.3. La valeur ajoutée (VA)

(voir tableau en annexe)

Figure 12: Evolution de la VA de 2005 à 2009



Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

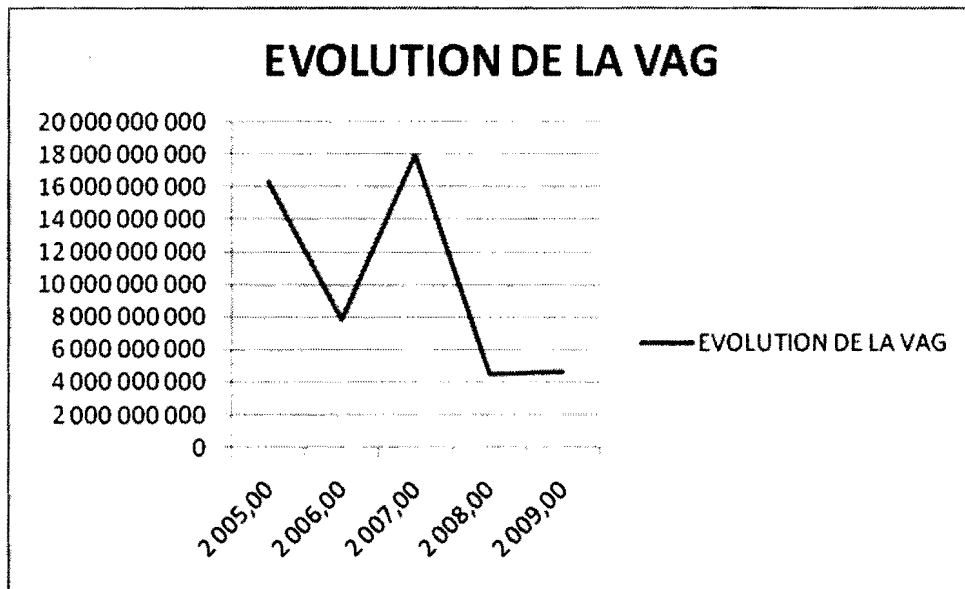
5.3.4. Interprétation de la VA

La valeur ajoutée qui était de près de 12 milliards en 2005 a chuté à -382 293 075 en 2006. En 2007, elle va s'améliorer pour passer à plus de 15 milliards avant de chuter à nouveau à un peu plus de 4 milliards en 2008 et en 2009. La SBEE a des difficultés de création de richesse. Cela est dû au fait des marges sur matières premières faibles dégagées (le prix des matières flambent et ne sont automatiquement répercutés sur le prix du kwh puisque ce prix est administré) et à un niveau faible des produits d'exploitation notamment des produits accessoires et à l'absence de subventions d'exploitation au cours des exercices 2005, 2008 et 2009.

5.3.5. La Valeur Ajoutée Globale (VAG)

(Voir tableau en annexe)

Figure 13: Evolution de la VAG



Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Tableau 8 : Répartition de la richesse créée

	personnel	prêteurs	Etat	Entreprise et associés	total VAG
VAG 2005	6 879 977 477	2 463 145 520	255 977 487	6 733 732 959	16 332 833 443
pourcentage 2005	0,42	0,15	0,02	0,41	1,00
VAG 2006	7 160 512 321	4 588 692 595	377 510 500	-4 268 123 637	7 858 591 779
pourcentage 2006	0,91	0,58	0,05	-0,54	1,00
VAG 2007	7 089 668 193	4 148 681 885	445 253 276	6 276 218 357	17 959 821 711
pourcentage 2007	0,39	0,23	0,02	0,35	1,00
VAG 2008	6 476 898 877	4 115 005 545	492 420 018	-6 571 340 097	4 512 984 343
pourcentage 2008	1,44	0,91	0,11	-1,46	1,00
VAG 2009	7 894 492 000	2 115 970 000	561 452 000	-5 873 909 000	4 698 005 000
pourcentage 2009	1,68	0,45	0,12	-1,25	1,00

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

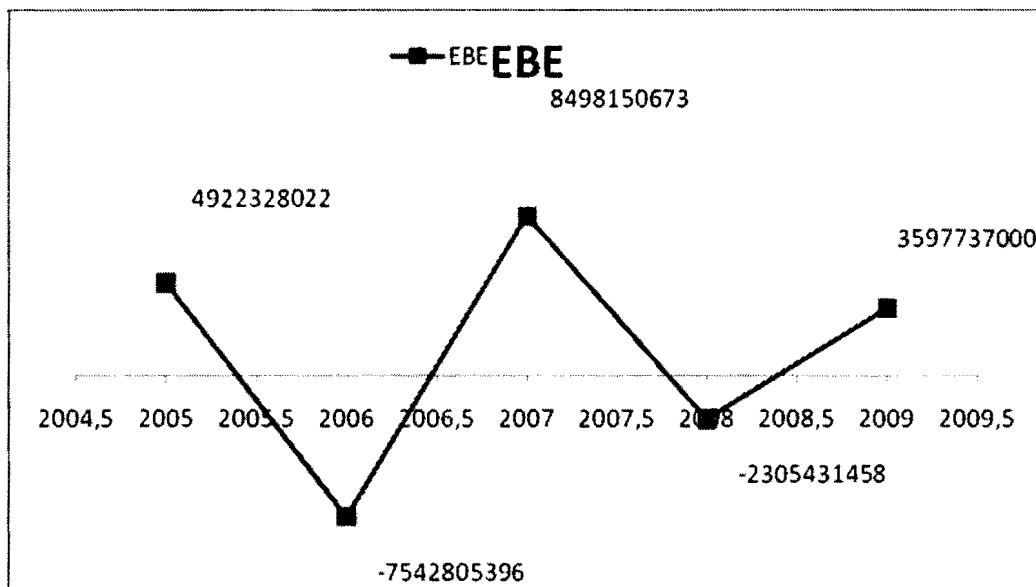
5.3.6. Interprétation de la VAG et de sa répartition

La richesse globale créée passe de 16 332 833 443 en 2005 à 6 181 306 669 en 2009. Nous constatons qu'en 2009 toute la richesse créée ne parvient même pas à couvrir les salaires, l'entreprise n'a généré aucune ressource nouvelle (CAF négative) Cette situation est due à la dégradation de la valeur ajoutée au fil des exercices. D'après le tableau de répartition de la VAG il faut noter que la SBEE consacre une part importante de sa richesse créée au paiement des salaires.

5.3.7. L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE)

(Voir tableau en annexe)

Figure 14: Evolution de l'EBE de 2005 à 2009



Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

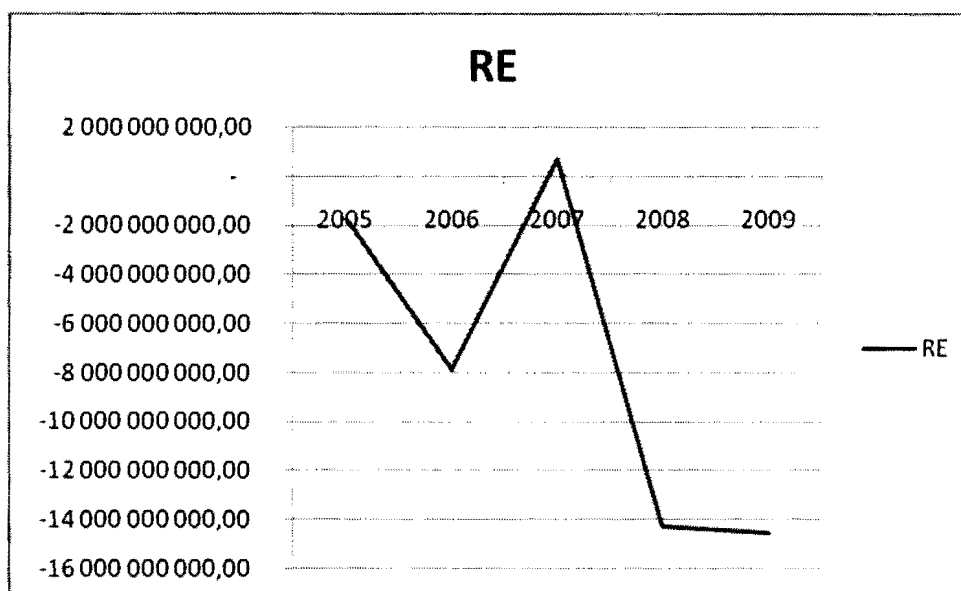
5.3.8. Interprétation de l'EBE

La SBEE a enregistré des résultats économiques positifs au cours des années 2005, 2007 et 2009. Cela s'explique par le fait que la valeur ajoutée secrétée par l'exploitation au cours de ces trois exercices a permis de couvrir les charges de personnel. Tandis que ceux dégagés en 2006 (-7542805396) et en 2008 (-2305431458) montrent que la richesse créée ne permet pas de couvrir les charges de personnel. Une année sur deux l'EBE est négatif, même en 2009 où il est positif, rapporté au chiffre d'affaires on constate qu'il est extrêmement faible. L'entreprise n'a pas une bonne situation économique.

5.3.9. Le Résultat d'Exploitation (RE)

(Voir tableau en annexe)

Figure 15: Evolution du RE



Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

5.3.10. Interprétation du RE

Le résultat d'exploitation est passé de -1 749 821 030 en 2005 à -14 546 801 000 en 2009. Ceci est dû à l'évolution en dent de scie de l'excédent brut d'exploitation et du niveau élevé de la dotation aux amortissements (de 6 874 226 511 en 2005 à 11 091 477 000 en 2009) contre un niveau relativement bas des reprises de provision et transferts de charge.

5.4. Analyse de la rentabilité financière

Il s'agira pour nous ici de présenter ici les résultats qui regroupent la rentabilité financière après avoir passé en revue la rentabilité économique

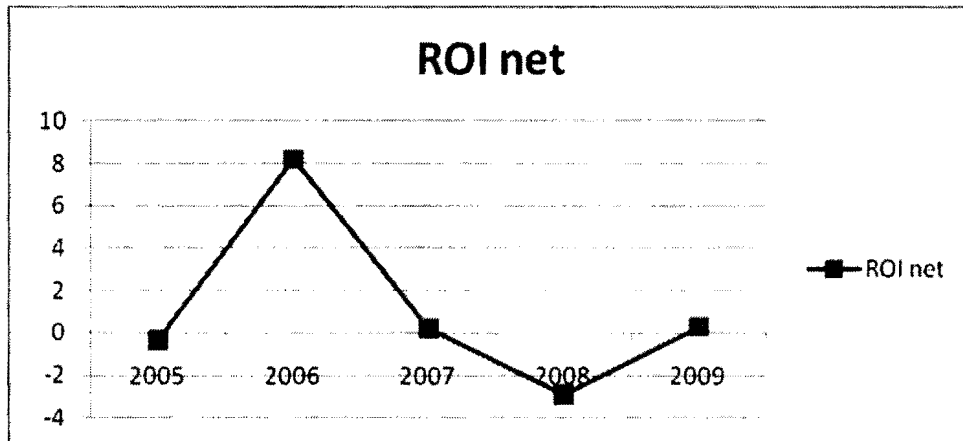
5.4.1. La rentabilité économique

Nous présenterons ici les résultats liés à la rentabilité économique brute et à la rentabilité économique nette.

5.4.1.1. Evolution de la rentabilité économique nette (ROI net)

C'est un ratio désignant le rapport entre le résultat d'exploitation duquel on a retiré les impôts et le montant de l'actif nécessaire à la réalisation de ce résultat (voir tableau en annexe).

Figure 16: Evolution de la rentabilité économique nette

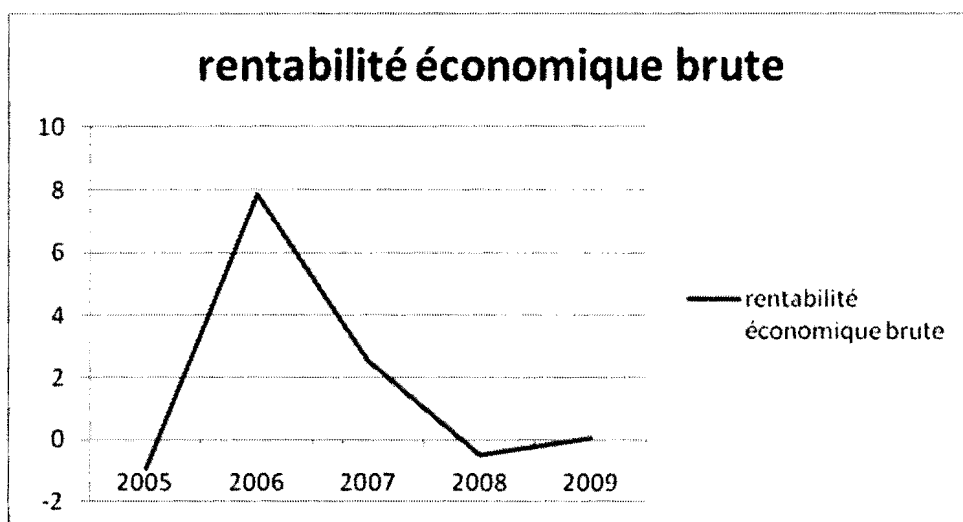


Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

5.4.1.2. Evolution de la rentabilité économique brute (ROI brut)

Il s'agit d'un ratio désignant l'excédent brut d'exploitation et le montant de l'actif économique (voir tableau en annexe).

Figure 17: Evolution de la rentabilité économique brute

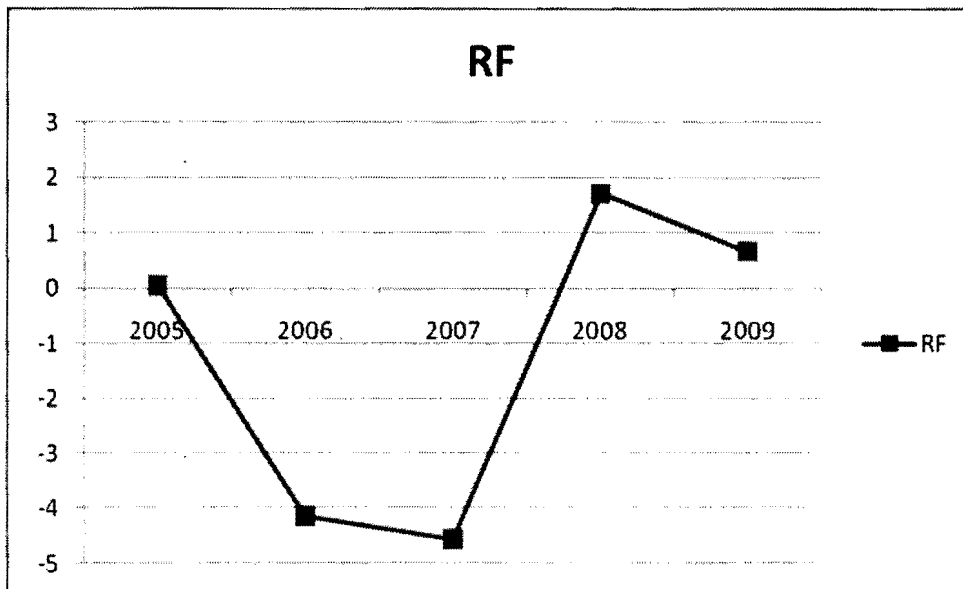


Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

5.4.2. La rentabilité financière (RF)

Elle mesure la rémunération globale des capitaux propres. Elle se détermine par le rapport entre le résultat net et les capitaux propres (voir tableau en annexe).

Figure 18: Evolution de la rentabilité financière



Source ; nous-mêmes sur la base des états financiers

5.4.3. Analyse des ratios de rentabilité économique et financière

Au regard des ratios de rentabilité calculés, il faut retenir globalement que la SBEE n'est pas rentable. Sa rentabilité économique est très faible voire même critique. Cette situation est due à une faible création de richesse de la société, à une forte concentration de la richesse créée au personnel et par conséquent à un faible excédent brut d'exploitation. La SBEE n'est pas également rentable financièrement. En effet La SBEE a subi des pertes importantes durant ces trois derniers exercices qui ont été amplifiées par l'incidence d'un endettement très élevé qui a grevé la rentabilité financière.

Cette situation s'explique par la perte des capitaux propres qui est la conséquence des pertes énormes enregistrées au cours des derniers exercices, à un recours excessif à l'endettement et à la faible productivité du personnel.

5.5. Analyse de l'exploitation

Nous allons présenter dans cette partie les résultats relatifs à la liquidité et à la solvabilité de la SBEE.

5.5.1. Ratios de liquidité et de solvabilité

Pour étudier la liquidité, le degré d'endettement et de solvabilité de la SBEE, nous étudierons une série de ratios élaborée à partir des grandeurs du bilan fonctionnel.

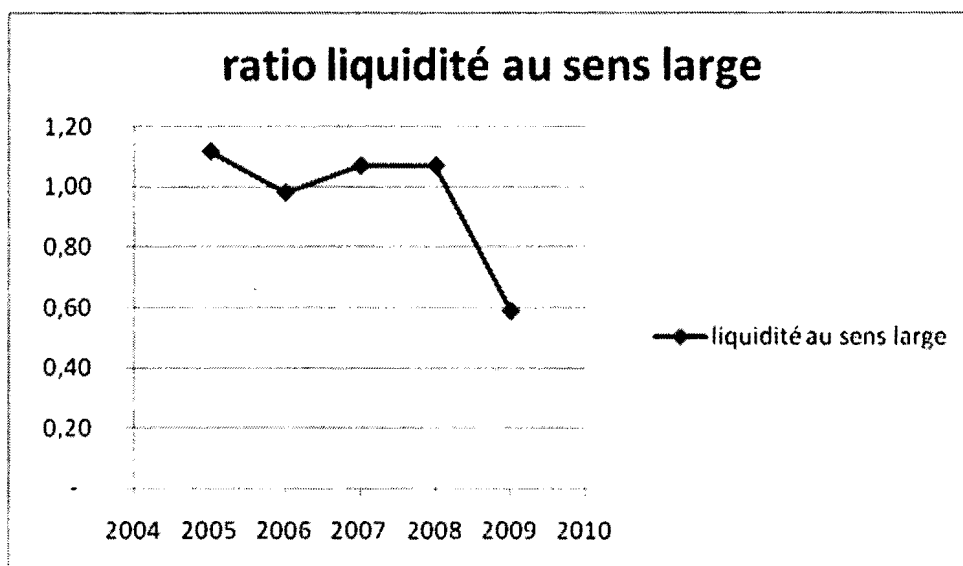
5.5.1.1. Ratios de liquidité

Les ratios de liquidité mettent en évidence l'aptitude d'une entreprise à faire face à ses dettes à court terme. Pour ce faire, on met en rapport des éléments de l'actif cyclique avec les dettes à court terme.

5.5.1.1.1. Ratio de liquidité au sens large

Encore appelé « current ratio », il représente la couverture des fonds de tiers à court terme par les actifs circulants (voir tableau en annexe).

Figure 19: Evolution du ratio de liquidité au sens large

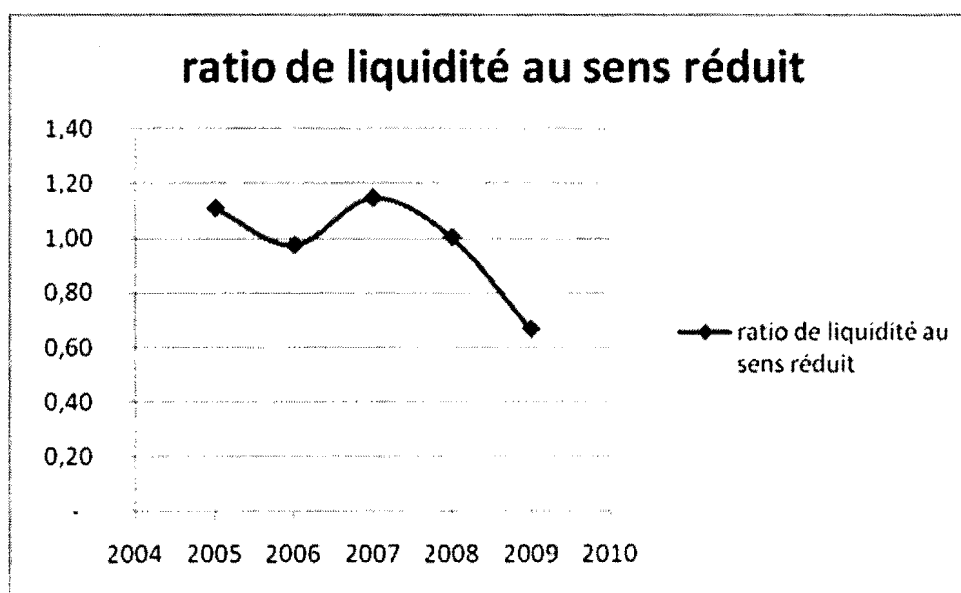


Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

5.5.1.1.2. Ratio de liquidité réduite

Encore appelé « acid ratio » il est égal au rapport de l'actif circulant (à moins d'un an) hors stocks à l'exigible à court terme (voir tableau en annexe). Il exprime la liquidité de l'entreprise en excluant les stocks. (Verminem 2011,267)

Figure 20: Evolution du ratio de liquidité réduite

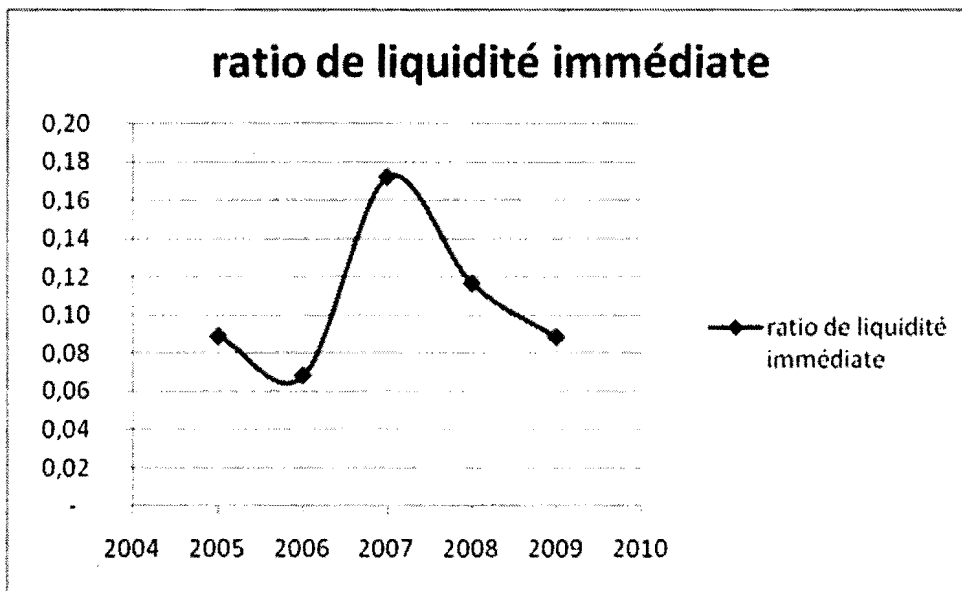


Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

5.5.1.1.3. Ratio de liquidité immédiate

Encore appelé « quick ratio », ce ratio montre dans quelle mesure les liquidités de l'entreprise permettent de payer l'ensemble des dettes à court terme (voir tableau en annexe).

Figure 21: Evolution du ratio de liquidité immédiate



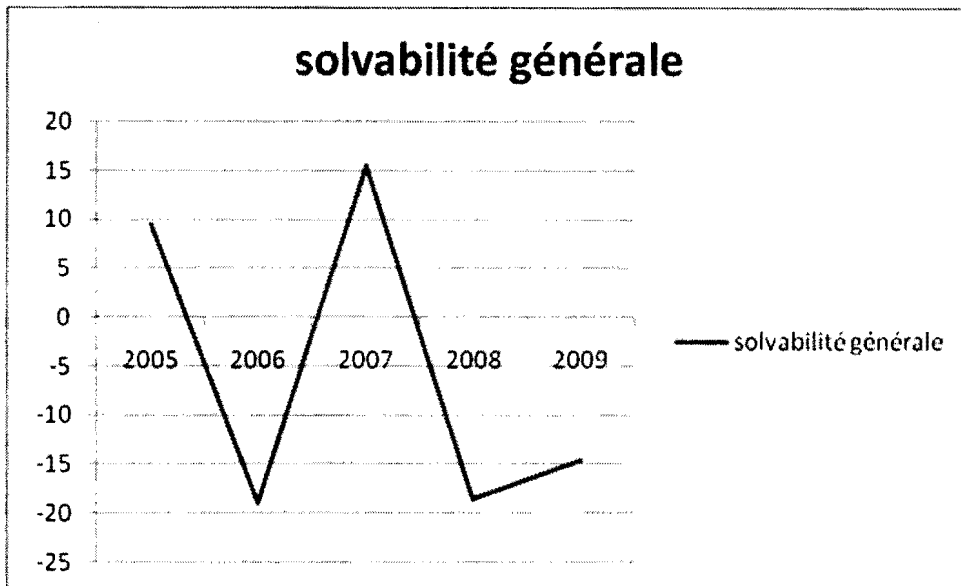
Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Pour nous assurer toujours de la liquidité de la SBEE nous allons déterminer les flux de trésorerie sur les opérations de gestion :

5.5.1.2. Ratio de solvabilité

La solvabilité concerne la capacité de l'entreprise à faire face à l'ensemble de ses engagements financiers. Les ratios de solvabilité permettent de mesurer le degré d'endettement de l'entreprise (voir tableau en annexe).

Figure 22: ratio de solvabilité générale



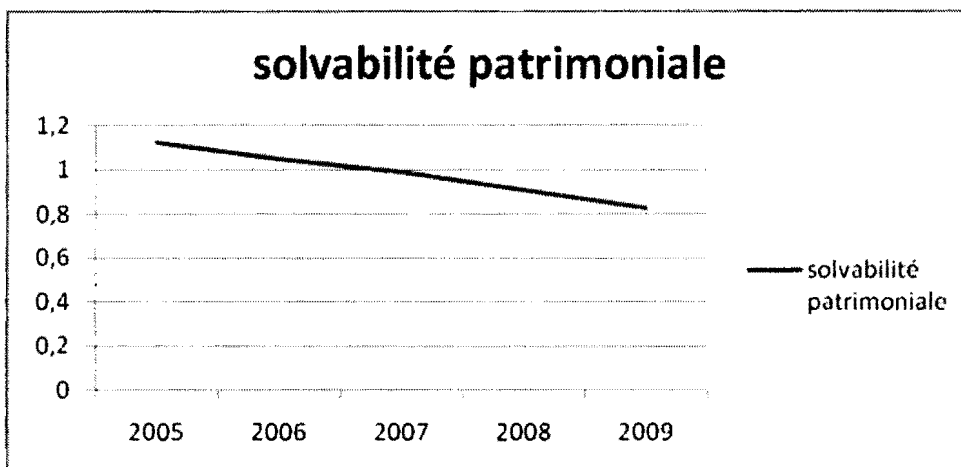
Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Nous allons à la suite de ce ratio de solvabilité nous intéresser au ratio de solvabilité patrimoniale

5.5.1.3. Ratio de solvabilité patrimoniale

Il s'obtient par la différence entre les actifs réels et les dettes contractées par l'entreprise (voir tableau en annexe).

Figure 23: Evolution du ratio de solvabilité patrimoniale de 2005 à 2009



Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

5.5.2. Analyse des ratios de liquidité et de solvabilité

5.5.2.1. Analyse des ratios de liquidité

L'analyse des ratios de liquidité générale et de liquidité réduite montrent que la SBEE à l'étape actuelle ne peut pas faire face à ses engagements à court terme. De plus de 1,1 en 2005, les ratios de liquidité générale et de liquidité réduite passent à 0,6 en 2009. Plus loin grâce à l'ETOG déterminée on réalise que la SBEE n'est pas liquide.

5.5.2.2. Analyse du ratio de solvabilité

L'analyse du ratio de solvabilité générale montre que la SBEE n'est pas solvable. Ceci s'explique par l'évolution en dents de scie de sa capacité d'autofinancement globale (positive en 2005, elle devient négative en 2006 pour redevenir positif en 2007. En 2008 puis en 2009 elle redevient négative). La SBEE ne peut donc pas faire face à ses engagements financiers.

L'analyse du ratio de solvabilité patrimoniale montre que les capacités de la SBEE en 2005 à faire face à ses dettes après avoir liquidité ses actifs ne sont plus les mêmes. La SBEE n'est donc plus capable même après avoir liquidité tous ses actifs de faire face entièrement à ses dettes.

5.6. Analyse des flux financiers

L'étude du bilan et du compte de résultat doit être complétée par une analyse des flux financiers ayant conduit à la formation de ce patrimoine ou de ce résultat. C'est l'analyse des flux qui permettra de décrire les évolutions entre les états périodiques que sont les bilans successifs.

L'ensemble des actions menées par une entreprise induit spontanément, ou à retardement, une entrée ou une sortie de trésorerie. Il apparaît donc qu'interviennent ou non des décalages entre les flux d'opérations et les flux de trésorerie. L'analyse des flux a pour objet la description de ces phénomènes dynamiques : flux d'opérations, mouvements de

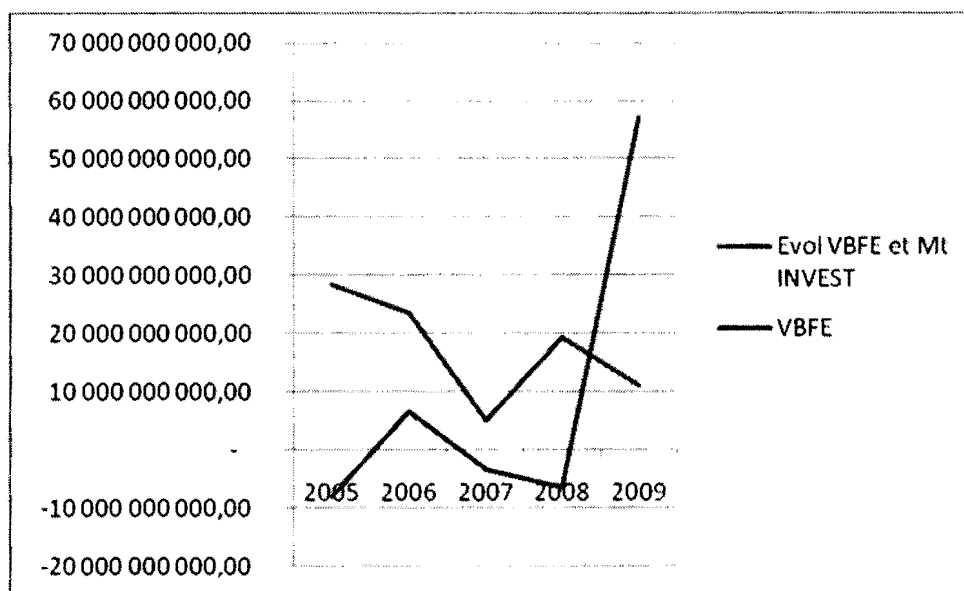
trésorerie et décalages dus au passage entre flux d'opérations et mouvements de trésorerie. L'analyse des flux économiques se fera au moyen du TAFIRE.

Le TAFIRE renseigne sur la capacité de l'entreprise à générer des ressources et sur l'emploi qu'elle en a fait. Le TAFIRE est un instrument d'analyse privilégié des performances et de la politique financière de l'entreprise. Il représente un miroir de la stratégie suivie par l'entreprise. Il permet d'apprécier deux aspects majeurs de la politique générale de l'entreprise : sa politique d'investissement et sa politique de financement

5.6.1. Analyse de la politique d'investissement de la SBEE

Le *TAFIRE* livre une information que ni le résultat ni le bilan ne révèle : le montant des investissements en immobilisation (voir tableau en annexe).

Figure 24: Evolution du montant des investissements et de la variation du BFE



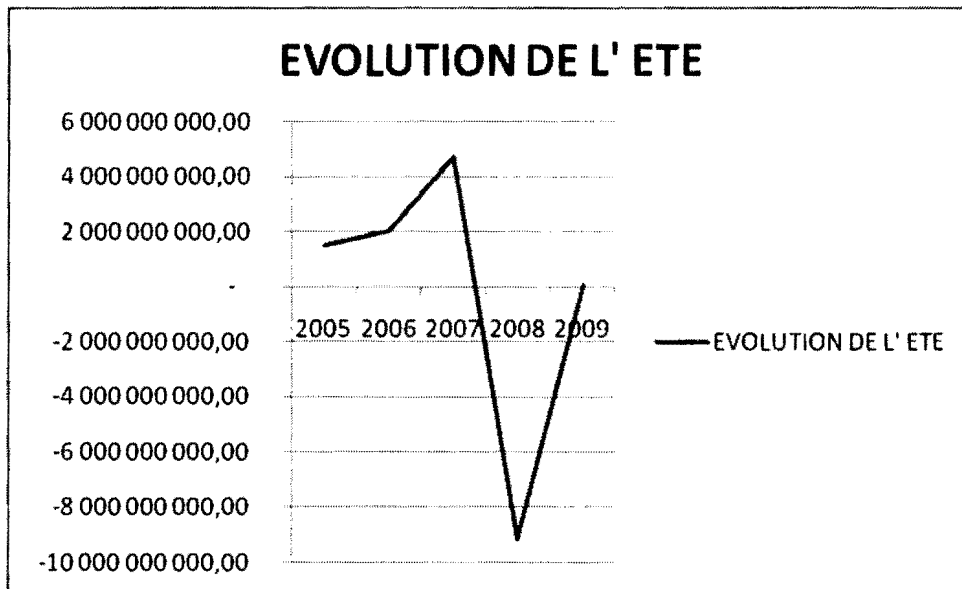
Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

5.6.2. Interprétation de l'analyse de la politique d'investissement de la SBEE

Au cours de ces derniers exercices la SBEE n'a pas beaucoup investi. Ainsi le taux de vieillissement des immobilisations de la SBEE n'est pas encore critique.

5.6.3. Evolution de l'ETE (confère les états financiers en annexe)

Figure 25: Evolution de l'ETE



Source : nous –mêmes sur la base des états financiers

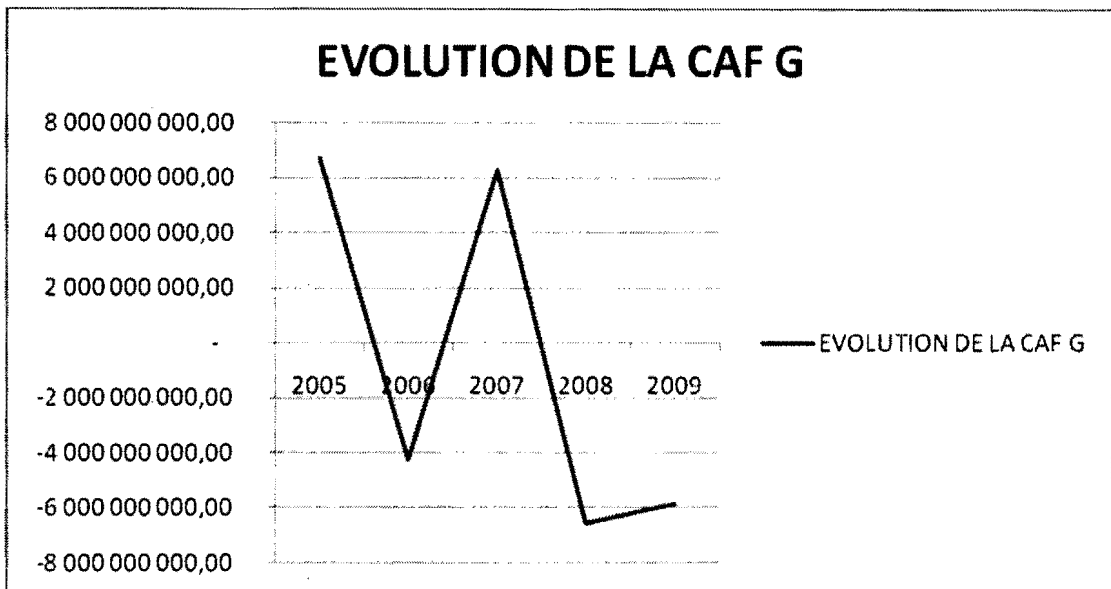
5.6.4. Interprétation de l'ETE

L'ETE dégagé en 2009 est extrêmement faible au point où il ne peut permettre à la SBEE de faire face à la fois à ses charges financières, rembourser ses emprunts et s'acquitter de ses obligations fiscales.

5.6.5. Analyse de la politique de financement de la SBEE

Le TAFIRE permet d'abord d'apprécier la contribution de chaque modalité de financement à la croissance de l'entreprise : autofinancement, apport en capital, endettement. En particulier, l'autofinancement ressort clairement de ce tableau alors qu'il est occulté au passif du bilan.

Figure 26: Evolution de la Capacité d'Autofinancement Global (CAFG)



5.6.6. Interprétation de l'analyse de la politique de financement de la SBEE

L'analyse de l'évolution de la CAFG montre que la SBEE fait plus recours à l'emprunt dans le financement de ses activités.

Ce chapitre nous a permis d'une part d'analyser l'exploitation et les flux financiers à travers les ratios d'exploitation, de liquidité et de solvabilité mais aussi d'analyser la politique d'investissement et de financement de la SBEE. Ce chapitre nous a enfin permis d'avoir une connaissance des éléments qui influent de façon significative sur la rentabilité financière de la SBEE.

Le chapitre suivant sera consacré à l'analyse des déterminants de la rentabilité financière, à la formulation des recommandations en vue d'une amélioration de la situation financière de la société.

Chapitre 6 : Analyse des déterminants de la rentabilité financière et recommandations

La présentation et l'analyse de nos résultats nous a permis de mieux comprendre la situation économique et financière de la SBEE. Conformément à notre modèle d'analyse, ce chapitre sera consacré à l'analyse des facteurs influant de façon significative sur la rentabilité financière de la SBEE, aux recommandations et à leurs mis en œuvre.

6.1. Analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE

Au regard de l'évaluation de la rentabilité financière, plusieurs facteurs influent de façon significative sur la détermination du résultat net de la société

Nous présenterons dans cette section d'une part l'analyse les déterminants de la rentabilité financière et d'autre part la synthèse et la vérification des variables précédemment citées dans le modèle d'analyse.

6.1.1. La création de richesse

La richesse créée qui était de plus de 11 milliards en 2005 a chuté à un peu plus de 4 milliards en 2009. Cette baisse de création de richesse est imputable non seulement à l'absence de subventions d'exploitation au cours des exercices 2005, 2008 et 2009 mais également à la flambée des prix de matières premières, principalement le gazoil.

Le taux de la valeur ajoutée, donc l'indicateur de la création de richesse a chuté de plus de 63% par rapport à 2005, pendant que le chiffre d'affaires de la société s'est accru de près de 45% en 2009 par rapport à 2005. Les charges de consommation intermédiaires qui sont réputées pour l'essentiel variables, donc devant évoluer dans les mêmes proportions que l'activité de l'entreprise, n'ont pas été maîtrisées. Ce dérapage doit être analysé de façon fine pour permettre d'identifier les causes, même si à première vue il semble résulter d'un défaut de maîtrise des charges. La valeur ajoutée en 2009 est très faible parce qu'elle ne couvre pas les charges de personnel. En conséquence l'EBE qui représente la performance économique de la SBEE est négatif en 2008 puis en 2009 pour plus de -2milliards. Les charges de personnel semblent également très élevées et représentent près du double de la valeur ajoutée globale qui est l'indicateur de toute la richesse créée par l'entreprise. La

capacité d'autofinancement globale qui est la ressource annuelle générée par l'entreprise grâce à ses opérations de gestion est négative en 2009, ce qui veut dire que la SBEE n'a généré aucune ressource nouvelle en 2009 de par sa gestion. Tous ces indicateurs expliquent l'état de dégradation de la rentabilité financière de la SBEE.

6.1.2. La politique d'endettement

Le fonds de roulement permettant de couvrir le besoin en fonds de roulement, l'équilibre financier de la SBEE est assuré de 2007 à 2009. Toutefois l'on s'aperçoit aisément que le niveau de la trésorerie passif est marginal par rapport au montant du besoin en fonds de roulement. Il convient de relever la forte baisse du fonds de roulement en 2009. L'équilibre financier n'a été donc maintenu que grâce à la bonne gestion du BFR, au fort taux d'endettement de la SBEE. L'autonomie financière qui était déjà critique en 2005 s'est largement dégradée en 2009. Les capitaux propres se sont progressivement dégradés voire absorbés par les pertes cumulées au cours des derniers exercices. L'entreprise est fortement endettée et sa capacité de remboursement est faible voire inexistante. Le poids de cet endettement s'est traduit par des frais financiers très élevés (plus de 2 milliards en 2009) qui ont une conséquence directe sur la rentabilité financière de la SBEE.

6.1.3. La liquidité

L'étude de la liquidité de la SBEE a été fait par le calcul et l'analyse de certains ratios à savoir : le ratio de liquidité au sens large, le ratio de liquidité réduite et le ratio de liquidité immédiate.

Des résultats de nos analyses, il ressort que les ratios de liquidité de la SBEE sont faibles. La situation est encore plus grave lorsqu'on analyse la courbe de la liquidité immédiate ou les ratios tendent pratiquement vers zéro.

La SBEE n'est donc pas liquide.

6.1.4. La solvabilité

Une entreprise est solvable lorsqu'elle peut faire face à l'ensemble de ses engagements en liquidant l'ensemble de ces actifs, c'est-à-dire en cas d'arrêt de l'exploitation et de mise en vente de tous ses actifs.

Il ressort des résultats de nos analyses que la SBEE est très endettée, elle accumule d'énormes pertes, elle n'a pas une capacité d'autofinancement. Les ratios de solvabilité calculés montrent que la SBEE n'est pas solvable vis-à-vis de ses fournisseurs et que même si elle arrive à liquider tous ses actifs, elle ne pourrait faire face entièrement à ses engagements.

6.1.5. La qualité des dirigeants

La SBEE étant une entreprise publique, elle est dirigée par des gestionnaires qui n'en sont pas les propriétaires, et qui ne sont là que pour des contrats politiques. En tenant compte de la nature égoïste de l'homme, aucun gestionnaire d'une entreprise publique ne va diriger la firme aussi efficacement comme un propriétaire-gérant l'aurait fait s'il s'agissait de sa propre entreprise. Ce problème n'existerait pas si les citoyens, les propriétaires (principaux) des entreprises publiques, pouvaient parfaitement surveiller les gestionnaires des dites entreprises publiques.

Cependant, vu qu'il est intrinsèquement difficile à vérifier si la piètre performance des entreprises est due à un manque d'implication personnelle de la part des gestionnaires ou aux circonstances indépendantes de leur contrôle. Les citoyens en tant qu'individus ne sont pas incités à surveiller de près les gestionnaires des entreprises publiques, et ils n'ont en pas les moyens d'ailleurs

Ainsi, à titre individuel, les citoyens n'ont aucune incitation à surveiller les gestionnaires des entreprises publiques, ce qui signifie qu'en fin de compte, personne ne les surveille. Tout ceci n'est pas sans conséquence sur la rentabilité financière de la SBEE.

6.1.6. Le monopôle de distribution

La question de la rentabilité pour un monopole, qui plus est public, est une question complexe. Trop élevée elle est jugée comme la marque d'un abus de position dominante, trop faible elle peut être considérée comme la marque soit d'une inefficacité, souvent préjugée pour une entreprise publique, voire d'un subventionnement implicite par la puissance publique, soit de pratiques commerciales déloyales (vente à perte), par exemple par les concurrents proposant d'autres énergies.

Analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE

Dans notre cas la SBEE dispose du monopôle de distribution de l'énergie, ce qui explique l'accroissement remarquable du taux du chiffre d'affaires au cours de ces cinq dernières années. Ceci a un impact sur le résultat dégagé par la SBEE et par conséquent sur la rentabilité financière de celle-ci.

De tout ce qui précède, il convient de noter en conclusion que l'analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE révèle des forces et faiblesses que nous présentons dans le tableau de synthèse ci-après :

Tableau 32 : Synthèse du diagnostic économique et financier de la SBEE

Synthèse du diagnostic économique et financier de la SBEE	
Points forts	Points faibles
<ul style="list-style-type: none">- Environnement favorable ;- Trésorerie positive ;- Matériel d'équipement et d'exploitation peu vieillissant.	<ul style="list-style-type: none">- Résultats déficitaires sur trois exercices successifs ;- Chiffre d'affaire en faible progression ;- Très faible création de richesse ;- rentabilités économique et financière faibles voire négatives ;- pertes de capitaux propres;- entreprise surendettée sans capacité de remboursement ;- Dettes financières considérables ;- L'entreprise n'est pas liquide;- Insolvable ;- Manque de productivité du personnel ;- L'EBE qui est une performance ;- Pas de capacité d'autofinancement ;

Source : réalisé par nous-mêmes sur la base des états financiers

Synthèse

L'analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE laisse apparaître une entreprise fragilisée par ses faibles performances économiques et son endettement.

La richesse globale créée par la société est faible voir nulle pour certains exercices au point où elle n'arrive même pas à couvrir les charges de personnel. Ce qui explique le fait que la société dégage pour certains exercices un EBE négatif, qui est pourtant un indicateur de performance par excellence.

La structure financière est caractérisée par un endettement excessif et une faible autonomie financière, la société n'est pas solvable. Il lui sera impossible de recourir à un autre emprunt sauf à avoir le concours de l'Etat. Le potentiel de production bien qu'important semble de qualité moyenne.

Cependant la société possède quelques atouts non négligeables parce que c'est une société publique qui peut en cas de difficultés s'appuyer sur son actionnaire de référence qui est l'Etat béninois.

La société n'a pris aucune mesure pour optimiser son besoin de financement lié à l'exploitation. Ce qui ne lui permet pas d'assurer sa liquidité.

Elle a par ailleurs fait des investissements importants qui lui permettent aujourd'hui d'avoir un matériel de production peu vieillissant.

6.2. Recommandations

La situation économique et financière de la SBEE est très préoccupante ces derniers exercices. Après l'examen du précédent chapitre où nous avons synthétisé cette situation, nous venons maintenant aux recommandations qui s'imposent. L'ensemble de ces recommandations s'adresse essentiellement à la direction administrative et financière de la SBEE. Cette modeste contribution faite sur la base des constats relatifs à nos analyses visent essentiellement l'amélioration de la gestion de la SBEE pour sa pérennité, et afin qu'elle puisse combler les attentes de tout un peuple en matière d'énergie.

6.2.1. Recommandation liée à la création de richesse

De l'analyse faite des états financiers de la SBEE, il ressort que la richesse créée par la SBEE est faible. Nous recommandons à cet effet à la SBEE de pratiquer la vérité des prix. Ce qui lui permettra de faire face aux coûts des matières premières, de dégager par conséquent des marges brutes sur matières premières plus importantes.

6.2.2. Recommandation liée à l'équilibre financier

Afin de maintenir un équilibre financier sain, la SBEE peut procéder à une augmentation du capital, ce qui lui permettra de dégager un fonds de roulement capable de couvrir son besoin d'exploitation. Elle peut revoir à la baisse son taux d'endettement, ce qui réduira ses charges d'intérêts. Elle peut également procéder à une réduction du délai des crédits clients (procéder au recouvrement à temps des factures d'électricité) et renégocier les crédits fournisseurs (négociation avec ses fournisseurs de groupes électrogènes). Tout ceci va concourir à réduire le besoin en fonds de roulement.

6.2.3. Recommandation liée à la liquidité

En ce qui concerne la liquidité, il faudra mettre en place une politique de recouvrement rapide des créances, notamment des factures d'électricité. A cet effet faciliter les paiements de factures par les virements bancaires, mettre en place un système de suivi rigoureux des factures depuis leurs notifications aux clients jusqu'à leurs paiements.

6.2.4. Recommandation liée à la solvabilité

Afin de réduire sa dépendance vis-à-vis des banques, la Direction générale peut procéder dans un premier temps à une augmentation puis après à l'ouverture du capital en émettant par exemple des obligations convertibles en actions sur trois à cinq ans. En effet, le taux des obligations est de 6 %, ce qui est largement inférieur au taux proposé par les banques. Cela va permettre à l'entreprise de collecter des fonds du public sans une grande contrainte financière.

6.2.5. Recommandation liée à la qualité des dirigeants

Il sera opportun de soumettre la SBEE à la même série de normes réglementaires clairement définies qu'aux entreprises du secteur privé, qu'elle soit contrôlée par des organismes de réglementation pour des questions particulières (par exemple, l'organisme de réglementation environnementale, ou celui chargé de la sécurité du travail) ou par des organismes de réglementation ne traitant que des entreprises publiques (par exemple, l'autorité de contrôle spécialisée en entreprises publiques, les ministères concernés, l'organisme gouvernemental de vérification des comptes).

6.2.6. Recommandation à la rentabilité

Afin d'accroître sa rentabilité, nous recommandons à la SBEE, de pratiquer la vérité des prix, ce qui augmentera sa création de richesse. Elle doit également revoir sa politique de rémunération du personnel. Les dirigeants de la SBEE doivent également revoir à la baisse le taux d'endettement de la société car si la SBEE semble être rentable économiquement c'est à cause de son fort taux d'endettement et non à cause de son résultat économique.

6.3. Conditions de mise en œuvre des recommandations

Pour assurer l'application effective des différentes solutions proposées, nous recommandons à l'endroit des responsables de la SBEE les actions suivantes :

6.3.1. Recommandation à l'endroit de l'Etat

L'Etat doit revoir sa politique qui consiste à faire appliquer aux abonnés de la SBEE des prix administrés. Si ces prix doivent être appliqués, il doit compenser par des subventions suffisantes en vue de permettre à la société de faire à ces charges d'exploitation. L'Etat doit penser à la recapitalisation de la société afin d'apurer ses pertes, ce qui va restaurer les capitaux propres. Il doit aider la SBEE à réduire ses dettes en lui apportant de nouvelles ressources. Il doit mettre en œuvre un contrat de performance entre lui et le management. En somme l'Etat doit procéder à l'amortissement des chocs exogènes.

6.3.2. Recommandation à l'endroit des dirigeants de la SBEE

Les dirigeants doivent penser mettre en adéquation les charges de personnel à la création de richesse. Ils doivent mettre en œuvre une vraie politique d'endettement, procéder à une sortie d'audit au niveau du personnel.

La SBEE, au regard de nos analyses n'a pas un levier de retournement interne, il urge donc que l'Etat intervienne fortement pour aider la SBEE à retrouver sa santé financière.

L'application des différentes recommandations va permettre à la SBEE de réguler les maux dont souffrent ses finances et cela lui permettra d'assurer sa pleine expansion.

Conclusion de la deuxième partie

La prise de connaissance de l'entité a été le socle de notre étude portant sur l'analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE. Cela nous a permis de calculer les différents agrégats nécessaires en tenant compte des normes comptables et financières. Tout ceci a abouti à l'élaboration des recommandations nécessaires à la restauration de la situation financière de la SBEE.

CONCLUSION GENERALE

La SBEE affiche une situation financière critique dans un environnement pourtant favorable. C'est au regard de ceci que nous avons choisi de faire l'analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE, ce qui nous a permis de nous rendre compte des éléments susceptibles d'expliquer cette situation financière actuelle de la SBEE et de pouvoir faire des recommandations.

La première partie de notre travail, consacrée à la revue de littérature nous a permis de dégager les concepts de base et la méthode d'analyse des déterminants de la rentabilité financière de l'entreprise. Elle nous a aussi permis de mieux situer notre analyse par le biais d'une présentation de la SBEE et de son environnement.

Ainsi, conformément à nos objectifs, nous avons procédé à l'analyse des états financiers de la SBEE sur les cinq derniers exercices, à travers sa structure financière, sa rentabilité, sa liquidité et sa solvabilité. En outre, nous avons discuté avec certains dirigeants de la SBEE afin d'avoir une idée de leur vision de l'entreprise dans l'avenir.

Ces analyses ont révélé les difficultés que connaît l'entreprise sur cette période (2005 à 2009). Sur la base des constats effectués, nous avons fait un certain nombre de recommandation pour améliorer la gestion de cette entreprise qui joue un rôle déterminant dans l'économie béninoise. Ces recommandations peuvent se résumer comme suit : Les objectifs des dirigeants de la SBEE étant de réaliser des profits afin de pérenniser l'exploitation, nous espérons que les solutions ainsi proposées seront utiles à l'amélioration de sa situation financière actuelle.

ANNEXES

Annexe 1 : tableaux de détermination des ratios

Tableau du ratio de financement de l'immobilisation

	2005	2006	2007	2008	2009
Ressources durables	75 523 434 653	83 948 453 654	97 805 809 678	111 384 165 653	61 746 456 615
/emplois stables	71 580 030 063	86 639 177 894	92 986 999 076	101 147 029 755	101 769 922 000
RFI	1,06	0,97	1,05	1,10	0,61

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers.

Tableau du ratio d'autonomie financière

Années	2005	2006	2007	2008	2009
capitaux propres	11 908 545 700	2 987 379 907	781 623 326	-10 569 585 033	-23 744 822 707
/ dettes financières	63 614 888 943	8 80 961 073 747	97 024 186 352	121 953 750 686	85 491 279 000
AF	0,19	0,04	0,01	-0,09	-0,28

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers de 2005 à 2009

Tableau de l'évolution du taux d'endettement global de 2005 à 2009

	2005	2006	2007	2008	2009
emprunts+CBC	107 147 034 400	133 496 127 000	144 592 662 200	190 080 699 800	205 536 266 000
/ capitaux propres	11 908 545 710	2 987 379 907	781 623 326	-10 569 585 033	-23 744 822 707
END Global	9,00	44,69	184,99	-17,98	-8,66

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Tableau de la capacité de remboursement des dettes

années	2005	2006	2007	2008	2009
endettement global	107 147 034 400	133 496 127 000	144 592 662 200	190 080 699 800	205 536 266 000
/ CAF	6 733 732 959	-4 268 123 637	6 276 218 357	-6 571 340 097	-5 873 909 000
remb des dettes	15,91	-31,28	23,04	-28,93	-34,99

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Tableau du taux d'obsolescence des immobilisations

Années	2005	2006	2007	2008	2009
total des amortissements	55 162 480 968	62 250 013 058	71 391 922 011	82 963 700 892	94 344 775 000
/ immobilisations amortissables brutes	122 087 046 266	145 086 242 017	156 902 634 562	176 040 904 655	185 783 624 000
TOI	0,45	0,43	0,46	0,47	0,51

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers de 2005 à 2009

Tableau de la productivité du personnel

	2005	2006	2007	2008	2009
valeur ajoutée	11 802 305 49	-382 293 075	15 587 818 866	4 171 467 419	4 296 755 000
/ effectif de la société	2 070	2 048	1 931,00	1 543,00	1 849,00
RPP	5 701 596,86	-186 666,54	8 072 407,49	2 703 478,56	2 323 826,39

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Tableau de l'évolution du taux de croissance du chiffre d'affaires(CA) de 2005 à 2009

années	2005	2006	2007	2008	2009
taux de croissance du chiffre d'affaires	0%	-2%	14%	27%	45%

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Tableau de l'évolution de la valeur ajoutée de 2005 à 2009

ANNEE	2005	2006	2007	2008	2009
VA	11802305499	(382293075)	15587818866	4171467419	4296755000

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Tableau de l'évolution de la VAG

valeur ajoutée	11 802 305 499,00	-382 293 075,00	15 587 818 866,00	4 171 467 419,00	4 296 755 000,00
+transferts de charges	202 077 459	8 041 128 547	2 328 037 773	13 814 924	18 693 000
+revenus financiers	71 976 527	197 836 547	43 973 320	154 663 006	208 285 000
+ gains de change	2 476 182	3 411 897	5 469	220 310 117	370 505 000
+transferts de charges financières	1 126 492 132				
+produits HAO	3 297 707 165	2 704 260	0	0	746 708 000
-pertes de change	-424	-3 814 166	-13 716	-47 271 123	-340 799 000
-charges HAO	-170 201 097	-382 231	0	0	-737 331
VAG	16 332 833 443	7 858 591 779	17 959 821 711	4 512 894 343	4 698 005 000

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Tableau de l'évolution de l'EBE de 2005 à 2009

	2005	2006	2007	2008	2009
EBE	4922328022	(7542805396)	8498150673	(2305431458)	3597737000

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers de 2005 à 2009

Tableau de l'évolution du RE

Années	2005	2006	2007	2008	2009
RE	-1 749 821 030	-7 867 067 204	713 498 579	-14 276 869 844	-14 546 801 000

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Tableau de la détermination du ROI net

	2005	2006	2007	2008	2009
Rés d'exploitation	-1 749 821 030	-7 867 067 204	713 498 579	-14 276 869 844	-14 546 801 000
/ capital économique	5 166 858 930	-960 768 780	3 334 207 680	4 894 494 560	-49 400 671 000
ROI	-0,34	8,19	0,21	-2,92	0,29

Analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Tableau de l'évolution de la rentabilité économique brute

	2005	2006	2007	2008	2009
EBE	-4 922 328 022	-7 542 805 396	8 498 150 673	-2 305 431 458	- 3 597 737 000
/ actif économique	5 166 858 930	-960 768 780	3 334 207 680	4 894 494 560	-49 400 671 000
REB	-0,95	7,85	2,55	-0,47	0,07

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Tableau de la rentabilité financière de 2005 à 2009

	2005	2006	2007	2008	2009
réslt avant impôt	565 404 308	-12 381 383 327	-3 562 572 487	-18 078 397 406	-15 831 372 000
/ cappro	11 908 545 710	2 987 379 907	781 623 326	-10 569 585 033	-23 744 822 707
REB	0,05	-4,14	-4,56	1,71	0,67

Source : nous- mêmes sur la base des états financiers

Tableau du ratio de liquidité au sens large

	2005	2006	2007	2008	2009
actif circulant	48 699 004 416	51 574 170 160	50 902 683 515	73 021 443 778	70 644 316 000
/ passif circulant	43 532 145 486	52 534 938 949	47 568 475 833	68 126 949 211	120 044 987 000
Liquidité générale	1,12	0,98	1,07	1,07	0,59

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Tableau du ratio de liquidité immédiate

	2005	2006	2007	2008	2009
trésorerie actif	3 877 009 317	3 580 227 943	8 180 777 528	7 927 769 404	10 596 390 000
/ passif circulant	43 532 145 486	52 534 938 949	47 568 475 833	68 126 949 211	120 044 987 000
Liquidité immédiate	0,09	0,07	0,17	0,12	0,09

Analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Tableau de l'ETOG

Années	2005	2006	2007	2008	2009
ETE	1 490 024 112,00	2 044 489 835,00	4 735 831 614,00	-9 139 048 667,00	1 545 430 000,00
(remb d'emprunts)	111 806 064,00	-4 896 189 365,00	3 911 911 404,00	-7 045 356 796,00	-626 366 709,00
(charges d'intérêts)	-2 463 145 520,00	-4 588 692 595,00	-4 148 681 885,00	-4 115 005 545,00	-2 115 970 000,00
(impôts)	-255 977 487,00	-377 510 500,00	-445 253 276,00	-492 420 018,00	-561 452 000,00
FTOG	-1 117 292 831,00	-7 817 902 625,00	4 053 807 857,00	-20 791 831 026,00	-1 758 358 709,00

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers.

Tableau du ratio de solvabilité générale

	2005	2006	2007	2008	2009
dettes financières	63 614 888 943	80 961 073 747	97 024 186 352	121 953 750 686	85 491 279 000
/ CAFG	6 733 732 959	-4 268 123 637	6 276 218 357	-6 571 340 097	-5 873 909 000
solvabilité	9,45	-18,97	15,46	-18,56	-14,55

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Tableau de l'évolution du montant des investissements et de la variation du BFE

ANNEE	2005	2006	2007	2008	2009
Mt invest	28 435 524 875	23 509 058 362	4 987 694 104	19 217 930 630	11 027 130 000
VBFE	-8 204 628 618	6 665 589 967	-3 496 637 611	-6 569 168 643	57 166 504 000

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Tableau de l'évolution de l'Excédent de Trésorerie d'Exploitation (ETE)

Années	2005	2006	2007	2008	2009
ETE	1490024112	2044489835	4735831614	-9139048667	52738701

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Tableau de l'évolution de la Capacité d'Autofinancement Global (CAFG)

Années	2005	2006	2007	2008	2009
CAFG	6733732959	(4268123637)	6276218357	(6571340097)	(5873909000)

Source : nous-mêmes sur la base des états financiers

Annexe 2 : états financiers de la SBEE

1-BILAN EXERCICE 2006

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise :

Société Béninoise d'Energie Electrique

Sigle usuel : S B E E

Adresse :

01 BP 123 COTONOU; Tél 21 31 21 45

N° d'identification fiscale :

Exercice clos le : 31/12/2006

Durée (en mois) : 12

Réf.	ACTIF	Exercice N			Ex. N-1
		Brut	Amort/Prov	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISE (1)				
AA	Charges immobilisées				
AX	Frais d'établissement				
AY	Charges à répartir	748 491 440		748 491 440	973 789 866
AC	Primes de remboursement des obligations				
AD	Immobilisations incorporelles				
AE	Frais de recherche et de développement				
AF	Brevets, licences, logiciels				
AG	Fonds commercial				
AH	Autres immobilisations incorporelles				
AI	Immobilisations corporelles				
AJ	Terrains	383 737 450		383 737 450	281 207 450
AK	Bâtiments	6 414 079 319	3 014 282 651	3 399 796 668	2 783 572 767
AL	Installations et agencements	15 828 402 029	9 551 907 010	6 276 495 019	4 738 998 918
AM	Matériel	118 104 993 136	44 498 421 887	73 606 571 249	60 567 758 248
AN	Matériel de transport	4 738 767 533	3 389 986 501	1 348 781 032	1 770 224 639
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations	512 043 454		512 043 454	277 152 385
AQ	Immobilisations financières				
AR	Titres de participation	25 000 000		25 000 000	25 000 000
AS	Autres immobilisations financières	338 261 582		338 261 582	162 325 790
AW	(1) dont H.A.O. :				
	Brut				
	Net				
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	147 093 775 943	60 454 598 049	86 639 177 894	71 580 030 063

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise : Société Béninoise d'Energie Electrique
 Adresse : 01 BP 123 COTONOU; Tél 21 31 21 45
 N° d'identification fiscale : 0 Exercice clos le : 31/12/2006 Sigle usuel : S B E E Durée (en mois) : 12

Réf.	ACTIF	Exercice N			Ex. N-1
		Brut	Amort./Prov.	Net	Net
AZ	Report total Actif immobilisé	147 093 775 943	60 454 598 049	86 639 177 894	71 580 030 063
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H.A.O.	39 723 080	0	39 723 080	156 793 689
BB	Stocks				
BC	Marchandises	0	0	0	0
BD	Matières premières et autres approvisionnements	4 120 399 602	123 006 744	3 997 392 858	4 055 025 141
BE	En-cours	0	0	0	200 760 230
BF	Produits fabriqués	0	0	0	0
BG	Créances et emplois assimilés				
BH	Fournisseurs, avances versées	1 148 427 231	0	1 148 427 231	2 310 217 689
BI	Clients	29 520 591 361	1 575 362 063	27 945 229 298	24 482 578 940
BJ	Autres créances	13 114 122 869	64 990 295	13 049 132 574	12 099 363 608
	SONEB compte courant séparation	5 394 265 119		5 394 265 119	5 394 265 119
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	53 337 529 262	1 763 359 102	51 574 170 160	48 699 004 416
	TRÉSORERIE-ACTIF				
BQ	Titres de placement	0	0	0	0
BR	Valeurs à encaisser	0	0	0	0
BS	Banques, chèques postaux, caisse	3 612 283 850	32 055 907	3 580 227 943	3 877 009 317
BT	TOTAL TRÉSORERIE-ACTIF (III)	3 612 283 850	32 055 907	3 580 227 943	3 877 009 317
BU	Écart de conversion-Actif (IV) (perte probable de change)	0		0	0
BZ	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	204 043 589 055	62 250 013 058	141 793 575 997	124 156 043 796

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise :

Société Béninoise d'Energie Electrique

Sigle usuel : S B E E

Adresse :

01 BP 123 COTONOU; Tél 21 31 21 45

N° d'identification fiscale : 0

Exercice clos le : 31/12/2006

Durée (en mois) :

12

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N-1
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES		
CA	Capital(dont 5 426 300 KFCA libéré)	10 000 000 000	10 000 000 000
CB	Actionnaires capital non appelé	0	0
CC	Primes et réserves		
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion	0	0
CE	Ecart de réévaluation	0	0
CF	Réserves indisponibles	216 345 158	103 264 296
CG	Réserves libres	0	0
CH	Report à nouveau + ou -	420 094 654	247 834 310
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	-12 381 383 327	565 404 308
CK	Autres capitaux propres		
CL	Subventions d'investissement	4 732 323 422	992 042 796
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés	0	0
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	2 987 379 907	11 908 545 710
	DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES (1)		
DA	Emprunts	66 815 907 044	50 146 337 267
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés	0	0
DC	Dettes financières diverses	12 522 179 999	11 665 073 576
DD	Provisions financières pour risques et charges	1 622 986 704	1 803 478 100
DE	(1) dont H.A.O. :		
DF	TOTAL DETTES FINANCIÈRES (II)	80 961 073 747	63 614 888 943
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I+II)	93 948 453 654	75 523 434 653

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise :

Société Béninoise d'Énergie Électrique

Sigle usuel S B E E

Adresse :

01 BP 123 COTONOU; Tél 21 31 21 45

N° d'identification fiscale : 0

Exercice clos le : 31/12/200

Durée (en mois) :

12

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N-1
DG	Report Total Ressources stables	83 948 453 654	75 523 434 653
PASSIF CIRCULANT			
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	819 113 278	1 278 224 718
DI	Clients, avances reçues	0	0
DJ	Fournisseurs d'exploitation	38 720 218 921	28 868 490 923
DK	Dettes fiscales	6 682 973 341	7 807 960 886
DL	Dettes sociales	576 334 383	1 264 265 158
DM	Autres dettes	5 736 299 026	4 313 203 801
DN	Risques provisionnés	0	0
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	52 534 938 949	43 532 145 486
TRESORERIE-PASSIF			
DQ	Banques, crédits d'escompte	0	0
DR	Banques, crédits de trésorerie	0	0
DS	Banques, découverts	5 114 261 977	5 100 463 657
DT	TOTAL TRÉSORERIE-PASSIF (IV)	5 114 261 977	5 100 463 657
DV	Écarts de conversion-Passif (V) (gain probable de change)	195 921 417	0
DZ	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	141 793 575 997	124 156 043 796

2-COMPTÉ DE RESULTAT 2006

COMPTES DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise :

Société Béninoise d'Énergie Électrique

Sigle usuel : S B E E

Adresse :

01 BP 123 COTONOU; Tél 21 31 21 45

N° d'identification fiscale :

Exercice clos le : 31/12/2006 Durée (en mois) :

12

Réf.	CHARGES (1re partie)	Exercice N	Exercice N-1
	ACTIVITÉ D'EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises	30 373 997 700	28 897 596 600
RB	- Variation de stocks (+ ou -) (Marge brute sur marchandises voir TB)		
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	14 385 157 820	9 904 137 956
RD	- Variation de stocks (+ ou -) (Marge brute sur matières voir TG)	280 879 244	-856 251 717
RE	Autres achats	2 336 794 770	1 931 449 079
RH	- Variation de stocks (+ ou -)		
RI	Transports	102 562 108	146 691 095
RJ	Services extérieurs	6 324 336 599	5 905 995 246
RK	Impôts et taxes	892 677 698	843 908 049
RL	Autres charges (Valeur ajoutée voir TN)	946 478 021	329 230 260
RP	Charges de personnel (1) (1) dont personnel extérieur 161 446 559 112 030 047	7 160 512 321	6 879 977 477
RQ	(Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
RS	Dotations aux amortissements et provisions	8 695 319 428	6 874 226 511
RW	Total des charges d'exploitation	71 498 715 709	60 856 960 556
	(Résultat d'exploitation voir TX)		

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise :

Société Béninoise d'Énergie Électrique

Sigle usuel : S B E E

Adresse : 01 BP 123 COTONOU; Tél 21 31 21 45

N° d'identification fiscale :

Exercice clos le : 31/12/2006

Durée (en mois) : 12

Réf.	PRODUITS (1re partie)			Exercice N	Exercice 1
	ACTIVITÉ D'EXPLOITATION				
TA	Ventes de marchandises			39 977 692 531	37 999 943 038
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	9 603 694 831	9 102 346 438		
TC	Ventes de produits fabriqués			3 684 755 038	6 559 005 403
TD	Travaux, services vendus			6 287 888 048	7 184 891 686
TE	Production stockée (ou déstockage)				
TF	Production immobilisée			2 921 705 264	4 281 192 899
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES	-1 771 688 714	8 977 203 749		
TH	Produits accessoires			179 655 028	75 063 335
TI	CHIFFRES D'AFFAIRES(1) (TA + TC + TD+ TH)	50 129 990 645	51 818 903 462		
TJ	(1) dont à l'exportation				
TK	Subventions d'exploitation				
TL	Autres produits			2 263 894 976	2 804 965 706
TN	VALEUR AJOUTÉE	-382 293 075	11 802 305 499		
TQ	EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	-7 542 805 396	4 922 328 022		
TS	Reprises de provisions			329 929 073	
TT	Transferts de charges			8 041 128 547	202 077 459
TW	Total des produits d'exploitation			63 631 648 505	59 107 139 526
TX	RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-7 867 067 204	-1 749 821 030		
	Bénéfice (+) ; Perte (-)				

COMPTÉ DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise : Société Béninoise d'Energie Electrique

Sigle usuel : S B E E

Adresse : 01 BP 123 COTONOU; Tél 21 31 21 45

N° d'identification fiscale : _____ Exercice clos le : 31/12/2006 Durée (en mois) : 12

Réf.	CHARGES (2e partie)	Exercice N	Exercice N-1
RW	Report Total des charges d'exploitation	71 498 715 709	60 856 960 556
	ACTIVITÉ FINANCIÈRE		
SA	Frais financiers	4 588 692 595	2 463 145 520
SC	Pertes de change	3 814 166	424
SD	Dotations aux amortissements et provisions		
SF	Total des charges financières	4 592 506 761	2 463 145 944
	<i>(Résultat financier voir UG)</i>		
SH	Total des charges des activités ordinaires	76 091 222 470	63 320 106 500
	<i>(Résultat des activités ordinaires voir UI)</i>		
	HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (H.A.O.)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations		
SL	Charges H.A.O.	382 231	170 201 097
SM	Dotations H.A.O.		
SO	Total des charges H.A.O.	382 231	170 201 097
	<i>(Résultat H.A.O. voir UP)</i>		
SQ	Participations des travailleurs		
SR	Impôts sur le résultat	377 510 500	255 977 487
SS	Total participation et impôts	377 510 500	255 977 487
ST	TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	76 469 115 201	63 746 285 084
	<i>(Résultat net voir UZ)</i>		

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise :

Société Béninoise d'Energie Electrique

Sigle usuel : S B E E

Adresse : 01 BP 123 COTONOU; Tél 21 31 21 45

N° d'identification fiscale : Exercice clos le : 31/12/2006 Durée (en mois) : 12

Réf.	PRODUITS (2e partie)	Exercice N	Exercice N-1
TW	Report Total des produits d'exploitation	63 631 648 505	59 107 139 526
	ACTIVITÉ FINANCIÈRE		
UA	Revenus financiers	197 836 547	71 976 527
UC	Gains de change	3 411 897	2 476 182
UD	Reprises de provisions	73 500 000	568 498 478
UE	Transferts de charges		1 126 492 132
UF	Total des produits financiers	274 748 444	1 769 443 319
UG	RÉSULTAT FINANCIER (+ ou -)	-4 317 758 317	-693 702 625
UH	Total des produits des activités ordinaires	63 906 396 949	60 876 582 845
UI	RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES (1)		
	(+ ou -)	-12 184 825 521	-2 443 523 655
UJ	(1) dont impôt correspondant n/a n/a		
	HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (H.A.O.)		
UK	Produits des cessions d'immobilisations	3 494 250	
UL	Produits H.A.O.	2 704 260	3 297 707 165
UM	Reprises H.A.O.	175 136 415	137 399 382
UN	Transferts de charges		
UO	Total des produits H.A.O.	181 334 925	3 435 106 547
UP	RÉSULTAT H.A.O. (+ ou -)	180 852 694	3 264 905 450
UT	TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS	64 087 731 874	64 311 689 392
UZ	RÉSULTAT NET		
	Bénéfice (+) ; Perte (-)	-12 381 383 327	565 404 308

**3-TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES
ET DES EMPLOIS (TAFIRE)**

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS (TAFIRE)

Dénomination sociale de l'entreprise : Société Béninoise d'Énergie Electrique
 Adresse : 01 BP 123 COTONOU; Tél 21 31 21 45
 N° d'identification fiscale : Exercice clos le : 31/12/2006
 Sigle usuel : S B E E
 Durée (en mois) : 12

1re PARTIE : DÉTERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L'EXERCICE 2006

■ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes | à l'exclusion des cessions
 + Produits encaissables restants | d'actif immobilisé

		E.B.E.	
(SA) Frais financiers	4 588 692 595	(TT) Transferts de charges d'exploitation	-7 542 805 396
(SC) Pertes de change	3 814 166	(UA) Revenus financiers	8 041 128 547
(SL) Charges H.A.O.	382 231	(UE) Transferts de charges financières	197 836 547
(SQ) Participations	0	(UC) Gains de change	0
(SR) Impôt sur le résultat	377 510 500	(UL) Produits H.A.O.	3 411 897
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	2 704 260
			0
Total (I)	4 970 399 492	Total (II)	702 275 855

CAFG : Total (II) - Total (I) = -4 268 123 637 (N-1) : 6 733 732 959

■ AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = -4 268 123 637 - 280 063 102 = -4 548 186 739 (N-1) : 6 568 510 085

■ VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

Variation des stocks : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BC) Marchandises		ou
(BD) Matières premières		ou -57 632 283
(BE) En-cours		ou -200 760 230
(BF) Produits fabriqués		ou
(A) Variation globale nette des stocks	0	ou -258 392 513

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS (TAFIRE)

(suite)

Dénomination sociale de l'entreprise :

Société Béninoise d'Énergie Électrique

Sigle usuel :

S B E E

Adresse :

01 BP 123 COTONOU; Tél 21 31 21 45

N° d'identification fiscale :

Exercice clos le : 31/12/2006

Durée (en mois) :

12

Variation des créances : N - (N - 1)	Emplois Augmentation (+)		Ressources diminution (-)
(BH) Fournisseurs, avances versées		ou	-1 161 790 458
(BI) Clients	3 462 650 358	ou	
(BJ) Autres créances	949 768 966	ou	
(B) Variation globale nette des créances	3 250 628 866	ou	0

Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)	Emplois diminution (-)		Ressources augmentation (+)
(DI) Clients, avances reçues		ou	
(DJ) Fournisseurs d'exploitation		ou	9 851 727 998
(DK) Dettes fiscales	-1 124 987 545	ou	
(DL) Dettes sociales	-687 930 775	ou	
(DM) Autres dettes		ou	1 619 016 642
(DN) Risques provisionnés		ou	
(C) Variation globale nette des dettes circulantes		ou	9 657 826 320

VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)	0	ou	-6 665 589 967
--	----------	-----------	-----------------------

■ EXCEDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

	N	N - 1
Excédent brut d'exploitation	-7 542 805 396	4 922 328 022
- Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources) (- ou +)	6 665 589 967	-7 713 496 809
- Production immobilisée	2 921 705 264	4 281 192 899
EXCEDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION	2 044 489 835	-1 490 024 112

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS (TAFIRE)

2e PARTIE : TABLEAU

Dénomination sociale de l'entreprise :

Société Béninoise d'Energie Electrique

Sigle usuel : S B E E

Adresse :

01 BP 123 COTONOU; Tél 21 31 21 45

N° d'identification fiscale :

Exercice clos le : 31/12/2006

Durée (en mois) :

12

Réf.		Exercice N		Exercice N-1
		Emplois	Ressources	(E - R +)
	I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA	Charges immobilisées (augmentation dans l'exercice)	0		-973 789 866
	Croissance interne			
FB	Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	0	0	
FC	Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	23 336 616 820	3 494 250	-27 406 738 704
	Croissance externe			
FD	Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	175 935 792	0	-54 996 305
FF	INVESTISSEMENT TOTAL	23 512 552 612	3 494 250	-28 435 524 875
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. Supra : Var. B.F.E.)	0	6 665 589 967	-8 204 628 618
FH	A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	23 512 552 612	6 669 084 217	-36 640 153 493
FI	III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F. H.A.O.)	342 040 831	0	1 339 810 223
FJ	IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS⁽¹⁾ Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières	4 896 189 365		-111 806 064
	<small>(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII</small>			
FK	B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	22 081 698 591	0	-35 412 149 334

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS (TAFIRE)

(suite)

Dénomination sociale de l'entreprise : **Société Béninoise d'Energie Electrique**
 Adresse : **01 BP 123 COTONOU; Tél 21 31 21 45**
 N° d'identification fiscale : Exercice clos le : **31/12/2006** Sigle usuel : **S B E E** Durée (en mois) : **12**

(suite)

Réf.		Exercice N		Exercice N - 1
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
	V. FINANCEMENT INTERNE			
FL	Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	280 063 102	-4 268 123 637	6 568 510 085
	VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM	Augmentations de capital par apports nouveaux	//////	0	
FN	Subventions d'investissement	//////	3 915 417 041	785 237 998
FP	Prélèvements sur capital (y compris retraits de l'exploitant)	0	//////	
	VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ	Emprunts (2)	0	21 443 288 687	23 888 239 866
FR	Autres dettes financières (2) (2) remboursements anticipés inscrits séparément en emplois	0	960 599 908	960 599 908
FS	C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	0	21 771 118 897	32 202 587 857
FT	D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)	310 579 694	0	3 209 561 477
	VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
	Trésorerie nette			
FU	à la clôture de l'exercice + ou -	-1 534 034 034		-1 223 454 340
FV	à l'ouverture de l'exercice + ou -	-1 223 454 340		1 986 107 137
FW	Variation Trésorerie (+ si Emploi ; - si Ressources)	-310 579 694	0	-3 209 561 477
	Contrôle : D = VIII avec signe opposé	0	0	0

Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences « bilantielles »

CONTRÔLE (à partir des masses des bilans N et N - 1)		Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.d.R.) : FdR (N) - FdR (N - 1)		6 634 128 830	0
Variation du B.F. global (B.F.G.) : BFG (N) - BFG (N - 1)		0	6 634 128 830
Variation de la trésorerie (T) : T (N) - T (N - 1)		0	310 579 694
TOTAL		6 634 128 830	6 634 128 830

3.1 BILAN EXERCICE 2008

RAPPORT D'ACTIVITES & ETATS FINANCIERS 2008

	ACTIF	Exercice 2008			Exercice 2007
		Brut	Amort./Prov.	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISE (1)				
AA	Charges immobilisées				
AX	Frais d'établissement	297 894 588		297 894 588	523 193 014
AY	Charges à répartir				
AC	Primes de remboursement des obligations				
AD	Immobilisations incorporelles				
AE	Frais de recherche et de développement	884 033 171	281 297 193	602 735 978	539 629 328
AF	Brevets, licences et logiciels	0	0	0	0
AG	Fonds commercial				
AH	Autres immobilisations incorporelles				
AI	Immobilisations corporelles				
AJ	Terrains	383 737 450		383 737 450	383 737 450
AK	Bâtiments	11 469 535 798	3 955 409 380	7 514 126 418	7 204 823 828
AL	Installations et agencements	19 424 399 869	12 751 125 501	6 673 274 368	6 782 978 957
AM	Matériel	140 674 958 135	55 942 528 149	84 732 429 986	74 761 186 241
AN	Matériel de transport	4 472 010 853	4 167 171 330	304 839 523	866 545 469
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations	0		0	1 236 280 557
AQ	Immobilisations financières				
AR	Titres de participation	30 000 000	25 000 000	5 000 000	5 000 000
AS	Autres immobilisations financières	632 991 444	0	632 991 444	683 624 232
AW	(1) dont H.A.O. :				
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	178 269 561 308	77 122 531 553	101 147 029 755	92 986 999 076
BA	Actif circulant H.A.O.	39 723 080		39 723 080	39 723 080
BB	Stocks				
BC	Marchandises				
BD	Matières premières et autres approvisionnements	13 373 308 098	647 322 695	12 725 985 403	4 573 367 170
BE	En-cours				
BF	Produits fabriqués	0		0	0
BG	Créances et emplois assimilés				
BH	Fournisseurs, avances versées	1 868 991 575		1 868 991 575	1 268 073 615
BI	Clients	36 920 351 756	4 971 425 590	31 948 926 166	23 921 101 881
BJ	Autres créances	26 502 807 849	64 990 295	26 437 817 554	21 100 417 769
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	78 705 182 358	5 683 738 580	73 021 443 778	50 902 683 515
	TRESORERIE - ACTIF				
BQ	Titres de placement				
BR	Valeurs à encaisser			0	0
BS	Banques, Chèques Postaux, Caisses	8 085 195 663	157 430 759	7 927 764 904	8 180 777 528
BT	TOTAL TRESORERIE - ACTIF (III)	8 085 195 663	157 430 759	7 927 764 904	8 180 777 528
BU	Ecart de conversion - Actif (IV) (perte probable de change)	263 585 880		263 585 880	0
BZ	TOTAL GENERAL ACTIF (I + II + III + IV)	265 323 525 209	82 963 700 892	182 359 824 317	152 070 460 119

RAPPORT D'ACTIVITES & ETATS FINANCIERS 2008

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice 2008	Exercice 2007
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA	Capital	10 000 000 000	10 000 000 000
CB	Actionnaires, capital non appelé		
CC	Primes et Réserves		
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion		
CE	Ecart de réévaluation		
CF	Réserves indisponibles	216 345 158	216 345 158
CG	Réserves libres		
CH	Report à nouveau	-15 523 861 161	-11 961 288 673
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	-18 078 397 406	-3 562 572 488
CK	Autres capitaux propres		
CL	Subventions d'investissement	12 816 328 376	6 089 139 329
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés		
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	-10 569 585 033	781 623 326
	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)		
DA	Emprunts	66 428 322 146	66 694 917 958
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		
DC	Dettes financières diverses	50 336 816 019	27 456 365 754
DD	Provisions financières pour risques et charges	5 188 612 521	2 872 902 640
DE	(1) dont H.A.O. :		
DF	TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	121 953 750 686	97 024 186 352
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	111 384 165 653	97 805 809 678
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	5 150 891 920	2 641 076 120
DI	Clients, avances reçues	11 558 370 984	1 760 806 502
DJ	Fournisseurs d'exploitation	26 340 072 803	22 587 821 738
DK	Dettes fiscales	18 036 532 847	13 880 690 584
DL	Dettes sociales	772 724 164	808 873 348
DM	Autres dettes	6 268 356 493	5 889 207 541
DN	Risques provisionnés		
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	68 126 949 211	47 568 475 833
	TRESORERIE - PASSIF		
DQ	Banques, crédit d'escompte		
DR	Banques, crédit de trésorerie		
DS	Banques, découverts	2 267 966 412	3 879 951 489
DT	TOTAL TRESORERIE - PASSIF (IV)	2 267 966 412	3 879 951 489
DV	Ecart de conversion - Passif (V) (gain probable de change)	580 743 041	2 816 223 119
DZ	TOTAL GENERAL PASSIF (I + II + III + IV)	182 359 824 317	152 070 460 119

3.2 COMPTE DE RESULTAT 2008

RAPPORT D'ACTIVITES & ETATS FINANCIERS 2008

	CHARGES	Exercice 2008	Exercice 2007
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
RA	Achat de marchandises	30 588 097 760	29 009 385 963
RB	- Variation de stocks (- ou +) <i>(Marge brute sur marchandises voir TB)</i>		
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	32 041 893 383	14 799 919 635
RD	- Variation de stocks (- ou +) <i>(Marge brute sur matières voir TG)</i>	-8 034 424 378	-1 218 484 118
RE	Autres achats	2 068 185 555	2 419 082 516
RH	- Variation de stocks (- ou +)		
RI	Transports	60 508 105	34 872 965
RJ	Services extérieurs	10 712 471 915	6 619 803 663
RK	Impôts et taxes	1 221 320 082	928 040 046
RL	Autres charges <i>(Valeur ajoutée voir TN)</i>	1 977 224 742	2 200 828 439
RP	Charges de personnel ⁽¹⁾ <i>(1) dont personnel extérieur (111 / 224)</i>	6 476 898 877	7 089 668 193
RQ	<i>(Excédent brut d'exploitation voir TQ)</i>		
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	11 985 253 310	10 131 824 440
RW	Total des charges d'exploitation <i>(Résultat d'exploitation voir TX)</i>	89 097 429 351	72 014 941 742
	ACTIVITE FINANCIERE		
SA	Frais financiers	4 115 005 545	4 148 681 885
SC	Pertes de change	47 271 123	13 716
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions	263 585 880	25 000 000
SP	Total des charges financières <i>(Résultat financier voir UG)</i>	4 425 862 548	4 173 695 601
SH	Total des charges des activités ordinaires <i>(Résultat des activités ordinaires voir UI)</i>	93 523 291 899	76 188 637 343
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
SK	Valeur comptable des cessions d'immobilisations	0	0
SL	Charges H.A.O.		0
SM	Dotations H.A.O.		
SO	Total des charges H.A.O. <i>(Résultat H.A.O. voir UP)</i>	0	0
SQ	Participation des travailleurs		
SR	Impôts sur le résultat	492 420 018	445 253 276
SS	Total participation et impôts	492 420 018	445 253 276
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES <i>(Résultat net voir UZ)</i>	94 015 711 917	76 633 890 619

RAPPORT D'ACTIVITES & ETATS FINANCIERS 2008

Réf.	PRODUITS	Exercice 2008		Exercice 2007	
	ACTIVITE D'EXPLOITATION				
TA	Ventes de marchandises			51 361 500 305	43 346 053 804
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	20 773 402 545	14 336 667 841		
TC	Ventes de produits fabriqués			4 102 879 732	4 071 881 125
TD	Travaux, services vendus			10 085 608 616	11 853 047 293
TE	Production stockée (ou destockage) (+ ou -)			0	0
TF	Production immobilisée			264 448 566	265 681 448
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES	-9 554 532 091	2 609 174 349		
TH	Produits accessoires			106 013 782	96 121 255
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES ⁽¹⁾ (TA+TC+TD+TH)	65 656 002 435	59 367 103 477		
TJ	(1) dont à l'exportation				
TK	Subvention d'exploitation			8 341 152 542	10 736 903 955
TL	Autres produits			545 141 040	11 579 095
TN	VALEUR AJOUTEE	-4 171 467 419	15 587 818 866		
TQ	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	-2 305 431 458	8 498 150 673		
TS	Reprises de provisions			0	19 134 573
TT	Transfert de charges			13 814 924	2 328 037 773
TW	Total des produits d'exploitation			74 820 559 507	72 728 440 321
TX	RESULTAT D'EXPLOITATION	-14 276 869 844	713 498 579		
	Bénéfice (+) ; Perte (-)				
	ACTIVITE FINANCIERE				
UA	Revenus financiers			154 663 006	43 973 320
UC	Gains de change			220 310 117	5 469
UD	Reprises de provisions			0	0
UE	Transfert de charges				
UF	Total des produits financiers			374 973 123	43 978 789
UG	RESULTAT FINANCIER (+ ou -)	-4 050 889 425	-4 129 716 812		
UH	Total des produits des activités ordinaires			75 195 532 630	72 772 419 110
UI	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES ⁽¹⁾				
	(+ ou -)	-18 327 759 269	-3 416 218 233		
UJ	(1) dont impôt correspondant				
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)				
UK	Produits des cessions d'immobilisations			185 000	50 361 000
UL	Produits H.A.O.			0	0
UM	Reprises H.A.O.			741 595 881	248 538 022
UN	Transfert de charges			0	0
UO	Total des produits H.A.O.			741 781 881	298 899 022
UP	RESULTAT H.A.O. (+ ou -)	741 781 881	298 899 022		
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS			75 937 314 511	73 071 318 132
UZ	RESULTAT NET	-18 078 397 406	-3 562 572 487		
	Bénéfice (+) ; Perte (-)				

3.3 TAFIRE 2008

1^{ère} PARTIE : DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE 2008

▣ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

		(F CFA)	
		E.B.E:	-2 305 431 458
(SA) Frais financiers	4 115 005 545	(TT) Transfert de charges d'exploitation	13 814 924
(SC) Pertes de change	47 271 123	(UA) Revenus financiers	154 663 006
(SL) Charges H.A.O.	0	(UE) Transfert de charges financières	-
(SQ) Participation	-	(UC) Gains de change	220 310 117
(SR) Impôts sur le résultat	492 420 018	(UL) Produits H.A.O.	-
		(UN) Transfert de charges H.A.O.	-
Total (I)	4 654 696 686	Total (II)	-1 916 643 411

CAFG : Total (II) - Total (I) = -6 571 340 097

(2007) : 6 276 218 357

▣ AUTOFINANCEMENT (AF)

AF = CAFG - Distribution de dividendes

AF = -6 571 340 097

(2007) : 6 276 218 357

(B.F.E.)

(F CFA)

Variation des stocks : 2008 - 2007	Emplois augmentation (+)		Ressources diminution (-)
(BC) Marchandises	-	ou	-
(BD) Matières premières	8 152 618 233	ou	0
(BE) En-cours	0	ou	0
(BF) Produits fabriqués	-	ou	-
(A) Variation globale nette des stocks	8 152 618 233	ou	0

Variation des créances : 2008 - 2007	Emplois augmentation (+)		Ressources diminution (-)
(BH) Fournisseurs, avances versées	600 917 960	ou	0
(BI) Clients	8 027 824 285	ou	0
(BJ) Autres créances	5 337 399 785	ou	0
(BU) Ecart de conversion - Actif	263 585 880		0
(B) Variation globale nette des créances	14 229 727 910	ou	0

Variation des dettes circulantes : 2008 - 2007	Emplois diminution (-)		Ressources augmentation (+)
(DI) Clients, avances reçues	0	ou	9 797 564 482
(DH) Fournisseurs d'exploitation	0	ou	3 752 251 065
(DK) Dettes fiscales	0	ou	4 155 842 263
(DL) Dettes sociales	36 149 184	ou	0
(DM) Autres dettes	0	ou	379 148 952
(DN) Risques provisionnés	-	ou	-
(DU) Ecart de conversion - Passif	2 235 480 078		-
(C) Variation globale nette des dettes circulantes	0	ou	15 813 177 500

VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)	6 569 168 643	ou	0
--	----------------------	-----------	----------

α EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION

	2 008		2 007
Excédent brut d'exploitation	-2 305 431 458		8 498 150 673
- Variation du BFE (- si emplois ; + si ressources) (- ou +)	-6 569 168 643		-3 496 637 611
- Production immobilisée	-264 448 566		-265 681 448
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	-9 139 048 667		4 735 831 614

2^e PARTIE : TABLEAU

(F CFA)

Réf.		Exercice 2008		Exercice 2007
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
	I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA	Charges immobilisées (augmentation dans l'exercice)		////////////////////	
	Croissance interne			
FB	Acquisitions / Cessions d'immobilisations incorporelles	239 913 284	0	644 119 887
FC	Acquisitions / Cessions d'immobilisations corporelles	18 954 631 518	185 000	3 993 166 567
	Croissance externe			
FD	Acquisitions / Cessions d'immobilisations financières	23 570 828	0	350 362 650
FF	INVESTISSEMENT TOTAL	19 217 930 630		-4 987 649 104
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. Supra : Var BFE)	6 569 168 643	0	-3 496 637 611
FH	A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	25 787 099 273		-8 484 286 715
FI	III. EMPLOIS / RESSOURCES (Var BF, HAO)	0	2 509 815 800	1 821 962 842
FJ	IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS		////////////////////	
	Remboursement (selon échéancier) des emprunts et des dettes financières	7 045 356 796 7045 356 796		-3 911 911 404
FK	B- EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	30 322 640 269		-10 574 235 277

RAPPORT D'ACTIVITES & ETATS FINANCIERS 2008

(Suite)

Réf.		Exercice 2008		Exercice 2007
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
	V. FINANCEMENT INTERNE			
FL	Dividendes (emplois) / CAFG (Ressources)	0	-6 571 340 097	6 276 218 357
	VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM	Augmentation du capital par apports nouveaux	////////////////////	0	
FN	Subvention d'investissement	////////////////////	7 468 785 928	1 356 816 007
FP	Prélèvement sur le capital		////////////////////	
	VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ	Emprunts		7 825 585 522	27 249 727
FR	Autres dettes financières		22 958 581 369	8 748 811 269
FS	C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	0	31 681 612 722	16 409 095 360
FT	D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)	1 358 972 453	0	5 834 860 073
	VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
	Trésorerie nette			
FU	à la clôture de l'exercice + ou -		+5 659 798 492	
FV	à l'ouverture de l'exercice + ou -		+ 4 300 826 039	
FW	Variation Trésorerie (+ si emplois ; - si ressources)	1 358 972 453		5 834 860 073

Contrôle: D = VIII avec signe opposé

CONTRÔLE (à partir des masses du bilan 08et 07)		Emplois	Ressources
Variation du Fonds de Roulement (F.d.R.) : FdR(2008) - FdR (2007)		0	5 418 325 296
Variation du BF Global (B.F.G.) : BFG(2008) - BFG(2007)		4 059 352 843	0
Variation de la trésorerie (T) : T(2008) - T(2007)		1 358 972 453	
TOTAL		5 418 325 296	5 418 325 296

CHAPITRE 4 : ÉTATS FINANCIERS PERSONNELS

SECTION I : SYSTÈME NORMAL

A - BILAN - SYSTÈME NORMAL

Désignation de l'entreprise

Adresse

Numéro d'identification

Exercice clos le 31-12-2009

Durée (en mois)

N°	ACTIF	Exercice N			Ex. N - 1
		Brut	Amort / Prov.	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISÉ (1)				
AA	Charges immobilisées				
AB	Frais d'établissement				
AC	Charges à répartir	73213		73213	297895
	Primes de remboursement des obligations				
AD	Immobilisations incorporelles				
AE	Frais de recherche et de développement	1458280	519171	939109	602736
AF	Brevets, licences, logiciels	644326	91896	552430	
AG	Fonds commercaux				
AH	Autres immobilisations incorporelles				
AI	Immobilisations corporelles				
AJ	Terrains	383137		383137	383137
AK	Bâtiements	1182885	4489091	7339767	7511126
AL	Installations et agencements	21905738	14651792	7253946	6673274
AM	Matériel	147487191	62987670	84499521	84732430
AN	Matériel de transport	442837	4426251	135586	304840
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations				
AQ	Immobilisations financières				
AR	Titres de participation	35000	25000	5000	5000
AS	Autres immobilisations financières	617413		617413	632992
AW	(1) dans l'A.C. : Brut / Net				
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (1)	238160593	87490671	101769922	101147032

BILAN - SYSTEME NORMAL

Réf.	ACTIF	Exercice N			Ex. N - 1
		Brut	Provisions	Net	Net
AZ	Report total Actif immobilisé	182960993	87190671	101769922	101147032
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H.A.O.	39723		39723	39723
BB	Stocks				
BC	Marchandises				
BD	Matières premières et autres approvisionnements	14666884	395469	14271415	12795989
BE	En-cours				
BF	Produits fabriqués				
BG	Créances et emplois assimilés				
BH	Fournisseurs, avances versées	3126002	145780	2980222	1868992
BI	Clients	44910364	6445250	38465114	31948928
BJ	Autres créances	14952838	64990	14887848	26437817
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	77695805	7051489	70644316	73021443
	TRÉSORERIE-ACTIF				
BQ	Titres de placement				
BR	Valeurs à encaisser				
BS	Banques, chèques postaux, caisse	10699005	102615	10596390	7927765
BT	TOTAL TRÉSORERIE-ACTIF (III)	10699005	102615	10596390	7927765
BU	Écarts de conversion-Actif (IV) (perte probable de change)				263586
BZ	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	277355403	94344775	183010628	182359826

BILAN - SYTÈME NORMAL

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N-1
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES		
CA	Capital	10.000.000	10.000.000
CB	Actionnaires capital non appelé		
CC	Primes et Réserves		
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion		
CE	Écarts de réévaluation		
CF	Réserves indisponibles	216.345	216.345
CG	Réserves libres		
CH	Report à nouveau	(33602.258)	(15523871)
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	(15831372)	(18078397)
CK	Autres capitaux propres		
CL	Subventions d'investissement	15.472460	12.816328
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés		
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	(237468270)	(10569595)
	DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES (I)		
DA	Emprunts	52862911	66428322
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		
DC	Dettes financières diverses	27028406	50336816
DD	Provisions financières pour risques et charges	5599962	5188613
DE	(I) dont H.A.O. :		
DF	TOTAL DETTES FINANCIÈRES (II)	85491279	121953751
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	617464565	111384156

BILAN - SYSTÈME NORMAL

Ref.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N - 1
DG	Report Total Ressources stables		111384156
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes H.A.O. et ressources assimilées	1962395	5150892
DI	Clients, avances reçues	10564872	11558371
DJ	Fournisseurs d'exploitation	41475661	26360073
DK	Dettes fiscales	20691774	18036533
DL	Dettes sociales	1238801	772724
DM	Autres dettes	44111484	6268356
DN	Risques provisionnés		
	44102762		
III	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	120044987	68126949
	TRÉSORERIE-PASSIF		
D2	Banques, crédits d'escompte		
DR	Banques, crédits de trésorerie		
DS	Banques, découverts	1219185	2267966
DT	TOTAL TRÉSORERIE-PASSIF (IV)	1219185	2267966
DU	Écarts de conversion-Passif (V) (gain probable de change)		580743
DZ	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	183040629	182359895

B - COMPTE DE RÉSULTAT - SYSTÈME NORMAL

Ref.	CHARGES (1 ^{ère} partie)	Exercice N	Exercice N - 1
	ACTIVITÉ D'EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises	42.668.401	
RB	- Variation de stocks (- ou +) (Marge brute sur marchandises voir TB)		
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	15.635.857	
RD	- Variation de stocks (- ou +) (Marge brute sur matières voir TG)	(6.300.300)	
RE	Autres achats	2.295.120	
RH	- Variation de stocks (- ou +)	(663.545)	
RI	Transports	45.819	
PJ	Services extérieurs	992.944	
RII	Impôts et taxes	700.558	
RII	Autres charges (Valeur ajoutée voir TN)	1757.438	
RP	Charges de personnel ⁽¹⁾	7894.492	
	(1) dont personnel extérieur /		
RQ	(Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	1109.1477	
RW	Total des charges d'exploitation	90718524	
	(Résultat d'exploitation voir TX)		

COMPTÉ DE RÉSULTAT - SYSTÈME NORMAL

Réf.	PRODUITS (1 ^{ère} partie)	Exercice N	Exercice N-1
	ACTIVITÉ D'EXPLOITATION		
TA	Ventes de marchandises	58925826	
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES <u>4657425</u>		
TC	Ventes de produits fabriqués	5757704	
TD	Travaux, services vendus	10038439	
TE	Production stockée (ou déstockage) (+ ou -)		
TF	Production immobilisée	830067	
TG	MARGE BRUTE SUR MATIÈRES <u>1620383</u>		
TH	Produits accessoires	138248	
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES ⁽¹⁾ (TA + TC + TD + TH) <u>75690286</u>		
TJ	(1) dont à l'exportation /		
TK	Subventions d'exploitation		
TL	Autres produits	339026	
TM	VALEUR AJOUTÉE <u>4296759</u>		
TO	EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION <u>3597737</u>		
TS	Reprises de provisions	123720	
TT	Transferts de charges	18693	
TW	Total des produits d'exploitation	<u>76171723</u>	
TX	RÉSULTAT D'EXPLOITATION <u>14546801</u> Bénéfice (+) ; Perte (-)		

COMPTE DE RÉSULTAT - SYSTÈME NORMAL

Réf.	CHARGES (2 ^e partie)	Exercice N	Exercice N - 1
RW	Report Total des charges d'exploitation	90718524	
	ACTIVITÉ FINANCIÈRE		
SA	Frais financiers	2115970	
SC	Pertes de change	340799	
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions		
SF	Total des charges financières	2456769	
	(Résultat financier voir UG)		
SH	Total des charges des activités ordinaires	93175293	
	(Résultat des activités ordinaires voir UI)		
	HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (H.A.O.)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations		
SL	Charges H.A.O.	737331	
SM	Dotations H.A.O.		
SO	Total des charges H.A.O.	737331	
	(Résultat H.A.O. voir UP)		
SQ	Participation des travailleurs		
SR	Impôts sur le résultat	561452	
SS	Total participation et impôts	561452	
ST	TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	94474076	
	(Résultat net voir UZ)		

COMPTE DE RÉSULTAT - SYSTÈME NORMAL

Réf.	PRODUITS (2 ^e partie)	Exercice N	Exercice N - 1.
TW	Report Total des produits d'exploitation	76171723	
	ACTIVITÉ FINANCIÈRE		
UA	Revenus financiers	208.285	
UC	Gains de change	370.505	
UD	Reprises de provisions	263.586	
UE	Transferts de charges	-	
UF	Total des produits financiers	842.376	
UG	RÉSULTAT FINANCIER (+ ou -) 1616392		
UH	Total des produits des activités ordinaires	770.14099	
UI	RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES (1)		
	(+ ou -) 16161194		
UI	(1) dont impôt correspondant /		
	HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (H.A.O.)		
UK	Produits des cessions d'immobilisations	-	
UL	Produits H.A.O.	881.897	
UM	Reprises H.A.O.	746.708	
UN	Transferts de charges	-	
UO	Total des produits H.A.O.	162.8605	
UP	RÉSULTAT H.A.O. (+ ou -) 891274		
UT	TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS	78642704	
UZ	RÉSULTAT NET 15831372		
	Bénéfice (+) ; Perte (-)		

**C - TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)
SYSTEME NORMAL**

Nota: Toutes créances et dettes corrigées des pertes et gains de change latents (Ecart de conversion Actif et Passif) et ramenées à leurs montants « historiques » (valeurs d'entrée). Procédure à appliquer aux postes BH, BI, BJ, DI, DJ, DK, DL, DM, DN, FD, FI, FO, FR du tableau ci-après, ainsi qu'au deux premières lignes du tableau de contrôle à la fin du tableau.

1^{ère} PARTIE : DÉTERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L'EXERCICE N

■ **CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)**

- Charges décaissables restantes

+ Produits encaissables restants

		E.B.E.	
(SA) Frais financiers	2115970	(TT) Transferts de charges d'exploitation	(359737)
(SC) Pertes de change	340799	(UA) Revenus financiers	18693
(SL) Charges	137331	(UE) Transferts de charges financières	208285
(SO) Participation	.....	(UC) Gains de change	270505
(SR) Impôts sur résultat	51452	(UL) Produits H.A.O.	881897
	.....	(UN) Transferts de charges H.A.O.	.....
Total (I)	.....	Total (II)	.....

CAFG : Total (II) - Total (I) = **-5873909**

(N-1):

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (*)

AF = **-5873909**

(N-1):

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks² + Var. Créances² + Var. Dettes circulantes²

Variation des stocks : N - (N-1)	Emplois augmentation (+)		Ressources diminution (-)
(BC) Marchandises	.....	OU	.....
(BD) Matières premières	1545430	OU	.....
(BE) En cours	.....	OU	.....
(BF) Produits fabriqués	.....	OU	.....
(A) Variation globale nette des stocks	1545430	OU	.....

(*) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes

(2) À l'exclusion des éléments H.A.O.

**TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)
SYSTEME NORMAL**

(suite)

Variation des créances : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)		Ressources diminution (-)
(BH) Fournisseurs, avances versées	1111230	ou	-
(BI) Clients	6516185	ou	-
(BJ) Autres créances	-	ou	11549978 263586
(B) Variation globale nette des créances	-	ou	4186143

Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)	Emplois diminution (-)		Ressources augmentation (+)
(DI) Clients, avances reçues	993499	ou	-
(DJ) Fournisseurs d'exploitation	-	ou	15135588
(DK) Dettes fiscales	-	ou	2655244
(DL) Dettes sociales	-	ou	466077
(DM) Autres dettes	-	ou	37843128
(DN) Risques provisionnés	580743	ou	-
(C) Variation globale nette des dettes circulantes	-	ou	54525791

VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)	-	ou	57166504
---------------------------------------	---	----	----------

■ EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production Immobilisée

	N	N - 1
Excédent brut d'exploitation	-3597736	-
- Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources) (-ou+)	57166504	-
- Production immobilisée	(830067)	-
EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION	52738701	-

**TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)
SYSTEME NORMAL**

2^e PARTIE : TABLEAU

Réf.		Exercice N		Exercice N - 1
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
	I. INVESTISSEMENTS ET DÉSINVESTISSEMENTS			
FA	Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)	.....	////////// //////////	.....
	Croissance interne			
FB	Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	1188663	.....	.....
FC	Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	9762719	.....	.....
	Croissance externe			
FD	Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	95767	.....	.....
FF	INVESTISSEMENT TOTAL	11027130	.....	.....
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. Supra : Var. B.F.E.)	.....ou	57166505	.....
FH	A - EMPLOIS ÉCONOMIQUES À FINANCER (FF + FG)	.....	.....	.....
FI	III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)	3183496 ou	.....	.....
FJ	IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS(1) Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières	62636709	////////// //////////	.....
	(1) À l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
FK	B - EMPLOIS TOTAUX À FINANCER	.....	.....	.....

**TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)
SYSTEME NORMAL**

(suite)

Réf.		Exercice N		Exercice N - 1 (E - ; R +)
		Emplois	Ressources	
	V. FINANCEMENT INTERNE			
FL	Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	.....	-5873906	.....
	VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITALS PROPRES			
FM	Augmentations de capital par apports nouveaux	////////// //////////	.....	.....
FN	Subventions d'investissement	////////// //////////	342820	.....
FP	Prélèvements sur le Capital (y compris retraits de l'exploitant)	.....	////////// //////////	.....
	VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ	Emprunts(2)	.....	7413517	.....
FR	Autres dettes financières(2)	.....	6031000	.....
	(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
FS	C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	.....	64933613	.....
FT	D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)	.....ou	25297731	.....
	VIII. VARIATION DE LA TRÉSORERIE			
	Trésorerie nette			
FU	à la clôture de l'exercice + ou -	.....		.....
FV	à l'ouverture de l'exercice + ou -	.....		.....
FW	Variation Trésorerie : (+ si Emploi ; - si Ressources)	377406 ou		.....
	Contrôle : D = VIII avec signe opposé			

Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences "bilantielles".

CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N - 1)		Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (FdR)	: FdR(N) - FdR(N - 1)	50260602	ou
Variation du B.F. global (B.F.G.)	: BFG(N) - BFG(N - 1)	.....	ou
Variation de la trésorerie (T)	: T(N) - T(N - 1)	.....	ou
	TOTAL	.....	=

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

1. AMELON Jean-Louis (2002), *L'essentiel à connaître en gestion financière*, Maxima, Paris, 3^{ème} édition, 396 P.
2. ANASTASSOPOULOS, J.P (1980) : *La stratégie des entreprises publiques : l'efficacité au service de l'intérêt général*, Paris : Dalloz, 132p
3. AUTOMAG, (2005) « Le crédit bail : une technique de financement » SIAC, n°001 du 1^{er} trimestre 2005.
4. BARREAU Jean et DELAHAYE Jacqueline (2000), *Gestion financière : DECF 4, Manuel et application*, 9^e éditions, Dunod, Paris, 2000,- 498p
5. BATSCH Laurent (2000), *Le diagnostic financier*, 3^e édition, Economica, Paris 2000, -109p
6. BEDIE, A et DADAVI, E (2005), *Contribution du marché financier régional de l'UEMOA au financement des entreprises et des Etats*, Cotonou, ENEAM, 2005 - 70p Mémoire du cycle I : Gestion des banques.
7. BENAÏEM Jean-Jacques & al (2005), *Analyse financière et gestion de la trésorerie*, Fontaine Picard, Paris, 339 P.
8. BIERMAN Harold (1982), *Stratégie et gestion financière : guide du dirigeant désireux d'améliorer son profit*, ECONOMICA, 259 P.
9. BOGLIOLO Félix (2005), *Mieux analyser le rendement des capitaux*, evafine.com
10. BONNET François (2003), *Entreprises en difficulté et gestion de trésorerie*, Economica, Paris, 271 P.
11. BRIQUET Ferri (1997), *les plans de financement*, Economica, Paris, 111 P.
12. COHEN Elie (1997), *L'analyse financière*, Economica, Paris, 4^{ème} édition, 286 P.
13. COLASSE Bernard (2000), *Encyclopédie de comptabilité, de contrôle de gestion et d'audit*, Economica.

14. CONSO Pierre & al (1984), *Fonds de roulement et politique financière*, Dunod, Paris, 116 P.
15. DEPALLENS Georges & al (1997), *Gestion financière de l'entreprise*, Dalloz, Paris, 11^{ème} édition, 1078 P.
16. EGLEM Jean-Pierre & al (2005), *Analyse comptable et financière*, Dunod, Paris, 9^{ème} édition, 209 P.
17. GERVAIS Michel (2005), *Contrôle de gestion*, 8^{ème} édition Economica, Paris, 774 P.
18. GILLET(2003), *Décision d'investissement*, Dunod, Paris, 262 P
19. GOUADAIN Daniel & al (2002), *Comptabilité générale : Système comptable OHADA*, Edition Estern, Paris, 378 P.
20. GRANDGUILLOT Béatrice & al (2001), *L'essentiel de l'analyse financière*, Gualino, 79 P.
21. HOARAU Christian (2001), *Maîtriser le diagnostic financier*, Groupe Revue Fiduciaire, Paris, 192 P.
22. JACOT & al (1999), *La performance économique en entreprise*, Dunod, Paris, 24 P.
23. KHOURY Paul (1999), *La maîtrise des états financiers SYSCOA : de l'analyse comptable à l'analyse financière*, Ed. PK & Associés, 298 P.
24. LA BRUSLERIE Hubert de (2002), *Analyse Financière : information financière et diagnostic*, Dunod, Paris, 2^{ème} édition, 472 P.
25. LEBAS Alter (1995), *Mesure de la performance*, Dunod, Paris, 174 P.
26. LEBRATY Jacques / TELLER Robert (1994), *Diagnostic global d'entreprise : aspects comptables et financiers*, Editions Liaisons, 175 P.

Analyse des déterminants de la rentabilité financière de la SBEE

27. LEMANT George (1995), *Théorie organisationnelle*, Economica, Paris, 4^{ème} édition, 201 P.
28. MAESO Robert (2006), *Comptabilité des sociétés*, Dunod, Paris, 6^{ème} édition, 155 P.
29. MAMUSE Christian (1996), *Politique générale : langage, intelligence, modèle et choix stratégique*, Economica, Paris, 2^{ème} édition, 214 P.
30. MARION Thais (1999), *Le diagnostic d'entreprise : méthodes et processus*, Economica, Paris, 3^{ème} édition, 175 P.
31. MEUNIER Rochier (2006), *Le diagnostic financier*, Organisation, Paris, 4^{ème} édition, 56 P.
32. PINTO Yves (2004), *La performance durable*, Dunod, Paris 5^{ème} édition, 17 P.
33. VERNIMMEN (2007), *Finance d'entreprise*, Dalloz, Paris, 8^{ème} édition, 379 P.

Articles :

34. BRASSENS Jérôme (2009), Risque client : les entreprise jouent la sécurité avec l'assurance-crédit, *Option finance*, n°1020 mars 2009, P.40-43.
35. DEGOS Jean Guy (2008), L'univers graphique de l'évaluation financière : rationalité, perspicacité, complexité, *La revue du financier*, n°173-174 septembre-décembre-décembre 2008, p. 49-69.
36. GAROUSSE Frédéric (2004), La trésorerie des PME en voie d'amélioration, *Option Finance*, n°793 juillet 2004, P.4
37. JUHEL Jean-Claude (2008), L'effet de levier de trésorerie, *La revue du financier*, n° 173-174 septembre-décembre 2008, p. 16-47.
38. RICHARD & al (2009), théorie d'analyse financière, *option finance*, n°796, P.4.